

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Economiques et Politiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 6 Juin 1929, à 14 heures

PAR

WACLAW LANDY

L'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
EN ANGLETERRE

INCOME TAX & CORPORATION PROFITS TAX

Président : M. JÈZE, professeur.

Suffragants { M. WAHL, professeur.
 { M. LÉVY-ULLMANN, professeur.

PARIS

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551808_0004

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Economiques et Politiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 6 Juin 1929, à 14 heures

PAR

WACLAW LANDY

L'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
EN ANGLETERRE

INCOME TAX & CORPORATION PROFITS TAX

Président : M. JÈZE, professeur.

Suffragants { M. WAHL, professeur.
 { M. LÉVY-ULLMANN, professeur.

PARIS

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

1929

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



Introduction

Les sociétés anglaises paient l'impôt sur le revenu, au même titre que les individus, « mutatis mutandis ».

Mais un impôt spécial sur leurs bénéfices — « The Corporation Profits Tax » — a été créé par la loi de finances de 1920 pour frapper les sociétés commerciales et industrielles dont les membres ont une responsabilité limitée — « limited companies » — et qui échappent au « super tax ».

Son taux était de 5 % sur les bénéfices nets, calculés sur des bases légèrement différentes de celles qui servent dans le commerce, et d'une façon assez identique à celle qui est employée pour l'« income tax ». Pour les sociétés britanniques, ce montant ne devait pas dépasser le dixième de ces bénéfices, déduction faite dans ce cas des intérêts payés aux obligataires et aux actionnaires privilégiés (et à taux fixe). Le taux fut diminué de moitié postérieurement au 30 juin 1923. Les premières 500 livres sterling n'étaient pas imposables.

Il a soulevé de violentes critiques, et il était supprimé au bout de quatre années, par la loi de finances de 1924.

Nous allons d'abord étudier les raisons, générales et particulières, qui ont fait voter cet impôt spécial sur les sociétés, puis le fonctionnement de cette contribution : sociétés frappées, détermination des bénéfices, taux de l'impôt, mécanisme ; et enfin dans une dernière partie les raisons qui ont entraîné son abolition.

NOTA. — Pour alléger la présentation de cette étude, nous avons parlé du « corporation profits tax », surtout dans la seconde partie, comme s'il existait toujours. Il est bien entendu que cet impôt a été supprimé et que les temps divers du passé auraient dû remplacer le temps présent employé.

PREMIERE PARTIE

Raisons Théoriques et Pratiques
de l'institution
du Corporation Profits Tax

CHAPITRE PREMIER

Raisons théoriques et générales à l'appui d'un impôt spécial sur les Sociétés

Le « corporation profits tax » est un impôt spécial sur les sociétés et dont les personnes physiques n'ont par conséquent pas à connaître.

On a voulu parfois le considérer à l'étranger comme la résultante d'un mouvement tendant à l'imposition à part des sociétés : elles constitueraient, en effet, des personnalités morales ayant une existence juridique, fiscale et économique distincte de celle des associés, justifiant ainsi une taxe qui leur serait propre.

Cette école dont un des représentants les plus qualifiés en France est à l'heure actuelle M. Laufenburger (1) fait valoir à l'appui de cette imposition spéciale des sociétés trois séries d'arguments, de très inégale valeur d'ailleurs, que M. Laufenburger a puissamment et brièvement résumés dans son ouvrage.

1° L'argument juridique. Toutes les législations actuelles reconnaissent aux sociétés la personnalité morale : elles en font des entités juridiques ayant une existence propre, indépendante de celle des associés, la seule qui compte doré-

(1) L'impôt sur le revenu et les sociétés commerciales. Strasbourg, 1926.

navant pour toutes les manifestations de la vie, la seule dont le fisc ait à connaître.

2° L'argument de la technique fiscale. Il milite en faveur d'une double imposition, l'une sur les associés, l'autre sur la société, car aucune employée seule ne suffit à frapper le revenu entier sans en laisser échapper quelque partie.

La taxation exclusive des associés ne peut atteindre les portions du revenu non distribuées : ce qui est mis au fonds de réserve, les amortissements, les frais généraux excessifs, — toutes parties du bilan qui peuvent être gonflées exagérément pour diminuer le solde réparti aux actionnaires et soumis à l'impôt — pas plus qu'elle ne peut atteindre les fractions du revenu social qui sont remises aux associés résidant à l'étranger.

La taxation exclusive des sociétés, de son côté, n'atteint pas les contribuables indigènes qui touchent des dividendes de groupes étrangers, ne laisse pas jouer les abattements et autres mesures de modération que prévoit l'impôt personnel, diminue l'efficacité de la progressivité de l'impôt puisque les dividendes frappés aux mains de la collectivité commerciale ou industrielle seront déduits de la déclaration du contribuable et entraîne enfin de grosses difficultés d'application car il sera difficile de fixer qui doit bénéficier de cette déduction : le possesseur du titre au jour de l'imposition ? ou le vendeur qui l'avait eu en mains pendant des années ?

Quant à la taxation de la société à titre simplement de stoppage à la source, comme elle se fait en Angleterre, son seul avantage est d'éviter les fuites individuelles des petits porteurs.

Donc il faut combiner les deux taxations.

3° L'argument économique. C'est pour l'auteur du livre,

le principal, et celui qui prouve d'une façon éclatante la légitimité de l'imposition des sociétés en soi.

En effet, à ressources égales, la société jouit d'une force productive sensiblement plus grande que l'individu par l'extensibilité presque sans bornes de son capital, la possibilité d'intégrer, concentrer et développer la rationalisation d'une façon beaucoup plus complète, le caractère limitée de la responsabilité des actionnaires, la possibilité d'influencer dans un sens favorable à ses intérêts le gouvernement, et un recours au crédit pratiquement illimité et peu onéreux, le fait, ainsi qu'il le dit, que « les dettes sociales, surtout quand elles sont contractées sous la forme d'obligations, loin de diminuer la capacité économique des sociétés, l'augmentent au contraire dans la plupart des cas » (1). Seligman avait déjà dit : « Both bonds and stock together form what is really the working capital from which the income is derived » (2).

De plus le revenu des sociétés n'est pas identique à celui des individus, et vouloir les taxer sans faire de différence entre eux, c'est se condamner à laisser hors d'atteinte une grosse partie de celui des corporations. Car le revenu n'est pas seulement l'ensemble des produits périodiques de toutes les sources, matérielles ou non, ainsi qu'on le répète encore trop souvent en France, c'est aussi, d'après la définition de Schanz (3) : « l'accroissement de fortune pendant une période déterminée, y compris les usages et les services de tiers appréciables en argent ». Le revenu comprend en conséquence « d'une part des accroissements simplement qualitatifs de la

(1) LAUFENBURGER. Ouvrage cité, page 119.

(2) Essays in Taxation, chapitre VIII, page 272.

(3) Die Einkommensbegriff und die Einkommensteuergesetze. Finanzarchiv., 1896, page 23.

fortune sous la forme de plus-values économiques, et d'autre part des accroissements quantitatifs par des fractions de fortune venant du dehors, tels que les dons, les legs, les « capitaux » d'une assurance » (1).

Entre le revenu social et le revenu individuel il y a, en outre, de grosses différences : d'origine, le premier en ayant une seule, le capital, et le second venant au contraire de sources multiples ; et de nature, le revenu social étant fondé pour les associés mais pas pour la société elle-même à l'égard de qui il a une force de reproduction automatique tout à fait particulière.

Ce revenu ne se confond pas tout à fait avec celui des associés : ceux-ci n'ont, en effet, qu'un droit des plus relatifs sur lui et ne peuvent réclamer individuellement ni leur mise, ni même un dividende si la majorité ne les suit pas. La confusion vient de ce que l'on a refusé à la société la possibilité d'avoir des revenus parce qu'il n'y aurait revenus que s'il y a besoins à satisfaire ; mais outre que cette définition est sujette à caution, la société a des buts propres qui ne sont pas ceux des associés, sinon « l'ensemble du revenu de la société serait annuellement distribué » (2).

Enfin si le revenu individuel peut donner une idée de la capacité fiscale de celui qui en jouit, il n'en est certainement pas de même du revenu social et il est absolument impossible de soutenir qu'une société qui gagne 50.000 francs par an a une capacité fiscale double de celle dont les bénéfices nets montent à 25.000 francs. Il faut pour avoir une idée de cette capacité comparer ce revenu avec le capital de la société (quoi-

(1) LAUFENBURGER. Ouvrage cité, page 121.

(2) *Idem.* page 129.

que l'on se trouve là en face d'une autre difficulté presque insurmontable : à savoir ce qu'il faut considérer comme représentant le véritable capital).

Voilà résumé aussi brièvement que possible, le puissant raisonnement de M. Laufenburger tendant à justifier en théorie la taxation à part des sociétés.

CHAPITRE II

Raisons pratiques qui ont fait adopter le C. P. T. en Grande Bretagne

Mais, si nous nous en rapportons aux discussions qui se sont élevées au Parlement, lors du vote par lui de cet impôt spécial sur les sociétés commerciales et industrielles à responsabilité limitée — « limited companies » — que constitue le C.P.T., nous voyons que ces principes théoriques et généraux, valables pour tous les pays, n'ont tenu qu'une place minime à côté des questions pratiques.

Quelles étaient donc les raisons mises en avant en faveur de cet impôt nécessité surtout par des circonstances impérieuses ? et quelles étaient les raisons de son incidence sur les sociétés dont les membres ont une responsabilité limitée seulement ? Elles étaient au nombre de trois, énumérées par Sir Austen Chamberlain dans le « Financial Statement » (1).

1° Les « limited companies » doivent payer cette charge sans récrimination. Elles jouissent de par la loi de privilèges spéciaux, surtout la responsabilité limitée, avantages dont la valeur est hors de doute, et auxquels il semble bien inutile de consacrer de plus longs développements, elles doivent donc concourir aux dépenses créées pour les applications de cette

(1) Hans, 128, 97 et s.

loi dont elles bénéficient par ailleurs, et payer l'impôt spécial.

2° Cet impôt réparera l'injustice causée par la contribution sur les bénéfices anormaux — « Excess Profits Duty » — dans les cas où, à cause de gros bénéfices réalisés dans les années précédant la guerre, la société en question évitait le paiement de cette dernière charge. On sait, en effet, que l'« Excess Profits Duty » ne retombait que sur les commerçants dont les gains avaient accusé une grosse augmentation entre la période précédant et celle qui suit le moment de la déclaration de la guerre.

3° Il devra surtout réparer l'injustice existant au détriment des sociétés en nom collectif, dont les membres paient le « super tax », même sur les bénéfices mis dans les réserves, et à l'avantage des « limited companies », qui, parce qu'elles sont anonymes ne le paient pas, cet impôt ne frappant que les personnes physiques.

Nous étudierons plus loin, après avoir vu cet impôt à l'usage, ce qu'il faut penser de toute cette argumentation. Pour le moment, les besoins du trésor aidant, la nouvelle contribution est créée : voyons comment elle fonctionne.

DEUXIÈME PARTIE

Fonctionnement de l'Impôt

CHAPITRE PREMIER

Quelles Sociétés paient le Corporation Profits Tax

Le « Corporation Profits Tax » frappe les sociétés dont les membres ont une responsabilité limitée, et qui sont commerciales ou industrielles.

SECTION I. — LIMITED COMPANIES

Le C.P.T. s'applique à toutes les sociétés à responsabilité limitée, c'est-à-dire « toute corporation constituée de telle sorte que la responsabilité de ses membres soit limitée » (any body corporate so constituted that the liability of its members is limited) (1). Afin d'éviter toute confusion avec nos sociétés françaises à responsabilité limitée, nous appellerons ces sociétés anglaises, dont le régime est sensiblement différent, « limited companies » du nom qu'elles portent obligatoirement en Grande Bretagne.

Par ce seul fait sont exclues de la portée de l'impôt les sociétés en nom collectif ou « partnerships », puisque leur caractère essentiel est la responsabilité illimitée de leurs membres. Elles sont d'ailleurs moins nombreuses en Angleterre qu'en France, car la loi de ce pays leur défend d'avoir plus

(1) S. 52, 3.

de dix membres si elles veulent entreprendre un commerce de banque et plus de vingt si elles désirent exploiter une autre entreprise quelconque en vue d'un partage de bénéfices. Aussi beaucoup de « partnerships » se sont-elles transformées en « limited », soit pour cette raison, soit surtout pour profiter des autres avantages que la loi accorde à ces groupements et dont le plus clair est la limitation de la responsabilité pécuniaire des dirigeants et actionnaires en cas de faillite. Seuls les professionnels : hommes de loi, avoués, etc... qui formaient aussi des sociétés en nom collectif ont éprouvé beaucoup de répugnance à cette transformation.

Il existe d'ailleurs des « limited partnerships » : un ou plusieurs des associés limite dans ce cas sa responsabilité à la part de capital qu'il souscrit. Ces groupes, peu nombreux d'ailleurs, qui correspondent à nos sociétés en commandite par intérêt, ayant au moins un associé à responsabilité illimitée, ne tombent pas dans la sphère d'action de notre impôt.

Peu importe pour l'application du C.P.T. que la société soit incorporée :

1° Sous le régime du « Companies Act » de 1908, ce qui est le cas le plus fréquent ;

2° Par « Special Act » du Parlement, comme cela se fait généralement pour les sociétés d'utilité publique, lesquelles sont d'ailleurs le plus souvent exemptes de cette charge, mais pour d'autres raisons ;

3° Par « Royal Charters », actes émanants aussi du Parlement, mais brefs et spéciaux : ainsi pour les sociétés d'étude, de propagande littéraire et quelques anciennes companies, celle de la Baie d'Hudson ou la Banque d'Angleterre ;

4° Par « Letters Patent », cas beaucoup plus rare, pour certaines sociétés d'exploration par exemple (1).

Peu importe que la société soit privée ou publique, puisque les unes comme les autres peuvent être des « limited ».

Peu importe que la responsabilité soit limitée par actions, c'est-à-dire au montant, s'il y en a un, impayé sur la valeur nominative des actions respectivement détenues par chaque membre (2); ou par garantie, c'est-à-dire uniquement pour la somme que les actionnaires peuvent s'engager individuellement à verser à titre de part contributoire dans l'actif de la société en cas de liquidation (3).

Peu importe que ce soit une coopérative ou une société de secours mutuels (on ne les a exemptées de cet impôt que plus tard et sous certaines réserves).

Peu importe enfin que les bénéfices soient visés au point de vue de l'impôt sur le revenu par la cédule D ou les cédules A et B (A remarquer que cette différence n'existe presque plus depuis que la loi de finances de 1927, dont le but était de simplifier le régime de l'I. T., a fait passer sous la cédule D presque toutes les sociétés imposables).

Donc seules les sociétés dont les membres ont une res-

(1) Dans son livre sur le « Corporation Profits Tax », M. LEGGE C. WHORLOW cite une autre catégorie de sociétés, celles qui sont formées « by prescription ». Aucun texte de loi n'en parle, et il m'a été très difficile de trouver de quoi il s'agissait. Ce mode de formation de sociétés a existé au XVII^e et au XVIII^e siècles, mais il n'y a aucun statut légal pour les réglementer actuellement, ce qui est d'autant plus explicable que tous les groupes créés sur ce modèle, intermédiaire entre les « partnerships » et les sociétés anonymes, ont depuis longtemps disparu, et qu'actuellement personne ne songe à faire revivre ce vieux mode, qui présentait pas mal de désavantages et est totalement désuet. C'est pourquoi nous nous bornons à le citer pour ordre, sans en parler davantage.

(2) Pierre PELLERIN, « La Loi anglaise de 1908 sur les sociétés par actions », Paris, 1910. 1, 2.

(3) *Idem*.

ponsabilité illimitée sont en dehors de la zone d'action de cet impôt. Naturellement, si elles se transforment en « limited », ainsi que la loi de 1908 leur en laisse la possibilité, elles deviennent passibles, ipso facto, du C.P. T. Seules les Banques fondées avant 1844, sous le « Country Bankers Act 1826 », ne possèdent pas cette faculté.

Les « limited » peuvent, si leurs statuts le spécifient, avoir des administrateurs, directeurs ou administrateurs délégués dont la responsabilité soit illimitée (1). Il est évident que cette clause ne change rien à la situation de la société par rapport au C.P.T., car cette responsabilité n'existe que vis-à-vis des actionnaires et non vis-à-vis des créanciers.

Une société dont le but est uniquement « de développer le commerce, les arts, les sciences, la religion, la charité ou tout autre objet utile... et qui a l'intention... de défendre le paiement de tout dividende à ses actionnaires » peut être autorisée par le Ministre du Commerce à avoir une responsabilité limitée sans ajouter à son nom le mot « limited » (2). Etant donné que « l'association, lors de l'incorporation, jouira de tous les privilèges des « limited companies » et sera soumise à toutes leurs obligations » (3), l'impôt sur les bénéfices des sociétés les frapperait tout naturellement si elles n'en avaient été exemptées expressément (Cf. page 22).

SECTION II. — SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Mais toutes les « limited » ne sont pas touchées par la loi qui vise uniquement celles qui « exploitent un commerce, une affaire ou toute autre entreprise d'un caractère simi-

(1) Loi de 1908. 11, 60.

(2) Loi de 1908. I, 20.

(3) *Idem.*

laire » (carrying on any trade or business or any undertaking of a similar character) (1).

Cette règle rappelle celle qui définit la portée de la cédule D de l'impôt sur le revenu et rend passibles de cet impôt à ce titre « tout commerce, industrie, entreprise ou affaire d'une nature commerciale » (every trade, manufacture, adventure or concern in the nature of trade) (2).

Il y a eu de très graves discussions sur le point de savoir si le texte « in the nature of trade » retombe seulement sur le mot « concern » ou sur toute la phrase (3).

La même difficulté se retrouve exactement dans le texte concernant le C.P.T. quand il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre, non par « trade » ou « business », deux mots de sens très large, mais par « undertaking of a similar character ». D'ailleurs l'embarras est assez général si nous en croyons Sir Ernest Pollock, « the Master of the Roll », dans l'appel de l'affaire « Commissaires du Revenu Intérieur contre Eccentric Club » (4) où il déclare : « It was not easy to appreciate what undertaking there could be similar in character to a trade or business which did not come within either of the two words « trade » or « business » ». Il est probable que nous avons ici un redoublement d'expression voulu par le législateur pour être sûr qu'aucune société commerciale ne pourrait échapper à la loi grâce à une omission quelconque et à l'interprétation restrictive qui est de règle en matière fiscale.

(1) 52. 2. a.

(2) I. T. A., 1918. S. 237, al. 14.

(3) Cf. KONSTAM, « A treatise on the Law of I. T. 3^e édition. Londres, 1926, page III.

(4) 40. T. L. R. 208.

Pour l'I.T. la question était plus grave encore que pour le C.P.T., puisque les bénéfices de nombreux individus ou sociétés qui ne tombent pas sous le coup du second de ces deux impôts comme n'étant pas bénéfices de « limited » sont en jeu quand il s'agit du premier. Aussi les cas portés devant les tribunaux ont-ils été nombreux, mais les décisions n'ont pas toujours jeté sur la question toute la clarté désirable.

Le texte voté pour le C.P.T. n'apporte, nous venons de le voir, aucune précision nouvelle. Le problème est d'ailleurs si délicat, que le gouvernement, même mis au pied du mur, ne peut apporter de critère définitif et absolu. Le capitaine Bagley demandant, à la Chambre des Communes, si les Clubs politiques et sociaux et les cantines populaires seraient frappés par le nouvel impôt, Sir Austen Chamberlain répondit d'une façon peu compromettante qu'en général ils ne le seraient pas, mais que, s'ils étaient à responsabilité limitée et exploitaient un commerce, une affaire ou toute autre entreprise d'un caractère similaire, ils tomberaient sous le coup de la nouvelle loi (1). Il est à noter, d'ailleurs, qu'une réponse d'un ministre à une question posée ainsi à la Chambre ou un mémorandum du « Board of Inland Revenue » n'ont aucune force légale. C'est uniquement une indication prouvant que le ministre qui, en principe connaît la question, ou le « Board » estime que la loi doit s'interpréter dans tel ou tel sens. Mais, si le cas est porté devant les tribunaux, ceux-ci sont en droit de n'accorder aucune valeur à cette opinion toute personnelle, et jugent uniquement d'après le texte de la loi et les autres documents qu'ils possèdent. La solution serait d'ailleurs la même en France.

(1) Hans. 132. 2194.

Quoiqu'il en soit, le principe différentiel même est difficile à trouver et fixer entre les sociétés commerciales et celles qui ne le sont pas. Les nombreux cas d'espèce tranchés par les tribunaux ne permettent même pas de dégager une règle théorique sûre. C'est une question de fait, et s'il est parfois très facile de se prononcer, bien souvent le cas est des plus délicats et le doute permis.

Naturellement les sociétés désintéressées, à buts charitables, d'éducation, de propagande scientifique, artistique, religieuse, etc... ne sont pas imposables, car elles ne sont pas commerciales — pas plus au titre du C.P.T. qu'à celui de l'I.T.

Pour certaines d'entre elles d'ailleurs un texte spécial a été voté (1). Il décide que les associations incorporées sans le mot « limited », en vertu de la section 20 de la loi de 1908 sur les sociétés par actions, ou créées uniquement pour le développement de la religion et de l'instruction et interdisant le paiement de dividendes à leurs membres (2) ne paieront pas le C.P.T. « Corporation Profits Tax shall not be charged on the profits of an association which is registered under section 20 of the Companies (Consolidation) Act, 1908, as a company with limited liability without the addition of the word « limited » to its name, so long as it continues to be so registered, or on the profits of a company which is established solely for the advancement of religion or education and which under its memorandum or articles of association is prohibited from distributing any part of its profits to its members. This section shall be deemed to have had effect as from the first day of January 1922 ».

(1) F. A. 1922. S. 43.

(2) Cf. page 19.

Plus généralement, la loi sur l'I. T. prévoit des exemptions pour les sociétés créées « for charitable purposes only » (1). Ces « buts charitables » sont définis par le texte suivant : « The relief of aged, impotent and poor people; the maintenance of sick and maimed soldiers and mariners; the maintenance of schools of learning, free schools, and scholars in universities; the repair of bridges, ports, havens, causeways, churches, sea-banks and highways; the education and preferment of orphans; the relief, stock or maintenance of houses of correction; the marriage of poor maids; the supportation, aid, and help of young tradesmen, handicraftsmen, and persons decayed; the relief or redemption of prisoners or captives; the aid or ease of any poor inhabitants concerning payment of taxes » (2), et le fameux principe de Lord Macnaughten (3) : « Charity in its legal sense comprises four principal divisions : trusts for the relief of poverty; trusts for the advancement of education; trusts for the advancement of religion; and trusts for other purposes beneficial to the community, not falling under any of the preceding heads ».

C'est ainsi que les « fishery boards » agissant en vertu des « Salmon and Freshwater Fisheries Act 1861 to 1891 » ne sont pas des entreprises commerciales et que les sommes perçues par elles pour licences de droit de pêche ou pénalités, même supérieures aux frais de perception et d'administration, ne sont pas des bénéfices taxables (4).

Il en est de même naturellement pour toutes les sociétés qui se consacrent au développement de l'agriculture.

(1) I. T. A. 1918. Sect. 37. al. 1. (b).

(2) Act of 43 Eliz. c. 4.

(3) Special Commissioners v. Pemsel. (1891). — A. C. 531.

(4) Severn Fishery Board v. O'May. (1919). — 2. K. B. 484.

Mais si une société de ce genre organise, pour augmenter ses moyens d'action, une exposition sur des bases commerciales ? D'après le principe que nous allons voir que des services rendus contre argent sont en principe l'émanation d'une activité commerciale, elle devrait être imposable sur le produit de cette manifestation. Les tribunaux ont décidé en ce sens (1). Mais un texte spécial a été voté pour faire tomber l'effet de cette décision, indiquant que « any profits or gains arising to an agricultural society from an exhibition or show held for the purposes of the society shall, if they are applied solely to the purposes of the society, be exempt from income tax » (2).

Quid si ces sociétés qui, pour ne pas être commerciales, doivent être créées « for charitable purposes only » prévoient des avantages spéciaux pour leurs membres ? tels que soins à prix réduits, salles de réunion avec consommations à tarifs spéciaux, services de nouvelles, etc... La solution dépendra des circonstances de chaque cas. Si ces avantages sont accessoires, destinés surtout à trouver des souscripteurs nouveaux et des fonds pour les besoins essentiels de la société, cette société sera exempte de l'I.T., et du C.P.T. le cas échéant (3). Au contraire si ces privilèges peuvent être considérés comme un des objets sociaux, ou trop importants pour ne pas absorber une bonne part du patrimoine ou de l'activité sociale, le groupe sera considéré comme ne profitant pas de l'exemption en question (4).

(1) Royal Agricultural Society of England v. Wilson. — XVI C. A. J. 299.

(2) F. A. 1924. S. 23 (1).

(3) I. R. C. v. Yorkshire Agricultural Society. 44 T. L. R. 59 — 1927. W. N. 295.

(4) General Medical Council v. I. R. C. — 44 T. L. R. 117 — 1928. W. N. 98.

La même solution s'applique dans le cas de groupes charitables qui — pour se procurer des fonds ou dans tout autre intention — rendent certains services contre argent. Il faut avoir égard dans ce cas, non seulement à l'importance de cette exploitation rémunératrice, mais surtout à son objet et à la façon dont elle est menée : si les bases en sont purement commerciales, la cédula D de l'I. T. et le C. P. T. doivent s'appliquer. C'est ainsi qu'une société pour la diffusion de la littérature religieuse ayant créé des librairies a été cotisée sur le rapport de ces magasins alors qu'ils étaient exclusivement consacrés à la propagande spirituelle (1). De même les recettes d'un restaurant, quoique destinés en totalité à soutenir des œuvres sociales, ont été imposés comme bénéfices commerciaux, car toute personne même étrangère au groupement pouvait y prendre son repas contre paiement; le fisc a refusé nettement de prendre en considération les autres activités désintéressées, sociales et philanthropiques de l'association ainsi que les dépenses qu'elles entraînaient, et les tribunaux lui ont donné gain de cause (2). De même encore, un hôpital qui faisait payer les malades riches afin de pouvoir soigner gratuitement les pauvres a été considéré comme exploitant une entreprise commerciale (3).

Un texte a d'ailleurs été voté récemment concernant ces activités spéciales d'associations désintéressées, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu tout au moins. Elles n'en étaient exemptes que si ces services étaient rendus principalement par des personnes qui bénéficiaient de l'activité ou des

(1) *Religious Tract and Book Society v. Forbes.* (1895). — 23 R. 390. — III Tax C. 415.

(2) *Grove v. Y.M.C.A.* (1903) — IV Tax C. 613.

(3) *St Andrew's Hospital v. Shearsmith.* (1887). — 19 Q.B.D. 624.

fonds sociaux mêmes et si les bénéfices étaient consacrés exclusivement aux buts indiqués (1). Un changement a élargi cette rédaction, maintenant la seconde condition, mais indiquant qu'à défaut de la première, il suffit que cette activité mercenaire se déploie pour l'accomplissement réel de l'objet essentiel de l'association pour que celle-ci bénéficie de l'exemption (2).

Les mutuelles et les clubs divers et nombreux, politiques et autres doivent être traités de la même manière : ils sont commerçants s'ils ont l'intention de faire des bénéfices de quelque façon que ce soit, ou si, sans en avoir l'intention, ils agissent néanmoins comme des commerçants ; — au contraire, bien qu'ils se fassent payer pour certains services, si cette rémunération ne sert qu'à leur procurer quelques fonds, ou si elle ne laisse aucun bénéfice, si l'exploitation en un mot n'a pas un caractère mercantile, on peut considérer que le groupe n'est pas commerçant.

Ainsi une Trade-Association dont l'objet était uniquement de procurer certaines commodités de local, lectures, communications de nouvelles, etc..., parce qu'elle le faisait au profit d'abonnés étrangers aussi bien que de ses propres membres a été considérée comme commerçante (3). Au contraire un club accessible uniquement à des membres acceptés et payant cotisation, pour leur fournir un lieu de réunion, des boissons, etc... qui avait interdit toute distribution de bénéfices et n'avait d'ailleurs de profits que grâce au montant des cotisations, a été considéré comme non commerçant (4).

(1) F.A. 1921. S. 30.

(2) F.A. 1927. S. 24.

(3) *Liverpool Corn Trade Association v. Monks*. (1926). — 42 T.L.R. 393.

(4) *I.R.C. v. Eccentric Club*. — 40 T.L.R. 209.

Voilà donc la situation des sociétés charitables. Pour elles, comme pour les autres d'ailleurs, le grand principe est que toute activité déployée contre rémunération et d'une façon habituelle, si ce n'est dans un but spécial de charité ou d'utilité publique, est commerciale. Le principe est logique. Néanmoins, il peut y avoir des exceptions. C'est ainsi qu'une société créée pour des raisons de famille afin de développer et de gérer des terres possédées, soit en toute propriété, soit en qualité de trustees, par des personnes de la famille, avec un avoir scindé en actions uniquement pour la commodité du partage des bénéfices, et qui n'en avait ni vendues ni distribuées sauf comme récompenses pour services exceptionnels, a été déclarée non commerciale, ce qui prouve que la vente habituelle de titres ou même de terres n'est pas toujours considérée comme un travail mercantile quand il s'agit de la réalisation d'un capital (1).

Mais il ne faut pas croire que la porte soit largement ouverte pour les sociétés qui voudraient se donner pour non commerciales. En effet, un groupement destiné à « acquire, hold, prospect, develop, utilise, work and turn to account » tout ou partie de concessions obtenues dans le Sud-Ouest Africain, a été imposé sur les bénéfices réalisés dans la vente de parcelles de ces terrains, parce que son objet était de les « turn into account » (2). De même pour une société destinée à liquider, mais avec bénéfices, l'actif d'une banque qu'elle avait préalablement racheté dans cette intention (3).

Certaines entreprises enfin restent commerciales parce qu'elles l'étaient à leur origine. Une société formée pour en

(1) *Rand v. Alberni Land Co. Ltd.* (1920). — VII Tax C. 629.

(2) *Thew v. South West Africa Co. Ltd.* (1924). — IX Tax C. 141.

(3) *Assets Co. Ltd. v. Forbes.* (1897). — III Tax C. 542.

exploiter purement et simplement une autre dont elle loue uniquement l'activité et les produits, exploite un commerce sur les bénéfices duquel elle doit payer le C.P.T. (1). Une autre société qui a vendu toutes ses propriétés et son exploitation contre une redevance annuelle, laquelle constitue son seul revenu, a été imposée également, car ne pouvant être dissoute que pour avoir atteint son objet et celui-ci ne l'ayant pas été, il fallait admettre qu'elle existait encore (2). Il faut d'ailleurs remarquer que, dans cette affaire, qui a été en Cour d'Appel, un des trois juges, Lord Sargant, a exprimé un avis contraire. Néanmoins le principe a été accepté et appliqué ensuite dans un autre cas, à une société de navigation qui, ayant perdu tous ses navires, s'occupait simplement de toucher les intérêts des indemnités reçues en compensation et placées par elle. Les Commissaires du Revenu Intérieur l'avaient assujettie au C.P.T. à titre de « investment company », visée en conséquence par les mots « undertaking of a similar character » : les Commissaires généraux refusèrent de sanctionner cette décision que le Juge Rowlatt approuva pourtant car il y avait là pour lui une affaire commerciale, la société ne pouvant être dissoute pour avoir atteint son objet (3). Dans un cas identique : une société dont toutes les recettes étaient fournies par un pourcentage dans les bénéfices d'une exploitation minière cédée par elle à un autre groupe qui s'occupait seul du travail, on était arrivé aux mêmes conclusions pour des raisons, parties identiques, parties différentes. Rappelant le jugement *C. I. R. v. Marine Steam Turbine Co.* (4),

(1) *Westleigh Estates Co. v. C.I.R.* — 40 T.L.R. 209.

(2) *South Behar Railway Co. v. C.I.R.* — 40 T.L.R. 209.

(3) *C.I.R. v. The Dale Steamship Co.* — 18 Ll. L. R. 364.

(4) 1920. 1. K. B. 203.

on a dit entre autres : « The word « business » however is also used in another and very different sense, as meaning an active occupation or profession continuously carried on... There is nothing in the Act (c'est la loi sur l'E.P.D. qui est visée ici mais les autres sont identiques) which said that the business must be actually carried on by the persons assessed » et plus loin : « The agreement (qui avait cédé les droits contre la redevance) was not a lease but a turning to account of the concession by the syndicate » (1).

Il y a bien d'autres exemples démontrant la complexité de certains cas d'espèce : ainsi le procès Cornish (2) résoud en faveur de la Couronne, et celui de Jones (3) dans lequel le contribuable obtint gain de cause.

Il faut d'ailleurs noter qu'à ce point de vue les procès ont été très rares en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices des sociétés commerciales. Beaucoup d'inspecteurs même ne se souviennent pas d'avoir eu une seule contestation dans leur circonscription. N'oublions pas, pour le comprendre, le peu de temps pendant lequel cette contribution fut en vigueur et son taux relativement léger par rapport à celui de l'impôt sur le revenu d'alors et surtout de l'impôt sur les bénéfices anormaux contre lequel se concentraient à ce moment toutes les protestations.

SECTION III. — EXCEPTIONS

Il y a de nombreuses « limited companies » qui ne tombent pourtant pas sous le coup du C.P.T. quoiqu'elles soient commerciales. Nous allons les passer en revue.

(1) I. R. C. v. Korean Syndicate Ltd. — 37. T.L.R. 735.

(2) I.R.C. v. Cornish Mutual Assurance Co. Ltd. — 20 Ll. L.R. 113 et 24 Ll. L.R. 56.

(3) Jones v. South West Lancashire Coalowners Association Ltd. — 42 T.L.R. 703.

1° « Les sociétés qui exploitent entièrement dans le Royaume Uni des entreprises de gaz, d'eau, d'électricité, de tramway, de force hydraulique, de docks, de canaux ou de chemins de fer, et qui aux termes de ou en vertu d'une loi ne peuvent relever leurs tarifs ou distribuer de dividendes supérieurs à ceux qui sont autorisés ou prévus par la loi » (a company which carries on wholly in the United Kingdom any gas, water, electricity, tramway, hydraulic power, dock, canal, or railway undertaking, and which by, or by virtue of, any Act is precluded either from charging any higher price, or from distributing any higher rate of dividend than that authorised by, or by virtue of, the Act) (1). Le terme « Act » ne désigne pas ici une loi de finances, mais la loi spéciale qui a sanctionné l'entreprise en question.

Cette exemption ne devait porter que sur les bénéfices réalisés pendant la période comprise entre le premier janvier 1920 et le 31 décembre 1922. Elle a été étendue jusqu'au 31 décembre 1925 par la loi de finances de 1922 (2). Elle semble en contradiction avec les déclarations répétées de Sir Austen Chamberlain aux Communes que le C. P. T. est une simple aggravation des frais généraux : « It (le C.P.T.) is not a deduction from the dividend of the individual shareholder, but an additional business expense put upon the business » (3). Peu importe, en effet, que la société puisse ou ne puisse pas distribuer de dividendes plus élevés à ses actionnaires : si elle peut élever ses tarifs, cette augmentation des prix suffira à acquitter l'impôt, et les actionnaires ne souffriraient donc que dans le cas d'une compagnie ne pou-

(1) 52. 2. i.

(2) Section 42.

(3) Hans. 131. 2242 et 2252.

vant procéder à cette augmentation. Mais il y a à cette exception d'autres raisons : toutes ces entreprises sont d'utilité générale et une aggravation de leurs tarifs atteindrait directement et parfois lourdement le grand public. D'un autre côté, il ne fallait pas non plus grever trop fortement les frais généraux de celles qui ne pouvaient mettre cette dépense supplémentaire sur le compte des consommateurs, parce que cela aurait réduit les dividendes versés qui ne sont pas toujours des plus élevés dans ce genre d'entreprises. Ce sont ces considérations d'intérêt général qui ont agi ici et fait introduire cet amendement qui, ainsi que le suivant, n'existait pas dans le projet primitif.

2° Les sociétés de construction : « any company being a building society » (1).

En Grande-Bretagne la crise du logement sévit comme en France, mais d'une façon un peu différente. On trouve à se loger plus facilement peut-être, mais on paye des prix exorbitants et surtout il y a beaucoup plus de taudis que chez nous, de « slums » ainsi qu'on les appelle. Le Professeur Risler déclarait à un congrès de la natalité qu'une famille sur dix-huit en France ne disposait que d'une pièce, mais là-bas la situation est plus grave encore : « En 1911, 3.139.472 personnes en Angleterre et dans le Pays de Galles vivaient dans 130.000 logements... et 915.812 maisons comprenaient moins de deux pièces » (2). Le gouvernement a essayé de toutes les mesures pour parer à cette situation et cherché, en particulier, à mettre les « building societies » dans une situation privilégiée dont nous voyons ici un des côtés.

(1) 52. 2. ii.

(2) André PHILIP. « L'Angleterre Moderne ». Paris, 1925. Deuxième partie. Chapitre III. Section II.

La loi de finances de 1921 (1) a étendu cette exemption à tout département de coopératives destiné à la construction ou l'achat de maison : « Section 52, subsection 2, paragraph ii of the F. A. 1920 shall have effect as though the following words were added, namely : « including a department of any Society registered under the Industrial and Provident Societies Act 1893 organised for providing house-building or house-purchase schemes for its members ».

3° « Les sociétés constituées avant l'entrée en vigueur de la présente loi et dont l'actif consiste entièrement en « stock » ou autres titres émis par une autorité publique et précédemment détenus par les personnes mêmes qui ont formé la société » (a company formed before the commencement of this Act whose assets consist wholly of stock or other securities issued by any public authority and formerly held by the persons by whom the company was formed). (2).

Cet article introduit par Sir Austen Chamberlain avant le « report stage », c'est-à-dire avant la dernière lecture devant la Chambre des Communes, vise un cas tout particulier. « We are only aware of a single instance it covers, and we do not think there are more than one or two, if that, in the country » déclare M. Baldwin (3). Il s'agissait d'une société créée pour l'exploitation d'un port, contrôlée par des trustees, dont tout le capital était en obligations et qui, ne pouvant en payer les coupons, avait été obligée de remanier ce capital. A la suite de cette opération, douze à treize cents petits obligataires, dispersés dans la région et incapables de surveiller leurs intérêts, s'étaient réunis en une société dont

(1) Section 56.

(2) 52. 3. al. 1^{er}, in fine.

(3) Hans. 132. 1319.

le secrétaire avait pour fonctions de surveiller la gestion de l'autre entreprise, toucher et répartir les dividendes. Sans cet article, ces petits porteurs auraient du payer le C.P.T. sur les sommes encaissées par la société de surveillance. Comme on faisait remarquer que le texte, tel qu'il était rédigé au début, aurait permis à de riches particuliers de mettre leurs actions ou obligations en sociétés et les revenus en réserve pour échapper à l'impôt, on a intercalé les mots « *formed before the commencement of this Act* » et l'article a été adopté.

4° Les Coopératives, en ce qui concerne tout au moins les bénéfices qu'elles réalisent sur les opérations effectuées avec leurs propres membres. Cette exemption aussi est postérieure au vote de la loi. Malgré de très fortes attaques, répétées et soutenues par un très grand nombre de députés, Sir Austen Chamberlain avait réussi à faire admettre le principe de l'imposition des coopératives, dont on connaît la puissance en Angleterre, sur tous leurs bénéfices, quelle qu'en soit l'origine. On admettait seulement la déduction en tant que dépenses des « *sommes payées à titre de bonification, de remise ou de dividende sur les achats* » (*profits shall include in the case of mutual trading concerns the surplus arising from transactions with members, and in case of a society registered under the Industrial and Provident Societies Act 1893, any sums paid by way of bonus, discount, or dividend on purchases, shall be treated as trade expenses, and a deduction shall accordingly be allowed in respect thereof*) (1). Dès l'année suivante, les défenseurs des coopératives obtenaient gain de cause et l'exemption de tous les profits résultant des

(1) 53. 2. h.

opérations effectuées avec les membres de la société : « and where the profits are profits or surplus arising from the trading with its own members of a society registered under the Industrial and Provident Societies Act 1893, no such corporation profits tax shall be charged » (1). Ce résultat est d'autant plus remarquable que la Commission Royale chargée d'enquêter sur l'income tax, et qui comprenait des personnalités très au courant de ces questions se prononçait au même moment contre lui : « We recommend... that a society should be treated exactly as a limited liability company trading in similar circumstances and under similar conditions » (2), et ailleurs : « any part of the net proceeds which is not actually returned to members as dividend or discount is a profit which should be charged to income tax » (3).

5° Certaines « holding societies ». Ces sociétés que nous appelons « omniums », sont expressément soumises à l'impôt sur les bénéfices des sociétés commerciales, la loi indiquant que les bénéfices visés par elle sont tous ceux qui proviennent d'un commerce etc... « y compris la détention d'un portefeuille de valeurs » (including the holding of investments) (4).

Cette précision n'était pas inutile étant donné les difficultés qui s'élèvent à ce propos : en effet, les ventes de placement et les bénéfices qui en résultent ne rentrent pas ipso facto dans les profits imposables : le fisc ne permet pas de déduire comme dépenses les sommes qu'il considère comme représentant une augmentation de capital plus que le coût de la marche de l'affaire, mais il ne compte pas non plus comme

(1) F. A. 1921. 53 in fine.

(2) Rep. V. XII. 555.

(3) *Idem.* 550.

(4) 52. 2. a.

bénéfices ce qui est une augmentation de ce capital, ni les avantages obtenus par la réalisation ou le changement d'un placement. Mais à une condition, c'est que ces opérations ne soient pas justement celles qui constituent l'objet de la société.

Les omniums étant exemptés, en général, de l'impôt sur le revenu, pour éviter des confusions ou de nouvelles exemptions la loi sur le C.P.T. les a nommés expressément. De même on décide que les « Investment and Holding Companies » sont taxables même sur les dividendes qui leur sont versés par une société d'utilité publique, alors que la société ne paye pas l'impôt sur ceux qu'elle sert aux actionnaires ordinaires (1). On admet cependant une exception si l'Omnium possède un intérêt contrôlant dans la société d'utilité publique et la dirige ou pourrait le faire. On se trouve, en effet, dans ce cas dans les limites de l'exemption accordée par la loi à ces sociétés (2). Pour trancher toute discussion la loi de finances de 1921 l'a prescrit en toutes lettres : « Where a company owns a controlling interest in, and directs, or is entitled to direct, the management of any public utility company, any profits derived by that company from the public utility company at any time between the first day of January nineteen hundred and twenty and the thirty first day of December nineteen hundred and twenty two, shall be, and shall be deemed always to have been, excluded from the profits chargeable with Corporation Profits Tax under Part V of the Finance Act, 1920 » (3) et l'année suivante la date 1922 a été changée et reculée jusqu'en 1925 (4). Mais

(1) *Investors Mortgage Security Co. v. I. R. C.* (1923) — S. C. 727 Ct of Sess.

(2) 52. 2. i.

(3) F. A. 1921. s. 58.

(4) F. A. 1922. s. 42.

les dividendes reçus par l'Omnium d'une société qui contrôle elle-même une société d'utilité publique ne jouissent plus de cette exemption (1).

6° Une autre exemption spéciale a été votée en 1922. On a décidé à ce moment que si une « limited » ne distribuait pas une partie raisonnable de ses bénéfices à ses membres, ceci uniquement pour leur permettre d'échapper au super tax, les Commissaires du revenu intérieur pourraient considérer que les profits non distribués de la société n'en étaient pas moins partie du revenu de ses membres et les imposer sur le total de leur revenu touché ou non touché. Mais dans ce cas, et sur certificat des Commissaires spéciaux que le super tax a été ainsi calculé en ce qui concerne les membres de cette société, on rembourserait à la personne morale tout le C. P. T. payé par elle pour la période correspondante. « When super tax is charged under this section in respect of the income of a company for any year or other period, the Commisioners of Inland Revenue shall, on a certificate from the Special Commissioners that the super tax has been accounted for, repay to the company the amount of any corporation profits tax paid by the company in respect of the corresponding accounting period or part thereof » (2).

Il est à noter que ce sont les Commissaires spéciaux qui décident si les dividendes distribués par la société sont raisonnables, et comme c'est là une question de fait, leur décision est sans appel si elle est suffisamment fondée.

Ces dispositions ne s'appliquent d'ailleurs que si un certain nombre de conditions sont simultanément remplies. Il faut, en effet :

(1) *Investor Mortgage Security Co. v. I. R. C.* — Cf. *supra*.

(2) *F. A.* 1922. §. 21, 5.

- 1° Que la société soit enregistrée d'après la loi de 1908 sur les sociétés par actions et postérieurement au 5 avril 1914.
- 2° Qu'il n'y ait pas plus de 50 porteurs d'actions.
- 3° Que ces actions n'aient pas été offertes au public.
- 4° Qu'il n'y ait pas plus de cinq personnes qui contrôlent la société.

On voit donc que beaucoup de sociétés échappent à cet article de la loi, en particulier, toutes celles qui offrent leurs actions au public. On a voulu viser les anciennes sociétés en nom collectif qui s'étaient soumises aux formalités légales sur les « limited » pour échapper au super tax, et surtout les riches particuliers qui avaient mis leurs biens en sociétés pour ne pas distribuer le total de leurs revenus et échapper ainsi au fisc. C'était pour les frapper que l'on avait fait voter en 1920 le C.P.T. On a trouvé ultérieurement que cette disposition valait mieux, parce qu'elle permettait de les taxer plus lourdement et d'une façon plus en rapport avec l'impôt qu'ils avaient voulu éviter; seulement il a fallu, pour éviter une injustice dans l'autre sens, les exempter du C.P.T. lorsqu'on les faisait retomber à nouveau sous le coup du super tax. D'ailleurs, le C. P. T. ayant été supprimé en juin 1924, il n'y a eu en pratique aucun exemple de l'application de ce dégrèvement.

Il faut noter enfin que cette extension du super tax a été rendue applicable à un nombre de sociétés beaucoup plus grand par la loi de finances de 1927 (section 31), pour compenser justement la suppression du C.P.T. et éviter les évasions.

SECTION IV. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES .

La nationalité des sociétés et le lieu de l'exploitation modifient-ils l'imposition possible et dans quelles conditions ? La question est d'autant plus importante à poser qu'elle est des plus complexes, et, de l'avis même des officiels chargés de l'application des impôts, des plus délicates. Les lois qui régissent l'I. T. ne sont pas des plus claires sur ce point et les décisions de justice semblent quelquefois contradictoires.

Il faut remarquer avant tout que, pour l'application de l'impôt sur le revenu, la question de nationalité n'entre pas en ligne de compte, l'élément essentiel étant le domicile : « Résidence ». Une société qui n'est pas domiciliée dans le Royaume Uni n'est imposable que sur les bénéfices réalisés ou touchés dans ce pays ; elle l'est au contraire sur tous ses bénéfices lorsqu'elle y a son domicile. Mais il faut ajouter qu'il n'y a pas de criterium pour fixer indubitablement si elle est dans ce cas ou non. Autrefois, on se fiait non à l'incorporation, simple formalité, mais au lieu où était établi le « head and seat and directing power » (1). Cette indication a d'ailleurs repris toute sa valeur. Il est vrai que la Chambre des Lords décidait après la Cour d'Appel en 1925 (2), qu'une société dont toute l'activité se déployait en Suède était domiciliée néanmoins dans le Royaume Uni parce qu'incorporée dans ce pays où était en partie le directing power et parce qu'une société pouvait avoir un double domicile. D'où la conclusion tirée par Konstam, appuyée également sur le cas Ara-

(1) *London Bank of Mexico v. Apthorpe*. (1891) — 2. Q. B. 378 et *New Zealand Shipping Co. v. Stephens* (1907). — V. Tax C. 553.

(2) *Swedish Central Railway Co. v. Thompson*. 1925 A. C. 495.

mayo *Franck Mines Ltd v. Eccott* (1), à savoir qu'une société enregistrée en Angleterre est toujours domiciliée dans ce pays, mais qu'elle peut l'être également même si elle est enregistrée à l'étranger. « It would appear to follow from this decision that the country of incorporation is conclusive of the question of liability where that country is the United Kingdom, but not where it is a foreign country » (2), ce qui semble assez illogique et injuste, mais entièrement confirmé pour la première partie de l'affirmation tout au moins par un cas des plus récents. Une société du Caire, dirigée entièrement du Caire, où se font les comptes, se réunissent les directeurs, se décide le dividende, se gardent les bénéfices etc... n'avait à Londres qu'un bureau, dans celui d'un certain M. H., uniquement pour satisfaire aux exigences de la loi de 1908 sous laquelle la société était incorporée, pour les déclarations au fisc ; elle n'avait même pas une pièce entière à sa disposition dans ce bureau. Elle a néanmoins été considérée comme domiciliée dans le Royaume Uni (ayant un double domicile comme dans le cas *Swedish Central Railway Co.*) avec cet attendu extrêmement explicite du juge Rowlatt, dont la décision fut confirmée en appel à l'unanimité le 18 février 1927 : « a company incorporated in this country and which had an establishment here was resident here for the purpose of the Income Tax Acts, even although the whole management and control of the company was exercised abroad, and although the establishment here was merely such formal registered office as the company was absolutely compelled by law to have here » (3). Mais, le 23 juillet 1928, la Chambre des Lords

(1) 1925 — A. C. 634.

(2) Chapitre IV. Page 120.

(3) *Todd v. Egyptian Delta Land and Investment Co. Ltd.* — 43 T. L. R. 70.

cassait l'arrêt de la Cour d'Appel, rappelant qu'une société pouvait certainement, tel un simple particulier, avoir un double domicile, mais que la question d'incorporation, simple formalité, ne suffisait pas à résoudre le problème dans un sens favorable au fisc, et qu'il fallait, pour décider que la société avait un domicile dans le Royaume Uni, qu'il y eu autre chose qu'un simple bureau destiné à accomplir quelques formalités administratives indispensables. Le problème a failli devenir encore plus complexe, lorsque la Cour d'Appel décida, dans un cas intéressant un simple individu, et contrairement à tous les précédents, que cette question n'était pas une question de fait, mais de droit et que, quelque fondée que soit en fait la décision des Commissaires généraux ou spéciaux, le contribuable pouvait toujours en appeler aux tribunaux. La Chambre des Lords est revenu une fois de plus au principe traditionnel sur ce point, par une majorité de quatre sur cinq juges, et a décidé que la question de domicile était une question de fait, et que la décision des Commissaires sur ce point était souveraine, du moment qu'il y avait preuves suffisantes à l'appui (1).

La loi sur le « corporation profits tax » échappe à beaucoup de ces difficultés en décidant que les sociétés britanniques paieraient toutes cette contribution nouvelle (2) et que par société britannique il fallait entendre « une société incorporée en conformité de ou sous le régime des lois du Royaume Uni » (The expression « British company » means any company incorporated by or under the laws of the United Kingdom) (3). Les sociétés étrangères ne sont imposées que sur

(1) *Lysaght v. I. R. C.* — Times, 10 mars 1928.

(2) 52. 2. a.

(3) 52. 3. al. 2.

les bénéfices réalisés à l'intérieur du pays : « the profits of a foreign company carrying on in the United Kingdom any trade or business, or any undertaking of a similar character, so far as those profits arise in the United Kingdom » (1). « The expression « foreign company » means any company which is not a British company » (2).

Il ne faudrait pas croire néanmoins que ce libellé, plus explicite, ait supprimé toutes difficultés. Remarquons d'abord que, à cause de cette différence, les sociétés britanniques, c'est-à-dire incorporées dans le Royaume Uni, mais contrôlées de l'étranger et par conséquent non domiciliées doivent payer le C.P.T. mais non l'I.T. sur tous leurs bénéfices, même réalisés à l'étranger. Il en a été jugé ainsi à deux reprises (3). Des sociétés, travaillant entièrement à l'étranger, possédaient un bureau à Londres lequel ne s'occupait que du transfert des actions et du paiement des dépenses contractées par ces maisons en Angleterre ainsi que de la distribution des dividendes dus aux actionnaires anglais ; toutes les recettes restaient à l'étranger et ces firmes ne payaient l'impôt sur le revenu que sur la portion des bénéfices réalisés ou remis dans le Royaume Uni. Elles furent condamnées toutes deux à payer le C.P.T. sur la totalité de leurs bénéfices.

Mais la grosse difficulté, c'est le régime des sociétés étrangères, que ce soit une société qui n'est pas britannique dans le cas du C.P.T., ou une société non domiciliée dans celui de l'I.T. En effet, on ne peut soumettre au même traitement les sociétés qui font des affaires dans un pays et celles

(1) 52. 2. b.

(2) 52. 3. al. 3.

(3) *Saxone Shoe Co. (France) Ltd. v. I. R. C.* (1923). — S. C. 734
Ct. of Sess. et Alianza Co. v. C. I. R. (1924). — I. K. B. 870.

qui commercent simplement avec lui, les unes acquitteront l'impôt sur tous les profits réalisés à l'intérieur, les autres n'ont aucune charge de ce genre à subir. Et si pour l'impôt sur le revenu cette question n'a qu'une importance secondaire, car ce que la société ne paiera pas directement sera versé par son agent qui travaille pour elle et gagne ainsi de l'argent dont il doit compte à l'Etat, il n'en va pas de même pour le C.P.T. En effet, le ou les personnes qui agissent en Angleterre pour le compte de la maison étrangère peuvent très bien ne pas constituer une société dont la responsabilité soit limitée, et ainsi le fisc ne touchera rien.

Il est certain pourtant qu'il doit y avoir une grosse différence entre ces deux sortes de sociétés. « There is a broad distinction between trading with a country and carrying on trade within a country... Many merchants and manufacturers export their goods to all parts of the world, yet I do not suppose that anyone would dream of saying that they exercise or carry on their trade in every country in which their goods find customers... The word « agent » obviously cannot extend to every agent for whatever purpose he may be employed, as, for example, to an advertising agent » (1).

Cette question a été et est encore une de celles qui ont entraîné le plus de procès. Les textes ont changé. La jurisprudence a varié lorsque les textes restaient les mêmes : on a parfois l'impression d'une bouteille à l'encre (2). Les cas

(1) *Grainger v. Gough*. (1896). — A. C. 325, paroles de Lord Herschell, pages 335 et 337. Même chose, page 346 pour Lord Davey.

(2) Il ne faut pas croire que nous exagérons lorsque nous nous plaignons de l'obscurité des lois fiscales anglaises. Voici un exemple frappant — concernant une société cotisée sur des revenus provenant de dividendes reçus de l'étranger (*Ormond Investment Co. Ltd. v. Betts*. — 1928. W. N. 58) pour une somme fixée par le fisc. Les Commissaires spéciaux réduisirent le montant de l'impôt réclamé

d'espèce sont parfois eux-mêmes des plus délicats; la pratique faisant preuve d'une ingéniosité merveilleuse pour tourner la loi, il a fallu que la jurisprudence changeât aussi pour éviter de trop nombreuses évasions lorsque la loi ne se modifiait pas assez vite, et comme le nombre d'appels est loin d'être aussi limité qu'en France, il y a des procès qui sont allés des Commissaires du Revenu Intérieur aux Commissaires généraux ou spéciaux, de là au tribunal civil ou King's Bench, puis à la Cour d'Appel et enfin même à la Chambre des Lords avec des fortunes diverses.

Il y a pourtant des textes. Celui de 1842 donnait comme critère pour savoir si la société commerçait avec ou dans le pays, la situation des agents et plus particulièrement le maniement des fonds. Aussitôt la pratique les enleva à ces représentants et les règlements de factures se firent par chèques au nom de la firme. D'où le texte du F.A. (n° 2) 1915, section 31 qui étend sur certains points et limite sur d'autres les dispositions de l'I. T. A. 1842. « Section 41 of the I.T.A. 1842 (which relates to the charge of income tax in special cases) shall, so far as relates to the taxation of non-resident be extended.

a. so as to make the non resident person chargeable to

Le tribunal fixa un montant différent encore. La Cour d'Appel revint au chiffre précédent, mais la Chambre des Lords, par quatre voix contre une confirma la solution du premier juge. Dans le cours du procès quatre juges avaient donc décidé dans un sens et cinq dans un autre. Le « Certified Accountants Journal », commentant ce résultat, écrit : « The taxation laws are in many respects so confused and ambiguous that neither a layman, his legal advisers nor the judges themselves can be sure of what they mean. It is time that an attempt was made to redraft and codify these laws » (XX, 96). Une Commission Royale, très bien composée d'ailleurs, vient d'être nommée pour procéder à ce travail.

income tax in the name of any branch or manager as well as in the name of any factor, agent, or receiver.

b. so as to make the non resident person chargeable to income tax, although the branch, factor etc.. may not have the receipt of the profits or gains of the non-resident ».

Il se retrouve dans l'I.T. A. 1918 parmi les règles générales applicables aux cinq cédules. Quelques-unes d'entre elles ont d'ailleurs déjà été à nouveau modifiées par des actes législatifs postérieurs.

Que disent ces textes ? Qu'une société étrangère est imposable sur les bénéfices qu'elle réalise en faisant du commerce dans le Royaume Uni, non directement, mais au nom de son agent, quelle que soit la qualification de cette personne, qu'elle touche ou non le règlement des transactions, sauf si elle est un « broker », un « general commission agent » ou « une personne non autorisée », du moment qu'il y a entre l'agent et la maison des relations assez étroites et un contrôle effectif (owing to the close connection between the resident person and the non-resident person, and to the substantial control — règle 7). Il faut donc une personne qui ne soit pas un simple représentant et un contrôle effectif de la société sur cet agent. La règle est simple, mais la question reste entière. Il s'agit maintenant de déterminer quand il y a contrôle effectif et agent dans l'acception du mot au sens de l'impôt sur le revenu. C'est une question de fait, les textes ne peuvent nous donner de plus amples renseignements. On nous dira que le plus souvent il sera très facile grâce à la correspondance et aux autres pièces de savoir si nous nous trouvons dans l'un ou l'autre de ces cas, et nous sommes d'accord. Mais parfois, cela ne sera pas simple du tout, té-

moins les nombreux procès qui ont eu lieu, et là est justement notre travail de rechercher si nous pouvons trouver des directives qui nous soient plus généralement utiles et nous permettent de débrouiller les cas les plus délicats.

De critère précis, en effet, il n'y en a pas; on ne peut pas et on ne veut pas en donner. C'est ainsi que Sir George Jessel disait, il y a un certain temps : « There is not, I think, any principle of law which lays down what carrying on trade is. There are a multitude of things which together make up the carrying on of trade, but I know no one distinguishing incident, for it is a compound fact made up of a variety of things » (1). Beaucoup plus récemment Lord Cave exprime le même avis : « The question whether a trade is exercised in the United Kingdom, is a question of fact, and it is undesirable to attempt to lay down any exhaustive test of what constitutes such an exercise of trade » (2). Entre temps la Commission Royale écrivait : « We shall not attempt to define in any set form of words what constitutes trading within the United Kingdom as distinct from trading with the United Kingdom. It would be difficult to evolve any reasonable short definition which could be used as a touchstone to determine in every particular instance whether a series of transactions falls within the one category or the other » (3).

Peut-être cependant une étude approfondie de la jurisprudence et des cas les plus importants, de ceux qui sont considérés comme posant des principes généraux — ils sont déjà bien nombreux — va-t-elle nous permettre de dégager quelques-uns de ces principes.

(1) *Erichsen v. Last*. (1881). — 8 Q. B. D. 414.

(2) *Maclaine v. Eccott*. (1926). — 24 Ll. L. R. 378.

(3) Rep. I. II. 47.

Pour décider si une société fait du commerce en Angleterre ou avec ce pays, bien des considérations entrent en ligne de compte. C'est d'abord et surtout le lieu où les contrats ont été signés : ainsi pour de nombreux cas de marchands de vins français (1) ; pour une société égyptienne de coton dont l'agent à Manchester n'agissait que sur indications téléphoniques lui indiquant les prix à fixer et la quantité à vendre ou après acceptation du contrat proposé par la maison, mais qui envoyait ses marchandises cif. (cost insurance freight), ce qui correspond à notre Caf. et signait les contrats dans le Royaume Uni (2) ; ainsi pour une maison de sucre de Java dont le cas était des plus compliqués parce qu'elle se livrait à des opérations très diverses, que les différentes juridictions d'appel exemptaient de l'impôt tour à tour ou chargeaient, bien que les marchandises fussent envoyées souvent cob (notre csb) et les paiements faits directement à Java. Nous pouvons relever dans cette dernière affaire à la Chambre des Lords ces attendus très caractéristiques du Lord Chancellor, le Vicomte Cave, quant au critère qui nous intéresse : « Reference has sometimes been made to the place where payment is made for the goods sold or to the place where the goods are delivered and it may be that in certain circumstances, these are material considerations ; but the most important and indeed the crucial question is, where are the contracts of sales made ? » (3).

On a même décidé qu'une maison de soieries italienne dont l'agent à Londres n'avait pas qualité pour passer le

(1) *Tischler and Co. v. Apthorpe.* (1885). — 1. T. L. R. 334. *Pommery and Greno v. Apthorpe.* (1886). — 3. T. L. R. 342.

(2) *Wilcock v. Pinto & Co.* (1925). — 1. K. B. 30.

(3) *Maclaine & Co. v. W. J. Eccott.* — 24 Ll. L. R. 377.

contrat mais devait l'envoyer au siège pour le faire signer, était néanmoins commerçante en Grande Bretagne parce que, en l'absence d'autres éléments d'appréciation, les contrats ont été estimés passés dans le Royaume Uni pour la raison suivante : les papiers étaient bien régularisés et signés à l'étranger, mais ils étaient ensuite renvoyés à l'agent, et c'était cette personne qui les faisait parvenir aux clients, en les mettant à la poste en Angleterre (1).

De même une société de câbles de Copenhague qui transmettait les dépêches à destination de la Russie, de la Chine et du Japon et recevait des postes anglaises le prix dont elle remettait le reliquat aux intéressés, qui ne faisait aucun bénéfice en Grande-Bretagne, puisque ses droits ne commençaient qu'à la frontière anglaise, a été considérée comme faisant du commerce dans le Royaume Uni parce que les contrats étaient passés dans ce pays et l'argent touché par une administration anglaise (2). Sir George Jessel déclare entre autres dans ce jugement : « A company in this country who regularly undertakes the carriage of goods abroad for money as part of their ordinary business carry on trade in this country, although the whole of the carriage is done abroad. The mere fact that they enter into contracts in this country with English subjects for the right of carriage, appears to me to be the same thing as if they were to make similar contracts for the sale of goods. Whether it is the right of carriage or the right to transmit a message, appears to me to make no difference. Again, if a railway company with a station at Dover and a station at Calais were to carry passengers from Dover to

(1) *Belfour v. Mace*. (1925). — 133. L. T. 385.

(2) *Erichsen v. Last*. (1881). — 8. Q. B. D. 414.

Calais as a regular practice, that I think, would be a trading in Dover so far as regarded the passengers carried from Dover to Calais ».

De même encore deux sociétés de Rotterdam dont les navires viennent régulièrement dans le Royaume Uni chercher un fret qui est procuré par un intermédiaire sur la qualité duquel il y a doute, chargent et déchargent les marchandises en Angleterre où les contrats sont signés, font du commerce en Grande Bretagne et doivent acquitter l'impôt sur tous les bénéfices réalisés dans leurs transactions avec des résidents et même avec des non-résidents si leur agent a servi d'intermédiaire (1).

Voici d'autre part une société danoise en relations régulières par ses vapeurs avec le Royaume Uni. Elle rédige et signe ses contrats à bord de ses vaisseaux, c'est-à-dire en territoire étranger, par l'intermédiaire d'un clerc de son agent, non par lui-même, et sans lui laisser prendre la moindre part au maniement des fonds. Cependant, comme il y a agent autorisé qui s'occupe de tout jusqu'à la signature du contrat, chargement de marchandises dans le Royaume Uni et relations régulières, on a décidé que la Société commerçait dans le Royaume Uni et non simplement avec (2).

Une société canadienne d'exportation de lard donne l'exclusivité de la vente de ses produits à une maison de Liverpool, sans contrat écrit (une autre firme d'ailleurs partageant cette exclusivité); la maison de Liverpool peut vendre d'autres marchandises que lui procurent d'autres groupes,

(1) W. M. H. Muller & Co. (Londres) Ltd. v. C. I. R. (1926). — 25. Ll. L. R. 518.

(2) Nielsen, Andersen & Co. v. J. W. Collins. — et Tarn v. Scanlan. — 24 Ll. L. R. 365 et XIII Tax. C. 634.

elle n'est rémunérée qu'à la commission, envoie de temps en temps des bilans à la société canadienne, et le reliquat des fonds est versé par traites tirées d'une maison sur l'autre. Etant donné qu'il y a personne autorisée, s'occupant d'une agence régulière, la société canadienne a été considérée comme faisant du commerce dans le Royaume Uni et a dû payer l'impôt sur le revenu sur tous les bénéfices réalisés dans ce pays (1).

Ont été également considérées comme commerçantes en Grande Bretagne : *a*) une société étrangère dont l'agent ne faisait que transmettre les offres, mais avec pouvoir de fixer les prix et de recevoir les paiements (2) ; *b*) une maison hollandaise qui vendait des mouchoirs à une firme anglaise contre paiement du prix d'achat plus 10 % et un supplément éventuel de la moitié du bénéfice réalisé par la maison anglaise, quoiqu'elle ne fût pourtant pas partie aux contrats passés par la maison de Londres avec les acheteurs définitifs et que cette dernière fût dès les premiers actes propriétaire absolue des marchandises (3).

Au contraire, ont été trouvées sociétés commerçant avec le Royaume Uni, et non susceptibles de payer l'impôt :

1° Une maison qui achète dans tous les pays et spécialement en Amérique afin de revendre en Angleterre (4).

2° Une maison qui achète des marchandises en Angleterre et va les revendre à l'étranger au bénéfice des vendeurs originaires, mais avec une commission pour elle (1).

3° Un marchand étranger qui vend des marchandises en

(1) T. I. Boyd and Son Ltd. v. Stephen. — X Tax C. 569.

(2) Gavazzi v. Mace. (1926). — 42 T. L. R. 389.

(3) Weiss. Biheller & Brooks Ltd. v. Farmer. (1923). — 1. K. B. 226.

(4) Sulley v. A. G. (1860). — 29. L. J. Ex. 464.

Grande Bretagne mais avec des contrats passés à l'étranger (2).

4° Une maison danoise qui exportait des machines à Londres et avait dans cette ville un bureau et un ingénieur pour expliquer le fonctionnement de ces machines; les contrats étaient passés en Danemark et les marchandises expédiées fob (3).

5° Une société française de phosphates qui avait un agent à Londres, mais fixait elle-même un prix minimum pour les ventes. Les « bills of lading » étaient envoyés par l'agent à l'acheteur après paiement fait à lui ou à la société, mais tous les chèques étaient transmis directement au siège social et jamais touchés à Londres (4).

6° Une banque japonaise s'occupant de placer pour le compte de son gouvernement, des emprunts à Londres par l'intermédiaire de trois banques anglaises — lesquelles payaient d'ailleurs l'impôt sur le montant de leurs commissions (5).

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette étude ?

a) Une affirmation précise et limitative, un principe général est certainement impossible à formuler, et sur ce point nous sommes obligés de nous rallier à la prudente réserve des juges anglais.

b) La question de savoir si une société fait du commerce avec ou en Grande Bretagne est une question de fait, tranchée par les Commissaires du Revenu Intérieur. La déci-

(1) Lovell and Christmas Ltd. v. Taxes Commissioners. (1908) — A. C. 46.

(2) Grainger v. Gough. (1896). — A. C. 325.

(3) Smidth F. L. & Co. v. Greenwood. (1922). — 1. A. C. 417.

(4) Crookston Brothers v. Furtado. (1910). — V. Tax C. 602. Scot.

(5) Yokohama Specie Bank v. Williams. (1915). — VI Tax C. 634.

sion rendue par les Commissaires généraux ou spéciaux est définitive et on n'en peut appeler aux tribunaux de droit commun que sur des points de droit, ou s'il n'y a pas de preuves à l'appui de la sentence.

c) La société est considérée comme faisant du commerce en Angleterre si elle y a des représentants qui sont ses employés, travaillent pour son compte sous son contrôle et sa responsabilité.

d) Si les contrats ont été passés dans le Royaume Uni, le problème se résoud dans le sens favorable au fisc.

e) D'autres faits prennent pour décider cette question beaucoup d'importance : marchandises envoyées c.i.f., garantie de la maison, etc... marquent la situation spéciale de l'agent et tendent à prouver que la société fait du commerce dans le Royaume Uni. Mais si l'un de ces éléments manque, peu importe, aucun d'entre eux n'est indispensable. Et il est certain qu'un examen de la correspondance entre l'agent et la maison qui l'emploie fera très souvent ressortir aussitôt et facilement la situation exacte.

f) Si au contraire, suivant la règle 10, modifiée par le F.A. 1925, s. 17, on a affaire à un broker « carrying on bona fide the business of a broker in Great Britain or Northern Ireland... and receiving in respect of the business of the non resident person... remuneration at a rate not less than that customary in the class of business in question »..., il y a commerce avec l'Angleterre et pas d'imposition de la maison étrangère. Ici encore la question de savoir s'il y a commerce de « broker bona fide » et rémunération normale sont des questions de fait sur lesquelles décident souverainement les Commissaires généraux ou spéciaux.

Il ne faut pas oublier de souligner que l'on a étendu au

C.P.T. les règles 6 à 12 et 14 des règles générales de l'I.T.A. 1918.

Si un « non-résident » touche des bénéfices grâce à ou par l'intermédiaire d'un « résident », cette dernière personne est imposée sur le montant de ces bénéfices (R. 6), et on la considère comme un agent du « non-résident », même lorsqu'il n'y a qu'une association à règles très lâches (R. 7) mais non lorsque le « résident » est un simple courtier (R. 10) ou qu'il est un intermédiaire entre deux personnes dont aucune n'est domiciliée dans le Royaume Uni (R. 11).

Au cas où il serait trop difficile de préciser les profits réalisés en Grande Bretagne, les Commissaires ont le droit d'évaluer ces bénéfices d'après un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé, avec les mêmes règles formalistes que lorsqu'il s'agit d'un incapable (R. 8), sous réserve d'appel aux Commissaires généraux ou spéciaux (R. 9, § 2) et dans les quatre mois de leur décision à un « referee » ou un « board of referees » dont la décision est rendue en dernier ressort (R. 9, § 2).

La personne imposée a le droit de demander à ce que le profit soit évalué suivant le bénéfice qu'il est raisonnable d'espérer dans des conditions et des circonstances analogues (R. 12).

Enfin, le « résident » qui a payé pour le « non-résident » peut retenir cette somme et les frais entraînés par ce paiement sur tout argent qu'il est amené à avoir entre les mains pour le compte de l'autre.

Remarquons qu'au cas où il semble que les bénéfices réalisés par le « résident » sont moindres que ceux qu'il devrait faire, les Commissaires du Revenu Intérieur sont autorisés par la règle sept à taxer la personne non domiciliée au

nom de la personne domiciliée sur les bénéfices réalisés par la première. Ceci en vue d'éviter une évasion fiscale, la personne domiciliée déclarant un bénéfice minime, le reste de son gain lui étant restitué en secret de l'étranger. Mais il faut toujours qu'il y ait « close connection between the resident person and the non resident person and substantial control exercised by the non resident person over the resident person ».

Pour être complet sur cette question, il faut encore noter qu'en ce qui concerne le « business of shipping » la section 18 du F.A. 1923 (1) a autorisé le « Board of Inland Revenue » à passer des conventions spéciales avec les pays étrangers qui le voudraient bien, à l'effet d'obtenir et accorder des exemptions réciproques en ce qui concerne les bénéfices résultant des transactions maritimes de sociétés ou d'individus.

Dès 1924 une convention de ce genre était signée avec les Etats-Unis; les principales parmi les autres puissances qui ont suivi et adopté cet exemple et accepté ces propositions sont : le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Islande. Des négociations sont d'ailleurs encore en cours avec d'autres pays. La France n'a rien signé de ce genre.

Enfin des conventions spéciales ont été conclues entre le Royaume Uni et l'Irlande pour éviter toute double imposition pour tout genre de revenu (2). Rien d'aussi complet n'a été passé avec aucun autre Dominion.

Nous avons vu que le « corporation profits tax » frappe

(1) Cf. DOWELL, page 899.

(2) Cf. United Kingdom et Irish Free State Finance Acts, 1926.

toutes les sociétés commerciales dont les membres ont une responsabilité limitée, les sociétés britanniques pour l'ensemble de leurs bénéfices, et les sociétés étrangères pour la portion de leurs profits réalisée par leur exploitation dans le Royaume Uni.

Il y a d'ailleurs de très nombreuses exceptions que nous avons minutieusement passées en revue, et dont la plus délicate est celle qui concerne les sociétés étrangères qui font du commerce avec l'Angleterre.

Il reste maintenant à étudier comment se déterminent ces bénéfices que l'on veut imposer, et dans quelle mesure ils sont taxés.

CHAPITRE II

Détermination des bénéfices

Le fisc ne consent pas à admettre le bilan des sociétés comme faisant foi du montant des bénéfices à imposer. Il trouve que l'on a tendance à gonfler d'une façon excessive le total des dépenses et il en est un certain nombre qu'il refuse de faire venir en déduction des recettes, mais il admet aussi parfois qu'il y a des profits qu'il ne faut pas faire entrer en ligne de compte pour dégager le chiffre exact des bénéfices.

Il y a donc actuellement une différence souvent très nette entre les bénéfices commerciaux et les bénéfices que le fisc considère comme tels. Si on admet la déduction des recettes de beaucoup de dépenses, on ne l'admet pas pour toutes afin d'éviter que les sociétés n'échappent à l'impôt en augmentant démesurément les frais généraux. Il est à noter d'ailleurs que la Jurisprudence sur ce point aussi a varié sensiblement, cherchant à s'adapter aux inventions d'une pratique toujours ingénieuse lorsqu'il s'agit de combattre le fisc. Ces changements sont du reste des plus intéressants à suivre, mais bien difficiles à exposer avec un peu de clarté et de méthode.

Il faut remarquer que les règles de la détermination des bénéfices ne sont pas absolument identiques en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices des sociétés et l'impôt sur le

revenu. En effet, le premier n'est pas un simple dédoublement du second, tant s'en faut. Le C.P.T. est un impôt sur les sociétés dont les membres ont une responsabilité limitée, qu'elles doivent payer non parce qu'elles gagnent de l'argent, mais parce que du fait de la loi elles jouissent de certains privilèges (cf. nos patentes), et on ne tient compte du montant des bénéfices pour fixer celui de l'impôt à acquitter que parce que l'on a vu là le meilleur moyen de déterminer leur capacité. Au contraire pour l'I. T., on ne paie que parce que l'on gagne et uniquement sur le montant de ces gains.

Malgré cette différence essentielle les principes en vigueur pour le calcul des bénéfices sont les mêmes, sauf exceptions nombreuses, que nous verrons et que le texte signale dès le début : « Sous réserve des dispositions de la présente loi, les bénéfices seront les profits et les gains déterminés suivant les principes qui seraient suivis pour la détermination des profits et gains d'un commerce en vue de l'application de la cédule D et qui sont exposés dans la première cédule de l'Income Tax Act de 1918 tel qu'il a été modifié par les mesures législatives ultérieures et sans qu'il y ait lieu de considérer si ces bénéfices sont susceptibles d'être soumis ou non à l'income tax sous ladite cédule D » (1).

Nous examinerons d'abord les profits que le fisc prend en considération — les dépenses qu'il permet de déduire de ces recettes et celles qu'il n'admet pas et les différences existant à ces points de vue entre l'I.T. et le C.P.T. Nous étudierons dans une dernière section les conditions particulières à certaines sociétés qui jouissent d'un régime d'exception, pour une raison ou une autre.

(1) 53. 2.

SECTION I. — RECETTES

Toutes les recettes des sociétés ne sont pas comprises dans les bénéfices à taxer, pas plus pour le C.P.T. que pour l'I.T. En effet, le fisc n'admettant aucune déduction pour les dépenses qui ne concernent pas exclusivement la marche de l'affaire, et en particulier pour celles qui sont des dépenses touchant le capital, ne pouvait pas réclamer de considérer comme bénéfices les accroissements de valeur de ce capital. Il faut entendre par capital la valeur de tout actif permanent et tout avantage qui se traduit par un profit durable : « Capital for income tax purposes in connection with the assessment of the profits of trade is the value of a permanent asset or an advantage for the enduring benefit of a trade » (1).

C'est ainsi que n'entrent pas dans les recettes :

1° Les primes sur toute émission de valeur ;
2° Les profits réalisés dans l'appréciation de l'actif (mais non dans les marchandises en magasin) lesquels ne sont que des augmentations de capital et ne rentrent pas dans les bénéfices imposables ;

3° Les bénéfices réalisés sur une opération unique, à condition qu'elle ne rentre pas dans les buts habituels de la société. Ainsi une maison qui devait envoyer de l'argent en Italie pour régler des achats de marbre, se livra en attendant l'époque du paiement à des spéculations sur le change qui lui rapportèrent une somme nette de £ 6.707, résultat, décida la Cour, d'un placement temporaire, non de la marche

(1) British Insulated and Helsby Cables Ltd. v. Atherton, 1926. — A. C. 205.

de l'affaire et ne devant en conséquence aucunement rentrer dans les bénéfices imposables de la société (1). Mais il ne faut pas croire que cette porte soit ouverte bien large à ceux qui espèrent échapper au fisc. Un marchand agricole ayant acheté un important stock de toile et l'ayant écoulé en une année avec un gain très appréciable, a été imposé sur ces bénéfices, quoiqu'ils fussent étrangers à ses affaires ordinaires, à cause de la durée de cette opération (2). Trois commerçants de métiers totalement différents s'unissent le 10 septembre 1924 pour acheter un bateau, le transformer en vapeur, et le revendre avec bénéfice — ce qui fut fait le 31 décembre de la même année : ils furent imposés sur le gain réalisé pour la même raison (3). Une société de marchands et courtiers d'assurance qui s'occupait aussi d'acheter des wagons pour le compte de ses clients, en acquit pour elle-même un certain nombre qu'elle loua et revendit, non sans être taxée sur les profits de ces opérations, parce qu'elles touchaient de trop près ses affaires habituelles (4). Un armateur qui entreprit une fois une opération de sauvetage dut en faire entrer les profits dans son bilan, parce qu'il avait conduit cette opération avec le capital de son affaire, et que ce cas particulier avait consumé des efforts et des dépenses qui avaient dû diminuer son trafic ordinaire (5).

(1) *Mac Kinlay v. H. T. Jenkins & Son, Ltd.* — X Tax C. 552.

(2) *Martin v. I. R. C.* (1925). — 42 T. L. R. 233.

(3) *C. I. R. v. Livingston & others.* (1926). — XI Tax C. 607.

(4) *Beynon & Co. Ltd. v. Ogg.* (1918). — VII Tax C. 125.

(5) *Stephen v. I. R. C.* (1919). — W. L. D. I. S. Afr. Cette décision rendue par un tribunal du Sud Africain, n'influencerait certainement pas les juges anglais, car, en matière fiscale les Dominions jouissent d'une très grande autonomie et leur impôt sur le revenu n'est pas identique en tous points à celui du Royaume Uni, mais elle a été rapportée ici, car elle est assez typique et rentre certainement dans l'esprit de l'income tax anglais.

4° Tous les profits dérivant d'un placement ou de la réalisation d'un placement, à condition que ce ne soit pas là l'objet de la société. Il est évident par exemple que les sociétés d'assurances doivent placer leur argent afin d'avoir en réserve des sommes suffisantes pour faire face à une catastrophe, et recevoir en tous cas des revenus annuels leur permettant de faire le service des annuités et rentes viagères qu'elles doivent. Le placement des fonds est donc une des opérations essentielles de ces personnes morales, et les gains ou pertes qui en proviennent seront portés dans la balance commerciale. Mais il doit en être autrement pour les autres.

Le principe a été posé depuis longtemps :

« Where the owner of an ordinary investment chooses to realise it, and obtains a greater price for it than he originally acquired it at, the enhance price is not profit. But enhanced values obtained from realisation or conversion of securities may be so assessable where what is done is not merely a realisation or change of investment but an act done in what is truly the carrying on or carrying out of a business » (1).

Ainsi il a été jugé qu'une société créée pour mettre en valeur une propriété, qui en avait achetée une autre, puis l'avait revendue parce que son capital trop restreint ne lui permettait pas de mener à bien cette double exploitation, ne pouvait être imposée sur le produit de cette vente (2); la solution a été identique pour une association d'administrateurs de sociétés qui perdant un client en la personne d'une société en liquidation, en reçut à titre de compensation une très forte somme (3).

(1) Californian Copper Syndicate v. Harris. — V. Tax C. 165.

(2) Tebrau (Johore) Rubber Syndicate Ltd. v. Farmer. (1910). — V. Tax C. 658.

(3) Chibbett v. Robinson. (1924). — IX Tax C. 48.

Une société qui avait acheté certains brevets et les avait revendus ultérieurement contre une redevance annuelle, put ne pas faire entrer ces sommes dans son bilan, parce que son objet était différent (1), mais une autre, dans des conditions très semblables, ne put en faire autant, car ses statuts prévoyaient la possibilité pour elle d'acquérir certaines inventions pour en tirer parti : il n'y avait donc pas là réalisation d'un capital, mais opération, isolée peut-être, entrant en tous cas dans le cadre de l'activité possible du groupe (2).

Une société qui avait obtenu en plus de ses droits la concession d'immenses domaines dans le Canada et en vendait de temps en temps quelques parcelles, a fait reconnaître qu'elle agissait ainsi qu'un particulier qui fait une réalisation fructueuse, non soumise à l'impôt (3), mais une autre dont l'objet était d'acquérir, développer, etc... des concessions aux colonies (4), a dû considérer comme recettes provenant de son exploitation normale le produit de quelques ventes de terres (5).

5° Les dons volontaires et les cadeaux n'ont pas besoin non plus d'être déclarés, à condition qu'ils ne puissent être considérés comme des suppléments de traitement, ainsi que c'est le cas bien souvent. Il est assez rare d'ailleurs qu'une société anonyme reçoive des dons de ce genre, mais le cas peut se présenter pour une société de comptables ou d'administrateurs par exemple.

(1) *Collins v. Firth Brearley Stainless Steel Syndicate Ltd.* (1925). — Tax C. 520.

(2) *Rees-Roturbo v. I. R. C.* (1928). — A. C. 132.

(3) *Stevens v. Hudson's Bay Co.* (1909). — 25 T. L. R. 709.

(4) *Thew v. South Africa Co. Ltd.* (1924). — IX Tax C. 141.

(5) Un cas tout récent vient d'indiquer que même des annuités peuvent ne pas être considérées comme revenu si, comme c'était le cas, elles représentent uniquement le capital versé — dont on est sûr de retrouver le montant — augmenté simplement d'intérêts (*Perrin v. Dickson*, (1928). — 45 T. L. R. 320).

6° Les actions distribuées à titre de bonus par une autre société sont également considérées comme accroissement de capital et non comme revenu imposable. D'abord l'impôt a déjà été payé sur leur montant, le jour où cet argent, qui était un bénéfice, a été mis en réserve sur décision des statuts ou de l'assemblée générale, et de plus ce n'est qu'un accroissement de capital pour la société qui le reçoit. Mais il y a des nuances.

On a considéré comme revenu à déclarer et imposer :

a) Des dividendes sur bénéfices non distribués, gardés par la société comme s'ils avaient été un prêt de l'actionnaire, susceptibles d'ailleurs de remboursement six mois après la demande de l'intéressé (1);

b) Des dividendes distribués quoique sous condition d'être employés à l'achat de titres de la société (2);

c) Des actions détenues dans une autre société achetées avec le fonds de réserve et distribuées comme bonus (3).

On a au contraire considéré comme accroissement de capital, qu'il était inutile de déclarer et pour lequel le fisc ne pouvait rien réclamer, soit des actions distribuées purement et simplement à titre de bonus (4), soit des obligations distribuées de la même façon, sans qu'il y ait option pour de l'argent liquide, quoique ces obligations fussent déclarées rachetables par la société (5).

Il semble donc que ces distributions d'actions ou d'obligations sont considérées comme revenu dès qu'il y a débours d'argent liquide par la société qui les verse ou possibilité d'a-

(1) *I. R. v. Doncaster*. (1924). — VIII Tax C. 633.

(2) *Roe v. I. R.* (1924). — 131 L. T. 225.

(3) *Pool v. Guardian Investment Trust Co. Ltd.* (1922). — 1. K. B. 347.

(4) *I. R. v. Blott*. (1921). — 2. A. C. 171.

(5) *I. R. v. Fisher's Executors*. (1925). — 1. K. B. 451 et Ch. Lords. 1926. — W. N. 75.

voir à sortir cet argent de ses caisses. Un cas tout récent semble venir à l'appui de cette façon de voir. Une société distribua à titre de bonus une partie de ses réserves avec le droit pour les actionnaires de prendre de l'argent liquide au lieu et place de ces actions. Un d'entre eux demanda une partie en fonds et le reste en actions : les Commissaires du Revenu Intérieur décidèrent qu'il devait faire rentrer la totalité de cette distribution dans la déclaration de son revenu, et les Commissaires généraux leur ayant donné tort, ils firent reconnaître par le tribunal le bien fondé de leurs prétentions, le jugement Blott ne s'appliquant pas à cette espèce car il y avait réception d'argent en même temps que d'actions (1). Un autre ne voulut prendre que des actions. Chargé par les Commissaires du Revenu Intérieur et déchargé par les Commissaires généraux, il fut imposé à nouveau par le tribunal qui écarta la décision Blott, car ici il y avait option entre titres ou argent. La Cour d'Appel a réformé ce jugement et décidé que l'option accordée n'avait pas la valeur qu'on lui attachait, car elle n'était pas la « ratio decidendi » de l'affaire, qu'il y avait donc distribution de capital, non soumise à l'impôt sur le revenu (2).

7° Toute somme reçue à quelque titre que ce soit et qui est versée par une autre société laquelle a déjà payé sur son montant le C.P.T. ou l'I.T., parce que c'est un des grands principes de la fiscalité anglaise de ne percevoir un impôt qu'une fois sur une somme donnée.

Il est bien entendu que si cette somme arrive à la Société comme un gain, c'est-à-dire si elle représente pour celui qui

(1) C. I. R. v. Coke. — 1926. W. N. 82.

(2) C. I. R. v. Wright. — 1926. W. N. 220.

a acquitté l'impôt sur son montant, non pas une répartition de bénéfices, mais une dépense, le principe ne joue pas, car on se trouve en présence d'un nouveau profit. Suivant le cas, la part du revenu d'une personne reçue par une autre, sera donc ou ne sera pas taxable à nouveau, cela dépendra des circonstances. Ce principe a été clairement dégagé par le Juge Rowlatt donnant tout récemment gain de cause au fisc dans une affaire où un « trustee » touchant en rémunération de ses fonctions une somme prise sur les revenus dont il avait à surveiller l'emploi, et sur lesquels l'impôt sur le revenu avait déjà été perçu, prétendait n'avoir pas à le payer de nouveau sur le montant de ce qu'il touchait, car il y aurait eu double imposition (1).

8° Toute somme reçue en remboursement d'un paiement trop élevé fait au fisc en vertu de l'impôt sur les bénéfices excessifs ne doit pas être comprise dans les profits de l'année dans laquelle elle est repayée. Cette exclusion semble assez curieuse. En effet, on a le droit de déduire du montant des recettes les sommes payées au titre de cet impôt, donc au moment où on les rembourse au contribuable, celui-ci n'a rien payé sur leur montant. Pourtant le texte est formel et ne peut laisser aucun doute. D'un côté il est décidé que les sommes payées à ce titre seront déduites des bénéfices « a deduction shall be allowed on account of any excess profits duty... payable or paid in the United Kingdom... for the same accounting period » (2), d'un autre côté on ne doit pas ajouter ce qui est remboursé par l'état : « any sum received by way of repayment of excess profits duty in respect of a previous

(1) Jones v. Wright. — 44. T. L. R. 128.

(2) 53. 2. g.

accounting period under subsection (n° 3) of section thirty eight of the Finance (n° 2) Act, 1915, and subsequent amendments thereof shall be excluded from the profits taxable » (1). Ce paragraphe a d'ailleurs été rajouté pendant la discussion du projet, à la demande d'un député, M. Holmes, sans que Sir Austen Chamberlain fasse aucune observation et que personne ne se doute de cette anomalie. Elle n'existe d'ailleurs que pour le C.P.T., un autre texte régissant cette matière pour l'I. T. et décidant que tout repaiement d'impôt sur les bénéfices excessifs se marquerait dans les recettes de l'exercice au cours duquel il a été fait : « the amount repaid shall be treated as profit for the year in which the repayment is received » (2).

9° Enfin aucun des revenus que la société peut tirer des terres qu'elle possède ne doit être inscrit au bilan et entrer en ligne de compte en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. « The computation of tax shall be made exclusive of the profits or gains arising from lands, tenements, hereditaments or heritage occupied for the purpose of the trade or profession » (3). Mais il ne faut pas oublier pour comprendre cette prescription que les revenus fonciers sont déjà taxés dans les cédules A et B et que si on avait inclus les recettes de cette catégorie dans le bilan de la société, elles y auraient été imposées deux fois. Au contraire, ici comme dans le cas précédent, nous avons pour le C.P.T. une règle nettement différente et ces produits doivent être compris dans le bilan parmi les recettes : « les bénéfices comprendront tous les profits et gains provenant des terres, tenures ou héritages

(1) 53. 2. j.

(2) I. T. A. 1918. 1^{re} Cédule. Céd. D. Cases I et II, R. 4.

(3) I. T. A. 1918. Id. R. 1.

faisant partie de l'actif de la société » (profits shall include all profits or gains arising from any lands, tenements, or hereditaments forming part of the assets of a company (1)).

Tous les autres revenus de la société sont donc additionnés ensemble pour être taxés, déduction faite naturellement des dépenses autorisées. L'essentiel de ces recettes, calculées en principe de la même façon pour le C. P. T. que pour l'I. T., est constitué par le revenu même de l'exploitation, mais il faut y ajouter :

1° Tous les intérêts et dividendes reçus pendant cette période, sauf si l'impôt a déjà été perçu sur leur montant ;

2° Tout revenu provenant de quelque placement ou de quelque source que ce soit, avec la même réserve.

S'il s'agit d'une indemnité versée par une compagnie d'assurance à la suite d'un incendie par exemple, c'est la totalité de l'indemnité qui doit être portée et non, comme on a voulu le soutenir, en cas d'assurance pour un montant très élevé, uniquement la somme suffisante pour remplacer les biens détruits, ou celle à laquelle on les avait évalués dans le bilan précédent. (2)

Il y aurait en pratique des exceptions en cas d'assurances maritimes.

3° Pour le calcul du C. P. T. seulement, toutes les recettes provenant des terres et bâtiments qui font partie de l'actif de la société.

4° La part des bénéfices des coopératives qui provient de leurs transactions avec des personnes autres que des membres de la société et la portion des bénéfices résultant de con-

(1) 52. 2. a.

(2) Green v. J. Gliksten & Son Ltd. — 1928. W. N. 87 et 1929. W. N. 57.

trats en cours et qui est attribuée à la période d'exercice en question.

SECTION II. — DÉPENSES

Naturellement, ce n'est pas ce chiffre global des recettes tel que nous venons de l'établir qui est retenu en fin de compte pour servir de base à l'impôt. Il faut arriver pour cela au revenu net, à l'excès des recettes sur les dépenses et les obligations contractées en vue de se procurer ces recettes.

Le fisc n'admet pas toutes les dépenses comme étant déductibles des recettes. Il n'admet en principe que celles dont la déduction est prévue, nous l'avons vu, expressément par la loi : « the tax shall be charged without any other deduction than is by this Act allowed ». Le texte est clair et formel, et comme en Angleterre de même qu'en France les lois en matière fiscale s'interprètent suivant la lettre plus que suivant l'esprit (2), la conclusion logique de ce texte serait que toute dépense non prévue par la loi ne doit pas être déduite des gains de la société.

Mais un autre principe vient immédiatement contredire

(1) F. A. — 1918. éd. D. Cases I et II. R. I.

(2) « As I understand the principle of all fiscal legislation is this : if the person sought to be taxed comes within the letter of the law, he must be taxed, however great the hardship may appear to the judicial mind to be. On the other hand, if the Crown, seeking to recover the tax, cannot bring the subject within the letter of the law, the subject is free, however apparently within the spirit of the law the case might otherwise appear to be. In other words, if there be admissible, in any statute, what is called an equitable construction, certainly such a construction is not admissible in a taxing statute, where you can simply adhere to the words of the statute ». Lord Cairns. *Partington v. Attorney General*. (1869). — L. R. 4 E. and I. App. H. L. 100.

celui-ci, qui décide qu'on ne peut pas déduire des recettes les sommes qui ne seraient pas dépensées entièrement et exclusivement pour les besoins de l'affaire : « no sum shall be deducted in respect of any disbursements or expenses not being money wholly and exclusively laid out or expended for the purposes of the trade, profession, employment or vocation. » (1). Il est donc certain, par raisonnement a contrario, que toute somme dépensée entièrement et exclusivement pour les besoins de l'affaire, que la dépense ait été ou non expressément prévue par la loi, devra être déduite du montant des recettes. C'est d'ailleurs assez naturel, car il est impossible que la loi énumère tous les cas, et s'en tenir au principe précédent eut été vouloir créer à plaisir des injustices et des inégalités.

Lorsqu'il s'agit d'ailleurs d'appliquer cette théorie, les juges sont en général très stricts. Lord Davey déclare : « it is not enough that the disbursement is made in the course of, or arises out for the profits of the trade... » (2) et les théoriciens, interprétés par Konstam, parlent de même et prétendent qu'il ne suffit pas que ces dépenses soient faites pour les besoins de l'affaire, encore doivent-elles être consacrées entièrement à la marche de cette entreprise et nécessités véritablement par elle ; il ne suffirait donc pas qu'elles soient simplement utiles, si le fisc peut prouver que l'on aurait pu tout aussi bien s'en passer. Ce point, d'ailleurs, est plus controversé, et Lord Cave, un des juges de la Cour d'Appel, a pu déclarer, faisant ainsi preuve de beaucoup de largeur d'esprit : « A sum of money expended not of necessity and with

(1) *Idem*, règle 3.

(2) *Strong v. Woodifield*. 1906. — A. C. 448.

a view to a direct and immediate benefit to the trade, but voluntarily and on the grounds of commercial expediency, and in order indirectly to facilitate the carrying on of the business, may yet be expended wholly and exclusively for the purposes of the trade » (1).

Il est clair que ce principe est tout aussi impératif que le précédent, et que c'est lui, plus juste et tout aussi net, qui s'impose dans la pratique et dont les juges s'inspirent. Il y a donc parmi les dépenses inscrites dans le bilan commercial comme telles, quelques unes que l'on déduit des bénéfices parce que la loi le permet expressément, d'autres qu'on ne soustrait pas parce qu'un texte spécial le défend, et d'autres enfin, très nombreuses, qui sont déduites ou non suivant les circonstances, suivant que les Commissaires du Revenu intérieur, et en cas d'appel les Commissaires généraux ou spéciaux, auront admis qu'elles sont ou non entièrement et exclusivement dépensées pour les besoins de l'affaire. Car c'est là une question de fait qui n'est pas du ressort des tribunaux civils. Récemment, les Commissaires décidèrent qu'un don annuel fait par une société à un hôpital qui soignait gratuitement les ouvriers et employés de la maison, gravement malades, ne pouvait être considéré comme dépense déductible, car il était accordé plus en considération des services rendus dans le passé que de la marche présente de l'entreprise. Le juge Rowlatt refusa de casser leur décision, car elle était fondée, et il ajouta d'ailleurs qu'il aurait respecté leur sentence, même si elle avait été rendue dans un sens totalement différent (2). D'où la conclusion suivante : « 1) Whether a sum

(1) British Insulated and Helsby Cables Ltd. v. Atherton. (1926). — A. C. 205.

(2) Bourne & Hollingsworth Ltd. v. Ogden. The Times, 30 janvier 1929.

paid is, or is not « money wholly and exclusively laid out or expended for the purposes of the trade » etc. and so deductible in the computation of profits for the purposes of income tax is primarily a question of fact for the Commissioners to decide. 2) The Court can and will only interfere with the Commissioners decision in two cases : (a) when there was no evidence on which the Commissioners could have reached the conclusion of fact which they did ; and (b) when as a matter of law payment of the kind made could not possibly be or must be trade expenses. » (1)

Il est très difficile de dresser une liste complète et classée logiquement de ces articles. Les textes ont assez peu changé, mais ils énumèrent défenses et autorisations sans aucun ordre ; des jugements ont été rendus, des articles publiés sans qu'on se soit soucié beaucoup de mettre de l'ordre dans ces énumérations. Comme il y a des différences assez appréciables entre le traitement des dépenses, suivant que l'on calcule les bénéfices pour l'impôt sur le revenu ou celui sur les bénéfices des sociétés, nous étudierons d'abord les conditions qui régissent la matière en ce qui concerne l'I. T. ; et préciserons ensuite les exceptions apportées par la loi établissant le C. P. T.

§. I — Dépenses non déductibles pour la détermination des bénéfices frappés par l'income tax

A. — *Tous intérêts payés par la société sur son capital, sur les emprunts à long terme, hypothécaires ou non, tous les paiements annuels en général.* Les raisons ne sont pas

(1) C. A. J. XXI, 68.

toujours identiques. Certaines de ces dépenses ne sont pas déductibles parce qu'elles ont rapport uniquement au capital, soit qu'on cherche à l'aménager, augmenter ou diminuer, et parce que tout ce qui est « capital expenditure » est mis à part, de même que nous avons vu que tout ce qui est augmentation de capital n'entrait pas dans le total des recettes. Pour d'autres, les plus nombreuses, il n'y a pas déduction en vertu du principe du stoppage à la source. La société verse des sommes annuelles à certains bénéficiaires : ceux-ci sont passibles de l'impôt sur le revenu. Mais comme il leur sera beaucoup plus facile de frauder le fisc à cause de leur dispersion, etc., qu'à la société, que l'on contrôle plus aisément et qui a moins d'intérêt à encourir des peines qui lui incomberaient personnellement pour faire gagner quelques sous à d'autres, il a été décidé, depuis très longtemps, que la société acquitterait directement l'impôt sur le revenu sur le montant de tous les paiements annuels faits par elle, mais au nom de l'intéressé, et qu'elle déduirait de la somme à verser le montant prélevé par l'Etat. Ces paiements annuels ne seront pas déduits des bénéfices, quoiqu'en fait ils ne rentrent pas dans le total des gains de la société, puisqu'elle doit payer l'impôt sur leur montant. Mais ils ne changeront pas le résultat de l'exercice pour les actionnaires, puisque l'argent versé au fisc sera déduit de ce que la personne morale verse aux contribuables réels. Naturellement, si l'individu a droit à l'abattement à la base, £ 225 pour les hommes mariés et 135 pour les célibataires, la déduction pour charges de famille, le taux réduit pour la première tranche du revenu, etc..., il n'aura qu'à s'adresser au Trésor pour obtenir directement le remboursement du trop perçu.

Cette question du stoppage à la source est une des plus

complexes du système fiscal anglais, certaines des sommes récupérées sur l'intéressé restant entièrement acquises à la société, d'autres devant être repayées par elle au fisc, suivant qu'il s'agit de « interest paid out of profits brought into charge to tax » ou non. Mais comme le procédé ne fonctionne naturellement pas dans le C. P. T., nous devons nous borner à indiquer toute l'importance du problème et passer aux autres dépenses non déductibles.

B. — Toutes les « *capital expenditures* » quelles qu'elles soient. Quoiqu'il soit assez simple en principe de reconnaître si une dépense a été entraînée par les besoins de capital de la société ou uniquement en vue de la production de ses revenus, il est des cas très délicats. Le principe général a été très bien indiqué dans un cas récent : « Expenditure on account of income is that which satisfies a continuous demand. Expenditure on account of capital is that which satisfies a demand made once for all » (1).

1° Les dépenses entraînées par la formation de la société.

a) Coût des formalités légales.

b) Frais engagés pour obtenir des capitaux, pour l'émission des actions, la publicité de lancement, les commissions versées aux intermédiaires, les escomptes, les actions émises au-dessous du pair, etc. Même pour une société dont le but était de prêter de l'argent sur hypothèque, à taux plus fort que celui qu'elle servait elle-même à ceux qui lui avaient apporté cet argent, les commissions payées aux courtiers qui lui procuraient ces sommes dont elle avait besoin pour son ex-

(1) Ounsworth v. Vickers. (1912). — 3. K. B. 267.

ploitation même, ont été considérées comme dépenses de capital et n'ont pu être déduites de ses recettes (1).

c) Dépenses de mise en train de l'affaire, primes payées pour les baux, création de routes, creusements de ports, redevances pour l'acquisition de brevets, etc. Mais si le coût de travaux de drainage, de routes, etc. est compris dans cette catégorie, les frais de culture et de direction, même si la propriété n'est pas encore en plein rendement et qu'ils ne semblent pas consacrés directement à la production des recettes, restent néanmoins par leur nature propre différents des dépenses de capital et sont déductibles (2). Il faut remarquer que la question des dépenses et recettes de brevets n'est pas encore au point, et que les décisions actuelles des tribunaux ne sont pas toujours concordantes ni logiques. Si les dépenses payées pour l'acquisition d'un brevet sont des dépenses de capital, il serait juste de dire que les profits réalisés par leur vente (quand là n'est pas le but de la société) ou même l'accord de licences dans certains cas, ne devraient pas être des profits taxables. On a pourtant condamné une société qui avait cédé les droits d'exploitation de certains brevets dans les pays sud-américains contre paiement d'une annuité de £ 25.000 pendant dix années, à payer l'income tax sur ces profits, quoique la société soutint que l'opération était une simple réalisation d'une partie du capital contre un paiement annuel temporaire au lieu d'une somme globale (3). Voici un autre cas d'espèce tout à fait récent sur cette question de bre-

(1) *Texas Land & Mortgage Co. Ltd. v. Holtham*, (1894). — 10. T. L. R. 337.

(2) *Vallambrosa Rubber Co. Ltd. v. Farmer*, (1910). — V. Tax C. 529 et *Merlimau Rubber Estate Ltd. v. I. R.* (1923). — A. C. 283.

(3) *British Dyestuffs Corporation (Blackley) Ltd. v. I. R. C.* (1923). — 129 L. T. 538.

vet, indiquant entre autres choses que si les redevances versées par la société pour l'acquisition d'un brevet ne doivent pas être déduites des bénéfices, c'est toujours en vertu du principe du prélèvement à la source. Il s'agit ici de la Couronne qui avait utilisé pendant la guerre une invention, et en avait récompensé l'auteur par le versement d'une somme globale de £ 70.000 sur laquelle elle retint la somme de £ 17.500 au titre de l'impôt sur le revenu. L'inventeur fit appel, soutenant que cette somme était un capital et non une aggrégation de revenus annuels, une somme globale accordée en compensation des redevances perdues. Les Commissaires spéciaux lui donnèrent raison mais le juge Rowlatt décida que la somme payée était le prix pendant un certain temps de l'usage de l'invention dont l'inventeur était resté seul maître; qu'il n'y avait donc pas achat de brevet pour une somme déterminée ou globale, qui serait alors un capital, mais paiement d'un montant qui était simplement l'addition des redevances annuelles et par conséquent soumis à l'I. T. (1).

Que le brevet soit payé par une somme globale et non par annuités ne change rien (2) au fait que les dépenses pour son achat sont en principe des dépenses de capital, non déductibles.

D'autant plus que la section 25 du F. A. 1927 a ordonné que désormais les droits d'auteur versés périodiquement à leurs ayant-droits, seront taxés à la source, à condition toutefois que ledit auteur réside dans le Royaume-Uni, sauf s'il y a achat de ces droits pour une somme globale. Pour cette rai-

(1) *Contantinesco v. The King*. — 42 T. L. R. 383 et 43 T. L. R. 727.

(2) *Mills v. Jones*. — 45 T. L. R. 31.

son également, les sommes payées à ce titre par les sociétés ne seront donc plus déductibles.

Un autre cas d'espèce, tout spécial sur cette question des dépenses de capital, vaut d'être rapportée. Il s'agit d'une société de boucherie, dont la politique consistait à fermer au bout d'un certain temps ses boutiques, quel que soit leur profit, en vendant d'occasion les instruments qui s'y trouvaient, et à en ouvrir d'autres en les garnissant d'instruments neufs. La différence de prix entre la vente et l'achat de ces accessoires doit être considérée comme une dépense de capital, ont décidé successivement le fisc, les Commissaires, le Tribunal, la Cour d'Appel et la Chambre des Lords (1).

2° Les dépenses d'augmentation ou de réduction du capital.

a) Dépenses d'augmentation proprement dites : nouvelles émissions d'action, commissions, dans les mêmes conditions que plus haut, etc. Une compagnie qui s'était adressée aux tribunaux pour voir sanctionner une diminution de capital nécessitée par des déficits d'exploitation et lui permettant de retrouver enfin une balance active, n'a pas été autorisée à déduire de ses recettes les frais exposés dans cette instance (2).

b) Coûts d'augmentation du matériel, modifications apportées dans l'aménagement des bâtiments afin de les agrandir ou de les rendre plus productifs ou plus plaisants ; remplacement de machines pour les mêmes raisons, sauf les exceptions très importantes que nous indiquons plus loin. Il a été décidé, par exemple, qu'une brasserie ne pouvait pas déduire

(1) *Eastman's Ltd. v. Shaw.* (1928). — 45 T. L. R. 12.

(2) *Archibald Thompson, Black & Co. Ltd. v. Batty.* (1919). — 56 Sc. L. R. 185.

de ses recettes les sommes employées par elle à essayer d'acheter de nouvelles licences de vente au détail de boissons alcooliques, parce que ces sommes ne pouvaient représenter que « des sommes employées ou que l'on avait l'intention d'employer comme capital dans ce commerce.... employed or intended to be employed as capital in such trade » (1). Dans une autre espèce, une société ayant construit et équipé une usine, donna des résultats déficitaires pendant plusieurs exercices consécutifs, parce que l'on avait vu trop grand. Il fallut fermer l'usine, enlever une partie du matériel, et alors on recommença le travail avec profit. Les tribunaux refusèrent d'admettre aucune de ces dépenses comme déductibles (2), tout en reconnaissant l'utilité et même la nécessité du déménagement, car c'était une question de capital.

3° Les dépenses dues à la dépréciation du capital (3)

a) Dépréciation des propriétés, des brevets, des droits d'auteurs, etc..., y compris les bâtiments, sauf l'exception indiquée plus loin.

b) Dépréciation des meubles. Le tout sauf exceptions, puisqu'il est admis que les sociétés ont droit à une réduction pour l'usure du matériel, ce qu'on appelle « wear and tear » et que nous étudions plus loin également.

4° Les dépenses dues à l'épuisement du capital.

a) Epuisement d'une mine, chute dans le domaine public d'un brevet. Ainsi en a-t-il été décidé dans le cas d'une société qui voulait déduire de ses recettes l'amortissement commercial considéré comme raisonnable étant donné l'épuisement progressif des dépôts de nitrate qu'elle exploitait au Chili (4).

(1) *Southwell v. Savill Brothers Ltd.* (1901). — IV Tax C. 430.

(2) *Smidth v. Westinghouse Brake Co. Ltd.* (1888). — 4 T. L. R. 649. II Tax C. 357.

(3) Nous en donnons les raisons en traitant la question des amortissements, page 98.

(4) *Alianza Co. Ltd. v. Bell.* (1906). — 22 T. L. R. 94.

b) Fin d'un bail. On n'admet pas plus l'amortissement en ce qui le concerne que la déduction du pas de porte versé pour le renouvellement de ce bail, même s'il y avait impossibilité de faire autrement et si l'opération a été en fin de compte très avantageuse pour la société (1), ou celle des annuités ou de la somme globale versées pour obtenir la résiliation d'un bail onéreux pour le groupe (2).

c) Vente défectueuse d'un placement, ou toute autre vente qui ne rentre pas dans les buts de la société, débits payés pour des opérations du même genre : une compagnie ayant fait contrat pour l'achat d'un vapeur, comprenant d'après l'état du marché qu'il lui serait impossible d'en tirer bénéfice, verse au constructeur un dédit de £ 60.000 sans être autorisée à traiter cette dépense comme un item déductible en vue de l'impôt sur le revenu (3).

d) Retraits de capitaux.

e) Coût de la remise en état cultivable des terres louées par une mine. Cela a été considéré comme une dépense de capital non déductible (4).

C. — *Les dépenses effectuées pour l'affaire mais qui n'étaient pas indispensables.* Un certain nombre d'items indiqués plus haut seraient aussi visés par ce principe, mais les dépenses étaient exclues surtout parce qu'elles étaient des dépenses concernant le capital. Ici nous avons affaire à des dépenses qui ne touchent pas le capital, mais dont on n'admet pas la déduction malgré tout, parce qu'elles sont considérées

(1) *Mac Taggart v. B. E. Strump.* — X Tax C. 533.

(2) *Cowcher v. Richard Mills Co. Ltd.* (1927). — XIII Tax C. 642.

(3) *Countess of Warwick Steamship Co. Ltd. v. Ogg.* (1924). — VIII Tax C. 652.

(4) *Addie & Sons v. C. I. R.* — VIII Tax C. 671.

comme inutiles, ou du moins comme n'étant pas assez utiles, ou sans connexité suffisante avec l'affaire.

1° Les dépenses d'amélioration et d'agrandissement ainsi que les frais entraînés par un déménagement que l'on aurait pu éviter (1). En pratique d'ailleurs, même lorsque le déménagement n'est pas indispensable, on admet comme déductibles les frais du transport des marchandises en magasin.

2° Les pertes qui ne proviennent pas directement de la conduite de l'affaire, en particulier celles qui sont causées par l'incapacité des dirigeants et qui auraient pu être évitées : incendie non couvert par une assurance, frais de médecin et indemnité pour un accident (2); pénalité pour contravention à une loi douanière même quand le règlement se fait d'un commun accord ou s'il y a simple négligence (3); sommes empruntées pour son usage personnel par un directeur et que la société n'avait pas qualité pour prêter, et qu'elle veut ensuite déduire au titre de dettes irrecevables (4).

D. — *Les dépenses effectuées « after earning »* c'est-à-dire après l'encaissement des recettes. Il semble, en effet, logique que ces dépenses ne puissent pas être considérées comme indispensables à la production des recettes puisqu'elles la suivent au lieu de la précéder. Il faut bien entendre qu'il ne s'agit pas que la dépense soit faite, mais que la cause de la dépense soit postérieure à celle des rentrées. C'est ainsi que l'on justifie le refus de déduire les paiements faits au titre de l'impôt sur le revenu, dû ou payé. On pourrait

(1) Granite Supply Association Ltd. v. Kitton. (1905). — V Tax C. 168.

(2) Strong Co. v. Woodfield. — 1906. A. C. 448.

(3) I. R. v. Warnes. 1919. — 2. K. B. 444 et I. R. C. v. Von Glehn (1920). — 36 T. L. R. 463.

(4) Curtis v. J. G. Oldfield Ltd. (1925). — IX Tax C. 319.

peut-être ranger ici l'espèce suivante que sous les mêmes réserves qu'à la page 58, nous indiquons parce qu'elle est assez typique : Une consultation publique étant en train en Nouvelle Zélande et un référendum devant passer sur la question de la prohibition, une brasserie engagea de fortes dépenses pour mener une violente campagne antiprohibitionniste et fit triompher par quelques voix de majorité son point de vue. Elle tenta de déduire de ses recettes les dépenses engagées dans cette campagne, comme ayant été entièrement et uniquement consacrées à la bonne marche de l'affaire et nécessitées par elle, mais dut s'incliner devant la décision contraire des tribunaux (1).

Parmi ces dépenses on peut placer encore :

a) Toutes les réserves : réserves générales, pour dettes douteuses, pour amortissements, sous réserve des nombreuses exceptions que nous verrons plus loin.

b) Certaines charges légales qui n'ont pas un rapport très étroit avec l'affaire.

c) Les souscriptions aux syndicats patronaux, groupements professionnels et autres. La question ici est un peu plus complexe, et certaines de ces souscriptions sont déductibles. Le principe général s'applique toujours : la dépense se déduira des bénéfices de l'affaire si elle est directement utile et indispensable à sa bonne marche et à la réalisation de ces profits. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit de limiter la concurrence (2). Il en est autrement dans les autres cas : c'est ainsi qu'une mine faisant partie d'une Trade Association

(1) Ward & Co. Ltd. v. The Commissioner of Tax. — New Zealand. 1923. A. C. 145.

(2) Guest, Keen & Nettlefolds Ltd. v. Fowler. (1910). V Tax C. 511.

créée en vue de parer à l'arrêt ou au déficit de la production consécutifs aux grèves, etc... n'a pu faire considérer sa cotisation comme déductible (1). Les frais d'un bureau de conciliation et d'arbitrage ont été jugés déductibles; au contraire, et si cette solution semble assez injuste et lourde, elle n'en est pas moins logique, les dépenses entraînées par des recherches scientifiques sur les propriétés explosives de la poussière de charbon, quoique engagées uniquement à la demande plus ou moins pressante d'un ministère et en vue de la guerre, ont été considérées comme faites « after earning », non indispensables à la réalisation des bénéfices, et non déductibles (2).

Le cas suivant montre bien le jeu du principe général concernant la possibilité d'inscrire ce genre de dépenses au passif du bilan ou non. Une société versait une cotisation à une Trade Association dont le but était de maintenir les prix, et soutint que cette somme était une dépense à déduire, car elle était directement consacrée à l'obtention de bénéfices plus importants. Le fisc ayant refusé, les Commissaires, en appel, demandèrent communication des comptes de la Trade Association, pour voir exactement la façon dont elle employait son revenu et apprécier l'utilité de la cotisation. La Société ne pouvant fournir ces livres, qui n'étaient pas les siens, les Commissaires se prononcèrent contre elle, vu l'absence de preuves établissant l'utilité des versements en question, et la Cour confirma cette décision (3).

Actuellement d'ailleurs les Commissaires du Revenu Intérieur ont dressé une liste des Trade Associations reconnues

(1) *Rhymney Iron Co. v. Fowler*. (1896). — III Tax C. 476.

(2) *Lochgelly Iron Co. v. Grawford*. (1913). — S. C. 810.

(3) *Grahamstown Iron Co. v. Grawford*. (1915). — 52 Sc. L. R. 3.

utiles et dont les cotisations sont déductibles. La question est donc surtout de forme : les cotisations aux associations qui sont sur la liste sont déductibles, les autres ne le sont pas, sauf preuve contraire devant les Commissaires spéciaux ou généraux concernant l'utilité de leur action. Or, que faut-il pour qu'une Trade Association obtienne d'être mise sur la liste ? En principe il faut qu'elle serve à la réalisation de plus grands profits pour les sociétés qui sont adhérentes ; en fait il suffit le plus souvent qu'elle s'engage à payer au fisc une certaine redevance sur les cotisations reçues, ce qui fait que le trésor peut accorder l'exemption aux sociétés qui versent car il retrouve d'un côté ce qu'il perd de l'autre, — et de communiquer des comptes détaillées. Le journal « Taxation » a publié dans ses premiers numéros une liste très longue de ces groupements autorisés, et de temps en temps ajoute quelques noms nouveaux pour la compléter.

d) Les souscriptions diverses, dons, pourboires, etc... ne peuvent pas être déduits non plus, tant qu'ils ne sont pas indispensables à la réalisation des bénéfices, ce qui est le cas le plus fréquent. Cependant, pour les gratifications qui sont versées à intervalles réguliers, il n'en est plus de même. Les employés les considèrent, en effet, comme partie intégrante de leur traitement et sont disposés en conséquence à accepter des conditions légèrement moins onéreuses pour l'employeur que celles qu'ils exigeraient sans cela : ainsi pour les gratifications de Noël ou du Jour de l'An, ainsi surtout pour les pensions de retraite sur lesquelles nous reviendrons.

E. — *Les dépenses personnelles des propriétaires.*

1° Leurs traitements et, en général, toutes les sommes qu'ils peuvent retirer de la société et qui sont considérées,

sauf en ce qui concerne les intérêts des capitaux engagés, comme leur part des bénéfices. Il n'en est pas de même pour les appointements des directeurs, lorsqu'il s'agit d'une société anonyme et c'est une des raisons pour lesquelles tant de petits commerçants ont transformé leur commerce en une société dont la responsabilité est limitée avec des actions dont ils sont les seuls porteurs, en s'allouant comme directeurs des gages assez importants et qui viennent en déduction des bénéfices en ce qui concerne l'impôt sur le revenu que paye la société. Ils acquittent le même impôt sur cette part taxée entre leurs mains, comme appointements, mais en bénéficiant de la déduction accordée au revenu « earned » c'est-à-dire abatement d'un sixième du salaire, avec un maximum de £ 250.

2° Leurs dépenses privées, même si elles sont payées par la caisse de l'entreprise.

a) Loyer de leur habitation, avec ventilation pour le cas où ils habitent le lieu de l'exploitation ;

b) Frais de déplacement pour se rendre de leur résidence au bureau ;

c) Repas pris en ville ou offerts, que l'on admet d'ailleurs parfois, quand ils sont vraiment utiles ;

d) Assurances personnelles.

F. — *Cas spéciaux.*

1° Nous avons vu que l'« income tax » ne se déduit pas, comme étant dépense faite après « earning ».

2° Les pertes couvertes par une assurance non plus, puisque l'indemnité versée vient en assurer la contrepartie à la firme. Quelquefois pourtant, si l'indemnité est inférieure à la valeur du dommage causé, il y a perte, et lieu à déduction

pour la différence, sauf si la perte est une question de capital, comme l'incendie d'un bâtiment, ou causée par une négligence qui n'a rien à voir avec la conduite ordinaire de l'affaire.

3° La valeur locative des bâtiments que la société possède et occupe à l'étranger ne se déduit pas non plus. Ainsi en a décidé la loi de 1918 (1). Ce texte a été voté au moment où la pratique inclinait dans le sens contraire puisqu'on avait permis à une société de Londres qui avait des bâtiments à Singapour et à Penang de déduire de ses recettes la valeur locative de ces immeubles, bien qu'ils fussent situés à l'étranger et non imposables sous la cédule A (2), parce que l'Income Tax Act 1842 qui s'appliquait alors n'excluait pas formellement cette déduction. Il est d'ailleurs probable que si aujourd'hui une société qui possède et occupe des usines à l'étranger faisait figurer au passif de son bilan les sommes payées au titre de l'impôt foncier dans ce pays, le fisc anglais ne protesterait pas, considérant que cette dépense est très justement une charge de l'entreprise.

D'ailleurs si les biens possédés à l'étranger sont des usines, manufactures ou bâtiments analogues, (Mill, factory or similar premises), on admet une déduction égale au sixième de leur valeur locative pour ne pas mettre la société dans un état d'infériorité trop marqué vis-à-vis de ses concurrentes dont les bâtiments sont dans le Royaume Uni.

(1) Première cédule, céd. D, règles applicables aux Cases I et II, r. 5, § 1.

(2) Stevens v. Boustead and Co. (1918). — 1. K. B. 382.

**§ 2. — Dépenses déductibles pour la détermination
des bénéfices frappés par l'Income Tax**

A. *Les dépenses de l'affaire elle-même*, tout naturellement et suivant le principe que nous avons déterminé : « any disbursements or expenses being money wholly and exclusively laid out or expended for the purposes of the trade » et plus spécialement.

1° Le loyer, si le bâtiment est loué uniquement pour les besoins de l'affaire. Si le directeur y loge, il y a lieu à ventilation. La part du loyer à faire figurer dans les frais généraux peut aller jusqu'aux deux tiers du total, et par exception, d'ailleurs, dans certains cas spéciaux, comme celui du directeur d'un grand hôtel qui y occupe deux ou trois pièces pour son propre logement. Mais si c'est un directeur salarié ou un employé quelconque qui réside dans les lieux, on peut déduire des bénéfices le loyer entier, parce que cet avantage a probablement permis de servir à la personne logée un salaire inférieur, et qu'ainsi la société retrouve d'un côté ce qu'elle dépense de l'autre, et aussi parce qu'elle retire certaine utilité de la résidence de la personne qui est placée dans les lieux et qu'on n'y aurait pas mise si on n'avait pas eu besoin d'elle sur place.

Si la société occupe un bâtiment qui est sa propriété et qu'elle ne paye pas de loyer, comme elle doit acquitter l'impôt sur le revenu sur cette propriété en vertu de la cédula A, elle est autorisée à diminuer les recettes du montant du « Net assessment » (valeur taxable) tel qu'il a été fixé par l'assiette nette de l'impôt (valeur locative moins le pourcentage accordé pour les réparations) ou « annual value ».

2° La publicité, que l'on considère donc comme indis-

pensable à la bonne marche de l'affaire, mais à condition que les sommes engagées ne soient pas exagérées. Dans le cas d'un redoublement de publicité accompagnant un agrandissement de la maison, l'ouverture d'un nouveau rayon de vente, un changement de production, une émission d'actions nouvelles, et pour les annonces du début pendant la période du lancement, on décide que ces frais de publicité sont des dépenses de capital et qu'il n'est pas loisible de les déduire des recettes.

Mais la publicité se faisant aujourd'hui de mille façons différentes, comment traiter les dépenses effectuées pour toucher le public indirectement ? Voici une société d'asphalte qui, apprenant qu'on ne donnera les travaux d'une exposition mondiale qu'aux commerçants inscrits et prêts à garantir dans une certaine mesure le déficit possible, se fait porter sur la liste pour une somme de £ 500, dont elle fut obligée de payer 375. Elle n'obtint d'ailleurs pas la commande voulue. Pouvait-elle considérer cette dépense comme déductible de ses recettes, puisqu'elle n'avait donné sa garantie que dans l'intention d'enlever l'affaire ? Le fisc dit non, les Commissaires spéciaux oui. Le Juge Rowlatt leur donna tort, car cette dépense, pour lui, n'était pas de la publicité véritable, mais avait simplement pour but de mettre la société dans un groupe plus restreint de gens où elle avait plus de chances d'obtenir la commande désirée (1). Mais la Cour d'Appel cassa ce jugement, prétendant que dans ce cas d'espèce, les Commissaires généraux avaient eu raison en considérant que la dépense avait été : « incurred wholly and exclusively in

(1) Morley v. Lawford & Co. — 44 T. L. R. 716.

the hope of obtaining preference as regards their tenders for materials and services ». (1)

3° Les assurances de toutes sortes, contre le feu, le vol, les accidents, etc... que les primes soient versées à une société d'assurances ordinaire ou à une mutuelle (2).

En ce qui concerne les assurances sur la vie des associés, il y a des règles spéciales, mais comme dans les sociétés anonymes il n'y a rien d'analogue, les difficultés qui peuvent s'élever dans ce cas ne nous intéressent pas directement.

4° Les intérêts bancaires et de prêts à court terme. Ces prêts sont effectués ordinairement pour assurer à l'entreprise les fonds de roulement nécessaires et ne peuvent jamais servir à accroître la sphère d'action de la société, car ils sont d'une exigibilité constante. Pour cette raison par conséquent il était difficile de les assimiler à des capitaux, ils sont de plus nécessaires à l'entreprise et enfin on ne risque rien à leur assurer une situation privilégiée, car il est impossible à une firme bien conduite d'emprunter de trop fortes sommes de cette façon sans risquer de compromettre un jour ou l'autre et irrémédiablement son existence.

5° Les dépenses occasionnées par le personnel.

a) Tous les traitements et salaires, y compris ceux des directeurs même s'ils ont des intérêts dans l'affaire et même s'ils la contrôlent. Ces paiements n'échappent d'ailleurs pas à l'impôt sur le revenu, mais ils sont taxés sous la cédule E en tant qu'appointements directement entre les mains de ceux qui les touchent, sauf abattements spéciaux.

Les sommes payées à titre de rémunération pour

(1) XX C. A. J. 386.

(2) Thomas v. Richard Evans and Co. Ltd. — 42 T. L. R. 703.

services exceptionnels, sont des dépenses déductibles quand elles sont considérées comme des suppléments de salaire. La question n'a pas grande importance pour le fisc ; si en effet, la somme est un accessoire du traitement de l'employé la société pourra la déduire de ses bénéfices, mais celui qui la touche payera l'impôt sur son montant en vertu de la cédule E sur les salaires. Si au contraire cette somme est considérée comme un simple don gratuit la société ne pourra pas la passer au compte des dépenses, mais le bénéficiaire ne paiera aucune contribution sur sa valeur. En tous cas le fisc ne pourra pas percevoir l'impôt deux fois sur cette somme, la première en n'autorisant pas la société à la déduire des bénéfices sous prétexte qu'elle n'est pas une rémunération mais un don, la seconde en frappant la personne qui la reçoit pour la raison inverse (1). Pour la société au contraire, il est intéressant de savoir que certaines des sommes qu'elle verse en rémunération spéciale seront déductibles, d'autres non. C'est encore une question de fait qui fera pencher la balance d'un côté ou d'un autre, mais en général on admet plutôt que des sommes offertes ainsi à une personne employée ordinairement par la société sont des suppléments de salaire : ainsi pour l'impôt sur le revenu payé par une société sur le montant des honoraires servis par elle à son comptable spécial (2), ainsi pour une commission de 1.000 livres sterling accordée par une autre maison à son secrétaire qui s'était employé à vendre une partie de l'affaire (3) ; ainsi enfin plus récemment pour un don de 2.000 livres voté par une Assemblée Générale aux directeurs en remerciements de leur gestion pendant des

(1) *Benyon v. Thorpe.* — 44 T. L. R. 610.

(2) *Hartland V. Diggins.* — C. A. J. XVI. 104.

(3) *Mudd v. Collins.* — C. A. J. XVII, 167.

années exceptionnellement brillantes (1). Peu importe que la somme soit versée après la cessation de ses fonctions par l'intéressé (2) et en un paiement global ou en annuités (3).

b) Les sommes distribuées à titre de participation aux bénéfices (co-partnership scheme). Toute somme versée aux employés ou ouvriers suivant une convention spéciale en vue de les faire participer aux bénéfices de la société est déduc-

(1) Radcliffe v. Holt. (1927). — XI Tax C. 616.

(2) Cowan v. Seymour. (1920). — I. K. B. 500.

(3) Benyon v. Thorpe — 44. T. L. R. 610. — Pour montrer la complexité de la question : Telle somme est-elle cadeau, est-elle supplément de salaire, voici quelques cas d'espèce assez curieux concernant des particuliers : Un titulaire de bénéfices ecclésiastiques a été obligé de payer l'impôt sur le revenu sur les présents que ses paroissiens lui offraient à Pâques, et Lord Lorebrun a déclaré : « Where a sum of money is given to an incumbent substantially in respect of his services as incumbent, it accrues to him by reason of this office. Had it been a gift of an exceptional kind, such as a testimonial or a contribution for a specific purpose; as to provide for a holiday, or a subscription peculiarly due to the personal qualities of the particular clergyman, it might not have been a voluntary payment for services but a mere present » (Blakiston v. Cooper. — 1909. A. C. 104). Dans le cas d'un match de cricket donné par une société au bénéfice d'un professionnel attaché depuis longtemps à l'établissement, il a été décidé que les sommes recueillies au cours du match n'étaient pas un paiement pour les services rendus par le professionnel, quoique le Club ait certainement voulu lui montrer par là sa reconnaissance pour son concours durable et intéressant, parce que l'argent était fourni par le public assistant au match, non par le club, et qu'il en était de même pour les souscriptions qui s'étaient ajoutées au produit du match (Reed v. Seymour. 42 T. L. R. 377). La Couronne fit appel de ce jugement et obtint gain de cause, le Master of the Roll et Lord Warrington décidant que cet argent constituait un supplément de profits dû à l'activité professionnelle du bénéficiaire (C. A. J. XIX, page 197). Il est à noter que le troisième juge, Lord Sargant exprima un avis contraire. La Chambre des Lords a réformé à son tour cet arrêt et décidé qu'il y avait là un véritable don. Au contraire, en ce qui concerne un joueur de football transféré par son club à un autre et recevant, en compensation du changement de situation et de sa part dans les recettes d'un match que l'on devait donner à son profit, une certaine somme comptant, le juge Rowlatt a estimé qu'il y avait complément de rémunération pour services rendus, d'autant plus qu'il est de règle dans certains clubs de donner ainsi des matches au profit des professionnels attachés à l'établissement et qui y voient une addition des plus intéressantes à leurs gains ordinaires (Davis v. Harrison. C. A. J. XIX, page 224).

tible des recettes. Peu importe que cette distribution se fasse en argent liquide ou en actions spéciales ou ordinaires, le montant en est toujours considéré comme dépense normale de l'affaire, soit que l'on veuille favoriser cette forme d'association du capital et du travail, soit parce que cette participation aux bénéfices est considérée comme un simple supplément de rémunération, ou en tous cas parce qu'elle est directement et entièrement utile à l'affaire lui permettant de trouver des collaborateurs qui se contentent d'un salaire moindre, ou qui sont plus actifs et plus fidèles. Ces sommes tombent d'ailleurs aussi sous le coup de la cédule E et le bénéficiaire sera taxé directement sur leur montant.

c) Les pensions de retraite... Ce sont des dépenses utiles au même titre que celles que nous venons de voir en b), et pour les mêmes raisons. Il en est de même pour les pensions accordées aux veuves des employés de la maison. La règle ne change pas parce que le contrat de louage de services ne prévoit rien de ce genre du moment que c'est l'habitude de la maison de traiter de cette façon ses employés (1), ni quand au lieu d'une somme annuelle la société achète une rente pour son vieux serviteur (2). On a vu cependant des paiements de ce genre au bénéfice d'un ancien directeur effectués par une société qui le faisait pour tous ses anciens directeurs être considérés comme simples dons non déductibles (3).

Il n'en est pas de même quand il s'agit d'un paiement global très important. Tout récemment, deux versements,

(1) *Smith v. Incorporated Council of Law Reporting*. (1914). — 3 K. B. 674.

(2) *Hancock v. General Reversionary and Investment Co. Ltd.* (1919). — 1 K. B. 25.

(3) *Benyon v. Thorpe*. — 44 T. L. R. 610.

destinés à la création, l'un d'une caisse d'invalidité (invalidity fund), l'autre d'une caisse de pensions pour les vieux employés, l'un de 50.000, l'autre de 31.784 livres sterling, n'ont pas été admis comme dépenses de l'affaire, l'un ayant été considéré comme capital retiré et consacré à des œuvres charitables (le fonds était composé d'actions de la société confiées à des trustees), l'autre parce qu'on ne peut imputer sur les bénéfices d'un seul exercice une somme aussi élevée pour assurer des pensions à de vieux employés dont les services ont porté sur de nombreuses années et porteront encore sur d'autres (1).

Un texte spécial a été voté en 1921 (2) : il décide qu'en principe les versements annuels effectués à des caisses de retraite (superannuation funds) seraient traités comme dépenses déductibles : « exemption from income tax shall be allowed in respect of income derived from investments or deposits of a superannuation fund and subject as aforesaid, any sum paid by an employer or employed person by way of contribution towards a superannuation fund shall, in computing profits or gains for the purpose of an assessment to income tax under Case I and Case II of Schedule D or under Schedule E, be allowed to be deducted as an expense incurred in the year in which the sum is paid » (3).

A condition que ce soit un versement annuel, sinon les Commissaires ont tous pouvoirs pour décider si c'est une dépense de l'année courante ou s'il faut la répartir sur le nombre d'années qu'ils jugent juste (4).

(1) *Rowntree and Co. v. Curtis*, (1925). — 1 K. B. 328. et *Atherton v. British Insulated and Helsby Cables Ltd.* (1925). — 1 K. B. 421.

(2) *F. A.* 1921, section 32.

(3) *Idem*, § 1.

(4) *Idem*, § 1, a.

Le texte ajoute d'ailleurs que sont seuls considérés comme « *superannuation funds* » ceux que les Commissaires ont acceptés pour tels. « The expression « *superannuation funds* » means, unless the context otherwise requires, a fund which is approved for these purposes by the Commissioners » (1). Pour obtenir cette reconnaissance il faut prouver que la caisse est confiée à des trustees au-dessus de tout soupçon, qu'elle est créée uniquement pour assurer des pensions aux employés trop vieux ou devenus incapables de travailler, qu'elle est entretenue en partie par l'employeur et reconnue par lui et ses salariés; elle peut assurer d'ailleurs le retour d'une partie des fonds à l'employeur dans des cas spéciaux et avoir d'autres objets, à condition qu'ils restent subsidiaires; elle peut également servir à des sociétés dont l'activité se poursuit en partie à l'étranger. Ajoutons que les Commissaires du revenu intérieur ont le droit de faire tous règlements utiles pour l'application de ces dispositions, en particulier pour la taxation des sommes remboursées par les caisses aux employeurs, de réclamer tous renseignements sur le fonctionnement de la caisse, de retirer la reconnaissance accordée, etc... (2). Leurs instructions « *regulations* », en date du 10 novembre 1921, règlent tous ces points, indiquent que sur tous les paiements faits par la caisse l'impôt doit être prélevé à la source, même si la rente est servie à une personne ne résidant pas dans le Royaume Uni, prescrivent des déclarations complètes, des communications de comptes, etc... pour éviter toutes fuites.

Toutes ces questions sont considérées comme des ques-

(1) *Idem*, § 3.

(2) *Idem*, § 4.

tions de fait; les tribunaux de droit commun éprouvent la plus grande répugnance à y rien changer et refusent dès que la décision des Commissaires est basée sur des preuves suffisantes. C'est ce qui nous explique les deux décisions que nous avons rapportées plus haut, lesquelles n'entament pas le principe que les sommes annuelles versées à titre de pensions d'incapacité ou de vieillesse à un individu ou à un organisme chargé de s'occuper de ces pensions viennent en déduction des recettes de l'entreprise; d'ailleurs ces sommes sont imposables aux mains de leur bénéficiaire, directement, en vertu de la cédule E (1).

d) Les indemnités de renvoi et celles de rupture de contrat, lorsqu'il était vraiment indispensable à la bonne marche de l'affaire de congédier la personne en question dans des conditions spéciales. La question s'est posée à propos de l'indemnité versée volontairement à un directeur dont la conduite devenait pernicieuse au point que l'on aurait pu même obtenir son renvoi sans indemnité en allant en justice, mais on avait voulu éviter un scandale nuisible au bon renom de la société. Du moment qu'il y allait vraiment de la prospérité de l'entreprise, et que le renvoi était dicté non pour des motifs personnels à l'un ou l'autre des directeurs, mais pour des raisons commerciales et d'importance primordiale, toute indemnité payée, même volontairement, et afin d'éviter un procès, peut-être considérée comme dépense déductible des

(1) On a remarqué un jour que ces caisses, qui se sont constituées en très grand nombre sous l'empire de ces textes, étaient toutes nulles, car la plupart avaient oublié de se conformer aux prescriptions de la loi anglaise prohibant la perpétuité des institutions de ce genre. La question a été reconnue si importante qu'une commission spéciale a été nommée en février 1926 et que conformément à ses conclusions un projet de loi a été présenté aux Communes pour valider rétroactivement par mesure spéciale, l'existence de ces institutions.

recettes (1). Il est à noter que ces sommes ne sont pas forcément imposables à titre de rémunération chez celui qui les touche, car pour lui elles sont considérées souvent comme une sorte de réalisation de capital ou de don. Il y a donc là des sommes qui échappent au fisc. Il y a surtout un manque de logique assez injuste en ce sens que l'indemnité de préavis payée à un petit employé sera considérée comme partie de son salaire et imposée comme tel, tandis qu'une somme très importante versée à un directeur congédié ne le sera pas.

c) Les souscriptions à un hôpital ou à une infirmerie locale en vue d'y faire réserver des avantages spéciaux aux employés de la maison qui fait ces versements sont admis à figurer au bilan passif de l'affaire. Nous avons vu pourtant que si cette souscription est hors de proportion avec les services que rend l'hôpital, le fisc peut se refuser à l'admettre (2).

B. — *Dépenses d'entretien.*

1° Entretien proprement dit.

a) Le coût des réparations est déductible dans certains cas, pour l'ameublement en particulier, les machines à écrire, les outils portatifs abîmés ou perdus, etc... il est, en principe, calculé sur une moyenne de trois années : en pratique, on déduit des bénéfices de l'année courante, les sommes dépensées de ce fait pendant l'exercice. La loi prévoit la déduction des dépenses « réellement » effectuées.

b) L'amortissement pour l'usure (Wear and Tear). Rien n'était accordé de ce chef avant la loi de 1878. A ce moment

(1) *Mitchell v. B. W. Noble Ltd.* — 43 T. L. R. 100.

(2) *Bourne et Hollingsworth. Ltd. v. Ogden.* The Times. 30 janvier 1929.

on décida d'autoriser les entreprises à déduire une somme « just and reasonable as representing the diminished value (that is the diminution of value) by reason of Wear and Tear during the year » (1). Cette somme est fixée par les Commissaires au choix du contribuable, et l'on arrive à donner ici trop d'importance à l'arbitraire de personnalités. « The actual amount of the allowance in all cases is more or less at the discretion of the local Commissioners, whose views vary considerably in different districts » (2). Actuellement, ces taux ont tendance à devenir plus stables et on en a dressé un résumé dans l'ouvrage de H. Mosley : « The A.B.C. of Income Tax Return Making », 1921, livre excellent pour la pratique (3) et un tableau des plus complets dans le journal « Taxation », tome premier.

Leur décision est susceptible d'appel au cas où elle intéresse tout un corps de métier, devant un « board of referees ». Quand le recours est porté devant les tribunaux de droit commun, ceux-ci se déclarent incompétents dès qu'il y a des preuves à l'appui de la décision dont est appel. Le principe est d'ailleurs que le fisc n'admet pas un amortissement industriel qui permettrait au chef d'entreprise de retrouver son capital au moment où il estime que le matériel ne lui rend plus de services suffisants, mais uniquement la représentation aussi exacte que possible de l'usure réelle produite pendant l'année et par l'usage seulement car « wear and tear » ne veut pas dire « dépréciation ».

Un certain nombre de cas d'espèces assez curieux parfois illustrent de façon frappante cette distinction faite par la

(1) Konstam, ouvrage cité, chapitre VII.

(2) C. A. J. XVIII, 219.

(3) Page 37.

loi anglaise entre l'amortissement commercial et la déduction autorisée, cette volonté de ne pas admettre la façon de faire du monde des affaires. C'est ainsi qu'on a refusé tout amortissement pour des locomotives et wagons lors des premières années qui ont suivi leur mise en service, parce que, s'il y avait diminution dans leur valeur marchande, il n'y en avait pas dans leur valeur réelle (1). Qu'une compagnie de tramways à chevaux électrifiant ses lignes a cessé d'avoir le droit de déduire de ses bénéfices les sommes admises auparavant pour l'amortissement de sa première installation (2). Qu'une société écossaise de navigation s'est vue interdire la possibilité de calculer cette somme en pourcentage du capital investi dans ses navires mais n'a pu le faire que d'après leur dépréciation réelle (3).

A remarquer au sujet de ces déductions que :

1) Elles se calculent sur la valeur écrite du matériel pour l'année pendant laquelle a eu lieu cette dépréciation. Cependant, en pratique, on ignore souvent les additions et ventes intervenues pendant l'exercice et le pourcentage est calculé sur la valeur du matériel au dernier jour de la période comptable sur les bénéfices de laquelle on asseoit l'impôt : les nouvelles acquisitions étant ajoutées au prix coûtant et les ventes déduites pour leur valeur écrite, ou, si le montant en est très faible — pour leur prix de vente.

2) Si les bénéfices de l'année sont insuffisants pour la couvrir, le reste de cette somme se déduit des profits de l'année suivante ou de celle qui suit jusqu'à extinction, avec

(1) *Caledonian Rail Co. v. Banks.* (1880). — I Tax C. 487.

(2) *London County Council v. Edwards.* (1909). — V Tax C. 383.

(3) *Leith, Hull, and Hamburg Packet Co. v. Musgrave.* (1899). — IV Tax C. 80.

des règles spéciales pour le cas où l'affaire change de mains entre temps (1).

3) Le total de ces abattements ne doit pas dépasser le prix des machines ou du matériel sur lesquels ils portent, y compris les additions de capitaux, ou le prix d'achat total, s'il y a eu achat par une nouvelle personne. D'ailleurs le montant se calculant sur la valeur écrite, il est assez rare qu'un fait pareil puisse se produire.

4) Quand il s'agit d'une société ou d'une firme qui possède un certain nombre de navires, on regarde chacun d'eux comme une entité ayant sa propre existence pour le calcul de ces déductions.

5) Avant la loi actuelle, qui taxe les sociétés sur les bénéfices réalisés dans le cours de l'année précédente, quand l'impôt sur le revenu était calculé sur la moyenne des profits effectués pendant les trois années antérieures, l'abattement autorisé au titre de l'amortissement portait non sur les recettes de chaque année, mais après le calcul, sur la moyenne obtenue.

6) Cette déduction doit être demandée au moment de la déclaration annuelle, faute de quoi elle n'est pas accordée (2).

c) Le coût du renouvellement des machines (obsolescence). En principe, le remplacement d'un matériel qui n'est pas abîmé, mais simplement déclassé par un autre plus moderne, n'est qu'une augmentation de capital, et la dépense devrait donc rester à la charge entière et exclusive de la société. Mais les progrès de la technique contemporaine sont si rapides, que cette mesure devenait trop lourde pour les fir-

(1) *Scottish Shire Line Ltd. v. Lethem.* (1912). — VI Tax C. 91.

(2) § 4. Règle 6. Cases I and II.

mes industrielles et chimiques et que l'on a admis une déduction à ce titre dès 1897, en pratique et légalement depuis 1918. Voici comment elle se calcule : on additionne d'un côté les différentes sommes allouées en vertu de la dépréciation pour usure et le prix retiré de la vente d'occasion du matériel que l'on doit changer et c'est la différence de ce total avec le prix payé pour l'achat de ce même matériel remplacé que l'on déduit des bénéfices sans avoir égard au prix des machines de remplacement. Soit une machine qui a coûté mille livres sterling ; un total de déduction pour Wear and Tear de £ 600 et une vente d'occasion qui a rapporté 50 livres, on déduira des bénéfices la différence, soit 350 livres, que l'on en paye pour la nouvelle 500 ou 1.500 ! La valeur totale du matériel pour le calcul de la dépréciation pour usure pour l'année qui suit sera la valeur écrite au jour du changement, diminuée du montant du prix de la vente d'occasion et de la déduction pour « obsolescence » et augmentée du prix d'achat du nouveau matériel.

Deux conditions sont nécessaires pour obtenir cette réduction :

1° Il faut que le matériel soit « obsolete » et non « worn out », c'est-à-dire désuet. Il est certain qu'ici il y a matière à ample discussion et que le contribuable prétendra souvent avoir un matériel désuet alors que le fisc ne le trouvera qu'un peu moins bon. C'est ainsi qu'une société de navigation, ayant vendu un de ses navires construit sept ans auparavant pour en acheter un plus moderne, n'a pu obtenir de réduction, les Commissaires spéciaux ayant décidé sur appel que le navire n'était pas désuet et le tribunal trouvant que c'était là une

question de fait, qu'il y avait des preuves à l'appui, et qu'il ne pouvait rien faire (1).

2° Il faut également que le matériel ait été remplacé. Si personne ne veut le racheter ? On le marquera comme vendu pour un prix minime, et si l'on prouve au fisc qu'on ne l'a pas gardé, il admet, en général, le bien fondé de la demande.

La déduction pour renouvellement se fait comme toutes les autres dépenses que l'on a droit de soustraire des recettes brutes, en diminuant de son montant les profits de l'année avant d'arriver à la notion du bénéfice de l'exercice en cours, et non comme cela se faisait pour le Wear and Tear après le calcul de la moyenne des bénéfices des trois périodes comptables.

A noter qu'au lieu de demander deux déductions séparées, l'une pour l'usure, l'autre pour le renouvellement, on peut renoncer à l'amortissement et faire déduire des profits, au jour du remplacement, le prix total du matériel neuf, à condition simplement que la nouvelle machine soit identique à l'autre. Si pour un ancien instrument qui avait coûté mille livres on doit en payer mille cinq cents à cause d'une hausse des prix, on pourra déduire ces quinze cents livres des recettes, mais si on en a versées 2.500 parce que l'on veut avoir quelque chose de mieux, on ne pourra en déduire que les quinze cents, coût de l'instrument équivalent.

Les deux déductions accordées en cas d'usure et de remplacement n'existent que pour ce que les Anglais appellent « machinery and plant », expression assez difficile à traduire autrement que par « machines et matériel » ; les machines

(1) The South Metropolitan Gas Co. v. Dadd. (1927). — XIII Tax C. 640.

de toutes sortes sont désignées par le premier mot, les bateaux, pontons pour charbonnage, locomotives, wagons et trucs, rails de chemin de fer, etc... par le deuxième. Cependant sous la pression de la pratique on en est venu à y inclure bien d'autres objets, tels que des comptoirs, des coffres-forts, tout l'ameublement d'hôtels (1) ou l'installation d'un dentiste, mais non la bibliothèque des hommes de loi (2). Ceux-ci peuvent néanmoins trouver quelque adoucissement en demandant une réduction pour le renouvellement (3) de livres déclassés. Il faut enfin naturellement que ces objets appartiennent en propre à la personne qui dirige l'entreprise ou à la société, ou soient loués sous condition d'être maintenus en état — (sinon c'est le bailleur seul qui peut réclamer le bénéfice de cette mesure de dégrèvement) — et soient nécessaires à la bonne marche de l'affaire.

Il est intéressant de chercher et montrer en quelques mots pourquoi l'on admet un amortissement pour l'usure des machines et du matériel et rien pour les autres items comme les meubles, les bâtiments (sauf l'exception indiquée plus loin) les baux, les brevets, etc....

Il y a une première distinction à faire entre les choses matérielles et les droits que l'on possède et qui n'entraînent jamais de déduction autorisée. Un droit peut cependant avoir une grosse valeur économique et sa disparition peut entraîner un gros préjudice, si fort*que certaines entreprises doivent, au point de vue commercial, prévoir un amortissement très important. Mais les autorités fiscales partent d'un point de vue totalement différent : elles taxent le revenu et veulent

(1) Cf. Taxation. I. 51.

(2) *Daphne v. Shaw*. (1926). — XI Tax C. 583.

(3) Tax. I. 66.

bien prendre en considération les dépenses nécessaires à sa production, mais un droit que l'on possède, s'il peut être un capital pour le titulaire, n'est pas un produit matériel et n'entraîne pas par le fait de son existence une imposition; il n'y a taxe que lorsque ce droit entre en activité et produit un revenu, et c'est ce revenu qui est taxé. En conséquence, les dépenses nécessaires à ce revenu seront déduites, mais celles qui ont créé ce droit ne le seront pas forcément. « Income, écrit Konstam, must be something capable of being turned into money; a mere privilege though it may be of value to the person who enjoys it, is not a part of his income » (1). Le rapport de la Commission Royale chargée d'enquêter sur l'impôt sur le revenu est formel sur ce point quand il déclare que, pour de nombreuses raisons, tant théoriques que pratiques, l'impossibilité en particulier d'apprécier la valeur de ces droits et le taux des amortissements « no allowance should be granted to any other asset than an inherently wasting material asset which has been created by an expenditure of capital. The allowance must not be granted in respect of a right to the income derived from any asset, it is the asset itself, and not the fact of its possession by any particular proprietor that should be considered when the allowance is in question » (2). Néanmoins on a envisagé la possibilité d'un certain amortissement pour les brevets, calculé sur le montant des dépenses exposées afin de l'obtenir, en indiquant que ces dépenses étaient indispensables pour la création du revenu qui est rendu possible par le brevet plus que pour le brevet lui-même; de même pour celles que l'on

(1) Konstam. The law of Income Tax, page 1.

(2) Rep. III. I. 191.

peut engager dans les négociations tendant à la concession d'une mine, quoique sur la valeur même de la mine, aucun amortissement ne sera accordé : ce dernier refus s'explique d'abord parce qu'il y a là un capital et non un revenu, et ensuite pour une autre raison, d'ordre plus général et qui pèse sur toute cette question des dégrèvements pour usure : à cause de la longue vie de ce capital.

La Commission Royale dont nous avons parlé et qui a très longuement étudié cette question, est arrivée à la conclusion suivante : « no allowance should be made when the life of the wasting asset is estimated to be 35 years or longer » (1). Pourquoi ? Parce que si l'on en accordait une, il faudrait pour être juste accepter également d'envisager une déduction pour l'amortissement des dépenses entraînées par la mise au point de l'élément humain, conséquence qu'il est absolument impossible d'envisager au point de vue application. « If the proprietor of a mine that produces an income of £ 5.000 a year is to be granted an allowance sufficient to enable him to replace his capital when the mine is exhausted, it would be inequitable to refuse an analogous allowance in respect of the initial capital invested in the education and training of a lawyer or surgeon or workman whose earning power is possibly of shorter duration than the life of the mine » (2). Le principe est posé très clairement, et la discussion complétée comme suit : « We think that in that practical world which alone can be considered for the purposes of taxation, the income which represents the taxable faculty is not a mathematical abstraction but that net receipt which, in the hands of its possessor, is usually regarded as income, that is to say,

(1) *Id.* 186.

(2) *Id.* 182.

as a receipt out of which current expenditure may be met, subject possibly to some general saving, but not (either in theory or practice) subject to any specific appropriation for the replacement of the capital which is used in earning the income, and which over a long period of years may waste in such use. We have found it impossible, therefore, to make any general recommendation that from the income produced by any asset an allowance should be made for the amortisation of its capital value » (1). Donc aucun amortissement pour les droits que chacun peut posséder et qui ne sont pas par eux-mêmes des revenus, ni pour le capital ou objets matériels dont la vie est assez longue, trente-cinq ans, dit la commission, en recommandant de ne donner qu'un amortissement réduit pour ceux dont la vie est plus courte, mais très peu sensiblement, afin que leur propriétaire ne puisse pas reconstituer tout son capital jouissant ainsi d'une situation par trop privilégiée par rapport à ceux dont la propriété serait évaluée d'une durée plus longue de quelques années et qui n'auraient aucun droit.

d) Dépréciation des bâtiments. Aucune n'est admise pour la cédula D. Il est vrai que la cédula A admet certains retranchements pour dépenses d'assurances contre l'incendie, pour réparations, etc... Mais ceux-ci ne correspondent pas toujours à la réalité. Lorsque ces dépenses sont supérieures à celles que l'on admet forfaitairement il y a des mesures spéciales permettant au propriétaire de récupérer ces sommes, mais uniquement lorsque les dépenses ont été réellement effectuées. Quid si, soit pour des raisons d'agrandissements ou de nou-

(1) *Id.* 184 et 185.

velle politique, soit à cause de la vieillesse du bâtiment, pour éviter de nombreuses et coûteuses petites réparations, l'on est obligé de démolir en partie l'immeuble pour le reconstruire ? Le texte parlant seulement des dépenses « réellement effectuées », les sociétés dépendent uniquement de la bonne volonté du fisc. Pendant la guerre celui-ci a souvent admis, surtout dans le second cas, quand la demande était appuyée par un devis d'architecte indiquant le coût des réparations auxquelles il aurait dû être procédé chaque année en l'absence de cette reconstruction, la déduction des sommes qui auraient été dépensées pour elles. Mais actuellement il fait de plus en plus de difficultés pour accorder ce dégrèvement qui semble pourtant des plus équitables.

De plus, étant donné l'usure rapide de certaines catégories de bâtiments, on a fini par adopter l'exception suivante en ce qui concerne les « usines, manufactures et bâtiments similaires » (mill, factory or similar premises) situés dans le Royaume Uni et qui sont la propriété de la société qui les occupe et exploite. Alors que cette société n'est taxée en vertu de la cédula A que pour la valeur locative nette (Net Assessment), elle peut déduire des recettes la valeur locative brute (Gross Assessment), bénéficiant ainsi de la différence du sixième qui existe entre les deux et qui constitue justement cette déduction forfaitaire accordée aux propriétaires en vertu de la cédula A et au titre de déduction pour réparations. Rappelons que ce sixième de la valeur locative des bâtiments possédés est déductible même pour les usines, manufactures et autres bâtiments similaires que la firme possède à l'étranger, lorsqu'elle les occupe et les exploite elle-même (1).

(1) I. T. A. 1918. Cases I et II. R. 5 et F. A. 1919. S. 18.

On a voulu étendre cette mesure à tous les bâtiments, quelle que soit leur destination, mais la durée normale d'une bonne construction étant très longue et leur valeur plus importante parfois après cinquante ou cent ans d'existence qu'au lendemain de leur érection, il semble qu'il n'y a pas de raison pour l'admettre et c'est dans ce sens que s'est prononcée la Commission Royale dont nous avons parlé plus haut : « We are opposed to the extension to other classes of buildings of the allowance for depreciation of mills and factories. Further we consider that the allowance made in respect of that particular kind of buildings should be subject to the general conditions governing all allowances for wasting assets and should not take the form of a fixed percentage of the annual value » (1).

e) Il y a eu, pendant et après la guerre des mesures spéciales, cas d'espèce disparus depuis, en particulier pour les machines mises hors d'usage du fait de la guerre, que des établissements contrôlés avaient installées spécialement en vue de la production militaire à grands frais souvent, et qui ne pouvaient plus servir une fois la paix revenue, sans modifications coûteuses. Mais ce sont des mesures transitoires, caduques aujourd'hui et dans lesquelles nous n'avons pas à entrer.

2° Pertes entraînées par la marche de l'affaire.

a) Les dettes, aussi bien mauvaises que douteuses. Avec cette différence que pour les premières il faudra une liste à présenter au fisc chaque année s'il la demande, tandis que pour les autres il suffit d'une estimation que les Commissaires peuvent d'ailleurs discuter. En tout cas, on n'admet cer-

(1) Rep. III. III. 222.

tainement aucun versement d'une somme globale ou d'un pourcentage pris sur les recettes et affecté à une réserve quelconque, et toute dette remboursée postérieurement à sa mise sous cette rubrique et sa défalcation doit être ajoutée aux recettes de l'exercice dans le cours duquel a lieu sa récupération.

b) Les pertes de marchandises en magasin sont à déduire naturellement des recettes, quelle que soit la raison de la perte, parce que ce sont les risques du métier qui veulent que ces marchandises courent certaines chances. Mais on doit dans ce cas faire la différence de l'indemnité versée en compensation de la perte par l'assurance s'il y en a une. Les pertes sur les bâtiments ou le matériel (plant) sont considérées comme des pertes de capital et ne se déduisent pas.

c) Les pertes provenant de vols, cambriolages, détournements, etc... sont aussi le plus souvent admises à venir en déduction des recettes pour les mêmes raisons et avec la même défalcation quand il y a lieu. En cas de négligence des propriétaires, la question devient une question d'appréciation ; il s'agit de savoir s'il y a eu faute en dehors de celles qui sont naturelles et permises, et dans l'affirmative, le propriétaire peut rester seul responsable des conséquences pécuniaires entraînées par elle en ce qui concerne le fisc.

C. — *Dépenses légales.*

1° L' « Excess Profits Duty », ou impôt sur les bénéfices excessifs, se déduit. Nous avons vu qu'il n'en était pas de même pour l'impôt sur le revenu. Le même raisonnement est pourtant valable pour les deux charges, puisque toutes deux sont des dépenses faites non en vue de la réalisation des béné-

fices, mais postérieurement et nous savons que le fisc ne s'occupe pas, avant de frapper les profits, de savoir de quelle façon ils sont distribués. La seule raison de cette exception est que l'« Excess Profits Duty » a été un impôt extraordinaire et temporaire, pesant très lourdement sur les sociétés auxquelles on a accordé ce petit avantage en contre partie.

2° Le « Corporation Profits Tax » pour la période pendant laquelle il a été en vigueur, sans qu'aucune raison théorique puisse expliquer cette différence avec l'impôt sur le revenu.

3° Tous les impôts et taxes locaux, de quelque genre que ce soit.

4° Les dépenses légales de l'affaire qui sont considérées comme des dépenses de revenus, et les dépenses judiciaires : coût des livres de comptabilité et de leur entretien, frais de procès, dommages et intérêts payés pour des dégâts commis en raison de la marche même de l'entreprise, etc... En ce qui concerne les frais judiciaires qu'il est loisible de déduire, et ceux qui ne rentrent pas dans cette catégorie, on a pu donner la directive suivante : toutes dépenses concernant un procès engagé pour défendre un droit existant ou que l'on croit exister sont déductibles ; au contraire pour celles de procès cherchant à établir un nouveau droit » (1).

D. — *Dépenses diverses.*

1° Frais divers de l'affaire, et qui ne rentrent dans aucune autre classe : timbres, frais de correspondance et autres frais généraux.

2° Location de wagons, car le transport des marchandi-

(1) Taxation. I. 4.

ses est une chose primordiale, et d'une telle importance qu'on est obligé d'en admettre tous les frais. Mais en cas de location-vente, ce n'est que la partie du prix qui correspond à la location qui est déductible; celle qui représente le coût de l'achat, ou même la valeur de l'option d'achat, dans le cas où le locataire s'en serait fait donner une, n'est considérée que comme une dépense de capital (1).

3° Les cotisations aux Trade Associations, dans les cas où ces groupements sont reconnus, ainsi que nous l'avons établi supra (2).

4° Autrefois les droits d'auteurs qui se déduisaient, alors que les redevances pour brevets ne se déduisaient pas; il était bien difficile d'expliquer théoriquement et d'une façon logique cette différence de traitement. Comme nous l'avons vu également supra, aucune de ces sommes ne se déduit actuellement pour l'I. T.

SECTION III. — MODIFICATIONS APPORTÉES POUR L'APPLICATION DU CORPORATION PROFITS TAX

La section 53, article 2, de la loi de finances de 1920 qui crée cet impôt pose en principe que le calcul des bénéfices doit se faire comme pour l'impôt sur le revenu, cédule D que ces bénéfices soient imposables sous ladite cédule ou non. Elle prévoit ensuite un certain nombre de cas particuliers, les uns simple rappel de ceux que nous venons d'étudier, la plupart cependant modifiant les bases en vigueur pour l'I. T. Il faut se rappeler, en effet, que les deux impôts n'ont

(1) *Darngavil Coal Co. Ltd. v. Francis.* (1913). — VII Tax C. 1.

(2) Page 78.

pas la même raison d'être, que l'impôt général sur le revenu doit en définitive retomber sur les actionnaires sans frapper une seconde fois les sources de revenu déjà touchées par une autre cédula, tandis que l'impôt sur les bénéfices des sociétés doit, en principe, rester à la charge de la firme dont il augmente les frais généraux et frappe tous les bénéfices.

Voici les changements :

1° Dans le calcul des recettes il faut faire entrer « tous les profits et gains provenant de terres, tenures ou héritages faisant partie de l'actif de la société... et encaissés pendant la période d'exercice » (profits shall include all profits and gains arising from any lands, tenements, or hereditaments forming part of the assets of a company... and received in the accounting period) (1), sauf naturellement si ces gains ont déjà payé le C. P. T. en vertu du principe qu'on ne doit pas asseoir deux fois le même impôt sur une même recette.

2° Aucune déduction n'est accordée pour une somme payée au titre du C. P. T., ce qui est plus normal que celle qui est prévue dans les règles de l'impôt sur le revenu, mais on en accorde une pour l'« Excess Profits Duty », même payé à l'étranger, sous la même forme ou sous une forme similaire et aussi pour le « Mineral Rights Duty » et l'« Excess Mineral Rights Duty ». Rappelons pour mémoire que ni pour le C. P. T. ni pour l'I. T. il n'est accordé de diminution au nom des sommes versées en l'acquit de l'impôt sur le revenu.

3° Aucune déduction n'est accordée pour la valeur annuelle des bâtiments occupés par la société, car, au contraire de ce qui se passe pour l'I. T., ces immeubles ne sont pas taxés d'un autre côté au titre de cet impôt. Il n'empêche que

(1) 53. 2. a.

c'est un sérieux handicap aux entreprises qui travaillent dans leurs propres bâtiments, puisque les autres peuvent déduire des recettes les loyers versés. Cette différence de traitement n'existe pas en fait lorsqu'il s'agit de l'I. T. Soit, en effet, une société A qui possède ses propres bâtiments dont la valeur locative est 500 livres sterling. Pour l'impôt sur le revenu cette société est imposée au titre de la cédule A pour cette valeur locative moins un certain pourcentage forfaitaire accordée pour réparations, mais elle déduit de ses recettes cette valeur nette dans certains cas et totale s'il s'agit d'usines ou immeubles similaires. La société B. n'a pas d'immeubles et doit en louer un : elle déduit le loyer de ses bénéfices, mais le propriétaire a calculé ce loyer de façon à recevoir outre le montant de l'impôt sur le revenu à payer, l'équivalent de la valeur locative. En fait donc, les deux maisons vont se trouver dans le même cas ; A. déduit de ses recettes la valeur locative et paye l'impôt sur le revenu sous la cédule A, B ne paye pas cet impôt, mais son loyer est approximativement égal à la valeur locative de l'immeuble loué augmentée de l'impôt. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le C. P. T. A. ne peut rien déduire pour la valeur des immeubles qu'il possède et paye donc la taxe sur cette valeur ; au contraire B. a toujours le droit de diminuer le montant de ses recettes des loyers versés et que le propriétaire n'augmentera pas, d'abord parce qu'il y a probablement un bail et ensuite parce qu'il est assez rare que le bâtiment appartienne à une « *limited company* » et soit soumis à cet impôt. Mais le fisc ne veut pas ou ne peut pas admettre ce point de vue ; les immeubles sont la propriété de la société et celle-ci doit payer l'impôt sur leur valeur.

4° Le principe du stoppage à la source n'existe pas puis-

que le C. P. T. doit rester à la charge de la Société. En conséquence la règle défendant de déduire des bénéfices aucun des paiements annuels faits par le groupe ne joue pas, et ces dépenses seront déductibles des recettes suivant qu'elles seront indispensables à la bonne marche de l'affaire ou non, qu'elles seront des dépenses concernant l'exploitation ou le capital, etc...

5° Cependant, comme pour l'I. T., les intérêts des emprunts permanents ne se déduisent pas. Ce n'est d'ailleurs pas parce que la société agit comme un collecteur d'impôts, puisque, ainsi que nous l'avons vu, celui-ci doit, en principe, incomber au groupe lui-même, mais parce que l'on n'a pas voulu favoriser les sociétés dont le capital actions assez faible est compensé par des émissions très fortes d'obligations, dont les bénéfices commerciaux seraient les mêmes et les bénéfices imposables très différents parce que les unes pourraient en déduire l'intérêt des obligations très nombreuses, tandis que les autres ont leur capital surtout en actions ordinaires.

D'ailleurs une société anglaise qui le préfère a le droit de déduire de ses recettes les intérêts servis aux obligataires de même que les dividendes payés aux porteurs d'actions de préférence, à condition que ce dividende soit fixe et que ces actions et obligations aient été émises avant l'entrée en vigueur de la présente loi sur le C. P. T. Dans ce cas le taux de l'impôt au lieu de 5 % est de 10 % (1).

La loi a pris soin de préciser les emprunts qu'elle visait : « l'expression « emprunt permanent » signifie un emprunt d'un caractère permanent, gagé par une hypothèque, par des obligations ou autrement sur l'actif ou les revenus d'une so-

(1) 52, 1, b.

ciété, et qui, s'il est sujet à remboursement, ne peut être remboursé qu'après un préavis de trois mois ». (The expression « permanent loan » means a loan of a permanent character which is secured by mortgage or debentures or otherwise on the assets or income of a company and which, if subject to repayment, is subject to repayment at not less than three months' notice) (1).

Des obligations remboursables à 3, 5 ou 7 ans, après renouvellement, et sans préavis, ont été néanmoins considérées comme emprunts permanents (2) parce que le jour du remboursement est connu et qu'il y a donc préavis de toute la période qui s'écoule entre la date de l'émission ou du renouvellement et celle du remboursement.

Cependant certaines sociétés peuvent déduire de leurs recettes les intérêts payés sur hypothèques dans le cas prévu par la loi de finances de 1921 (section 57) : « 1. Where not less than one half of the gross income of any company is derived from the rents or profits of lands or tenements in the United Kingdom, then, notwithstanding anything in proviso (b) to subsection (2) of section fifty three of the Finance Act, 1920, there shall, in determining the profits of the company for the purposes of the corporation profits tax, be allowed a deduction in respect of the interest on any mortgages charged on those lands or tenements, but not including interest on any debentures charged on all the assets of the company. — 2. This section shall be deemed to have had effect as from the commencement of the Finance Act 1920 ». Ces sociétés, en effet, s'occupent du développement de la terre et sont obligées, pour trouver des ressources suffisantes, de laisser pren-

(1) 52, 3, dernier alinéa.

(2) *Yorkshire Railway Wagon Co. v. C. I. R.* — 41 T. L. R. 48.

dre des hypothèques. Or, elles sont des plus utiles, et les imposer sur le montant des intérêts qu'elles doivent servir aux créanciers hypothécaires serait compromettre fortement leur activité.

Par opposition à la non déduction des intérêts des emprunts permanents, il y a lieu de faire figurer au passif de l'entreprise les intérêts des prêts à court terme et des crédits bancaires. Il en est d'ailleurs de même pour l'I. T. avec cette seule différence que ces intérêts sont toujours déductibles pour cet impôt, tandis que dans le cas du C. P. T. on ne les déduit pas si l'argent a été fourni par une personne ayant, directement ou indirectement, seule ou en commun avec d'autres, un droit de contrôle dans la société : « no deduction shall be allowed in respect of... interest on money borrowed from a person having a controlling interest in the company, whether directly or indirectly, or whether solely or jointly with other persons » (1).

Reste à savoir ce qu'il faut entendre par « un pouvoir de contrôle, direct ou indirect, par une personne seule ou en commun avec d'autres ». Il a été décidé dans un cas d'espèce qu'il suffit d'avoir la prépondérance dans l'assemblée des actionnaires et que si les directeurs ont cette prépondérance simplement par le nombre d'actions qu'ils possèdent, ces clauses s'appliquent, même si la liberté d'action de ces dirigeants reste entière (2). Les directeurs avaient effectivement 4.300 actions sur un total de 7.600, mais rien de plus, puisque leurs appointements étaient fixés par un managing director, nommé par l'assemblée générale et qui ne disposait

(1) 53, 2, b.

(2) Glasgow Expanded Metal Co. v. C. I. R. (1923). — S. C. 365. Ct. of Sess.

pas de la moitié des actions. Mais cette décision a été rendue à propos de l'Excess Profits Duty, dont le texte vise les sociétés « whose directors have a controlling interest » (1) et permet ainsi de regarder le groupe des directeurs dans son ensemble et comme formant un corps. Le texte du C. P. T. est rédigé d'une façon sensiblement différente; aussi est-il impossible d'étendre à cette dernière matière le jugement rapporté. Pour qu'il y ait intérêt contrôlant dans le sens du C. P. T., il faudra donc qu'une personne à elle seule possède la majorité des actions (2). Sur la question de savoir ce qu'il faut entendre par « jointly with other persons », il n'y a pas eu de décision. Il est probable qu'il faudrait que les personnes possédant ensemble la majorité des actions soient liées entre elles par un traité quelconque assurant une certaine unité d'action.

6° On admet une déduction pour les redevances versées pour usage d'un brevet etc... ce qui constitue une assez forte différence avec les règles de l'I. T. Cette déduction, d'ailleurs, est interdite lorsque les redevances sont payées à une personne ayant un intérêt de contrôle dans la société, dans les conditions que nous venons de voir.

7° Comme pour l'impôt sur le revenu, on déduit des recettes les sommes versées à titre d'appointements aux directeurs, administrateurs et toutes personnes travaillant et collaborant à la conduite de la société. Mais quand ces personnes ont un pouvoir de contrôle, on ne déduit leurs appointements que jusqu'à concurrence de mille livres sterling, pour éviter qu'elles ne frustrant le fisc de cet impôt en faisant augmenter leurs appointements au détriment de ce qu'on appellera bé-

(1) F. A. 1916, s. 49, § 1.

(2) B. W. Noble Ltd. v. C. I. R. (1926). — XII Tax C. 911.

néfices nets : « any deduction allowed in respect of the remuneration of any director, manager or other person concerned in the management of a company, who has a controlling interest in the company, whether directly or indirectly, and whether solely or jointly with any other persons, shall not exceed an amount calculated at the rate of one thousand pounds per annum » (1). Il a été bien entendu au cours de la discussion du projet que c'est une déduction de mille livres par personne entrant dans la définition de cette clause et non mille livres en tout et pour toutes.

8° Pour ce qui est de l'usure, et du renouvellement, la loi a laissé au commerçant, à la demande de M. Balfour, le choix entre la déduction autorisée pour l'I. T. et celle que l'on admet pour l'« Excess Profits Duty » : « no deduction on account of wear and tear or renewals or obsolescence or any expenditure of a capital nature for the development of the company or otherwise in respect thereof shall be allowed other than such as may be allowed under the enactments relating to income tax or excess profits duty, whichever be the greater » (2).

Nous avons vu comment on calculait ces sommes pour l'application de l'impôt sur le revenu.

Les déductions pour l'impôt sur les bénéfices anormaux sont prévues dans la loi de finances n° 2 de 1915 (3), qui admet un amortissement spécial pour :

a) Le fait d'avoir différé ou suspendu les réparations et le renouvellement des machines pour causes de guerre et les dommages qui ont pu en résulter.

(1) 53, 2, c.

(2) 53, 2, e.

(3) Section 40, § 3.

b) La dépréciation exceptionnelle entraînée par la guerre et due à la continuité ou l'intensité des travaux.

c) Les stocks de matériaux entassés en vue de la guerre et inutilisables actuellement.

d) La dépréciation exceptionnelle de ces stocks.

Dans tous les cas, la loi autorise une déduction équivalente à la dépréciation réelle et qui est le plus souvent de beaucoup supérieure à celle pour usure accordée dans l'impôt sur le revenu. Cette somme pouvait d'autant plus facilement être prévue avec plus de précision que la loi était passagère et visait un nombre de cas beaucoup plus restreint.

Pour que la société ait droit à cette déduction spéciale, il faut :

a) Qu'elle réponde aux conditions indiquées plus haut quant à la nature des déductions demandées;

b) Que le matériel pour lequel elle le demande soit de ceux qui donne droit dans les conditions ordinaires à la déduction pour la dépréciation due au « wear and tear »;

c) Que la demande spéciale soit faite dans le délai de rigueur à l'Inspecteur des Contributions qui s'occupe de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices anormaux; l'appel s'il y a lieu, se porte devant les Commissaires spéciaux ou les Commissaires locaux, au choix du contribuable.

Cette clause ne joua d'ailleurs que jusqu'en 1925. A cette date, en effet, disparut définitivement l'impôt sur les bénéfices anormaux, il n'y eut donc plus de déduction spéciale en vertu de cette taxe et plus de choix.

Un cas assez curieux est celui qui se produit lorsque par suite du jeu du rapport des sommes dont la déduction est possible au titre de l'amortissement, on a un total différent pour

l'I. T. et pour le C. P. T. Dans ce cas il peut surgir des difficultés dont voici un exemple. Une société après deux années de déficit fait de gros bénéfices pour l'année 1919-1920 et présente comme bilan des bénéfices : rien pour l'I. T., en vertu de la moyenne triennale, un très gros chiffre pour le C. P. T. La déduction pour usure se montait pour l'année courante à environ 10-11.000 livres et ajoutée à celles des années précédentes, non déduites faute de revenu, à £ 43.000. Les Commissaires du Revenu Intérieur refusèrent de déduire des recettes la totalité de ces sommes pour le calcul des bénéfices en vue du C. P. T. parce que quoique déductibles de l'I. T. de l'année elles représentaient l'amortissement des années précédentes, et qu'on ne peut déduire de l'impôt pour un exercice des allocations accordées pour une époque antérieure, pendant laquelle cet impôt n'existait pas encore, qu'autrement rien n'empêcherait la société de déduire à nouveau l'année suivante le même montant qui serait celui autorisé pour l'I. T. Le seul montant admissible était celui que l'on aurait admis pour l'I. T. s'il n'y avait pas eu d'arriéré, soit 10-11.000 £ ou celui de l'impôt sur les bénéfices anormaux, qui était de 14.000. En appel les Commissaires spéciaux, puis le Tribunal donnèrent raison à la société qui avait le droit d'additionner pour l'I. T. les déductions autorisées d'année en année, jusqu'à complète extinction, et pour le C. P. T. de déduire le montant calculé pour l'I. T. Mais la Cour d'Appel est revenue à la décision des Commissaires du Revenu Intérieur : « You have in both cases to look at the particular accounting period, the actual profits arising in the accounting period and the deduction which may be allowed as representing the diminished value by reason of wear and

tear for the year. Therefore by a parity of reasoning you look at the present, not at the future, nor at the past » (1).

9° et 10° Deux autres mesures de caractère très général, trop simples et logiques pour nécessiter de longs développements.

9° « Il ne sera pas autorisé de déduction en ce qui concerne les transactions ou opérations de toute nature qui ont réduit artificiellement la somme qui doit être prise comme montant des bénéfices de la société en vue de l'application de cette partie de la présente loi. — No deduction shall be allowed in respect of any transaction or operation of any nature, which has artificially reduced the amount to be taken as the amount of the profits of the company for the purposes of this Part of this Act » (2).

Cette règle semble des plus naturelles, mais elle était assez utile étant donné les sentiments sportifs avec lesquels on regarde les tentatives de la pratique pour tâcher de se soustraire aux impôts existants. En effet, aucun mépris ne s'attache à ceux qui essayent de se mettre hors d'atteinte de la loi fiscale en arrangeant leurs affaires pour qu'elles ne tombent plus sous le coup du texte : « It is perfectly open for persons to evade this particular tax if they can do so legally. I again say I do not use the word « evade » with any dishonourable suggestion about it. If certain documents are drawn up, and the result of those documents is that persons are no liable to a particular duty, so much the better for them » (3); mais

(1) I. R. C. v. New-York and Pacific Steamship Co. Ltd. — 19 Ll. L. R. 150.

(2) 53, 2, d.

(3) S. W. Hawker v. J. Compton. (1922). — VIII Tax C. 313, paroles du juge Sankey.

encore un acte ne saurait être regardé comme nul parce que son seul but est d'échapper à un impôt quelconque : « I do not think that the mere fact of a deed being entered into only for the purpose of evading the income tax, would be sufficient to say that the deed cannot be considered and that the person is liable to income tax in spite of it; because if it is possible to make a deed which can evade income tax and do it legally, that is one matter » (1). Les magistrats des juridictions supérieures ont sur ce point le même avis : « My Lords, the highest authorities have always recognised that the subject is entitled so to arrange his affairs as not to attract taxes imposed by the Crown, so far as he can do so within the law, and that he may legitimately claim the advantage of any express terms or of any omissions that he can find in his favour in taxing Acts. In so doing, he neither comes under liability nor incurs blame » (2).

On voit que sur ce point la loi du C. P. T. est plus sévère et qu'un acte qui a pour but de frustrer le trésor d'une partie de l'impôt qui aurait dû être payé, restera valable pour l'impôt sur le revenu, mais non pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Il n'en reste pas moins pour le fisc la nécessité de prouver que l'opération est artificielle. On a d'ailleurs sanctionné le fait d'une façon très stricte, et qui contraste avec les textes cités plus haut, en décidant que dans ce cas et sur « summary conviction », c'est-à-dire avec une procédure moins longue et beaucoup moins dure pour le plaignant au point de vue de l'administration de la preuve, une amende

(2) *Idem*, page 314.

(3) *C. I. R. v. Fisher's Executors.* (1926). — X Tax C. 340, paroles de Lord Sumner.

est prononcée qui peut aller jusqu'à 500 livres et frappe la société et en cas de société étrangère son représentant.

10° Pour les contrats non achevés pendant la période d'exercice sur laquelle porte l'impôt, la perte ou les profits réalisés ou estimés seront répartis proportionnellement à la durée totale du contrat. Cette mesure, ajoutée à la demande expresse de M. Holmes, prévoit d'ailleurs que les Commissaires du Revenu Intérieur pourront en décider autrement : « In the case of any contract extending beyond one accounting period from the date of its commencement to the completion thereof, and only partially performed in any accounting period, there shall (unless the Commissioners of Inland Revenue owing to any special circumstances otherwise direct) be attributed to each of the accounting periods in which such contract was partially performed such proportion of the entire profits or loss, or estimated profits or loss, in respect of the complete performance of the contract as shall be properly attributable to such accounting periods respectively, having regard to the extent to which the contract was performed in such periods » (1).

SECTION IV. — CAS SPÉCIAUX

A. — *Assurances.*

En vertu de la loi de 1918 qui est le texte fondamental de l'impôt sur le revenu, et la règle 15 des cases I et II de la cédule D, on traite la branche assurances-vie des sociétés d'assurances qui exploitent d'autres branches comme une entreprise ayant une existence propre et individuelle et dans laquelle :

(1) 53, 2, k.

1° Tous les intérêts des placements sont considérés comme des bénéfices ;

2° Il y a des déductions spéciales prévues ;

3° Mais, si l'exercice se solde par une perte, on en autorise la compensation avec le solde créditeur des autres branches.

La loi sur l'impôt sur les bénéfices des sociétés prévoit aussi un cas dans lequel cette branche doit être considérée comme ayant une existence particulière, c'est lorsqu'il s'agit de faire le calcul de toutes les sommes qui sont réservées, attribuées ou dépensées pour « les porteurs de police ou bénéficiaires d'annuités » : ces sommes, en effet, sont déductibles de recettes de la Société, mais uniquement proportionnellement aux recettes qui comptent dans les bénéfices. Quoique les revenus des placements soient considérés comme recettes dans le cas des assurances, ceux sur lesquels on a déjà payé le C. P. T. ne doivent pas figurer à nouveau dans le bilan actif. Aussi on répartit les dépenses faites pour les porteurs de police et les rentiers proportionnellement aux recettes qui sont et à celles qui ne sont pas des bénéfices. « In the case of a company carrying on the business of life assurance the part of the profits belonging or allocated to, reserved for or expended on behalf of policy holders or annuitants shall be apportioned between the profits of the company directly liable to assessment to corporation profits tax and the profits not so liable, and a deduction shall be allowed of the amount so apportioned to the profits so liable » (1). Mais c'est le seul cas où la branche assurance sur la vie est considérée comme ayant une existence indépendante.

(1) 53, 2, 1.

Dans le cas de sociétés mutuelles d'assurances, il n'y a pas de bénéfices si la société n'assure que ses membres ; mais si elle consent à étendre sa protection à des risques encourus par des étrangers, les gains provenant de ces transactions sont considérés comme étant des profits et peuvent donner lieu par suite à l'application du C. P. T.

Les assurances contre l'incendie bénéficient aussi, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, d'une situation un peu spéciale et la loi sur le C. P. T. ne parlant pas de ces sociétés, il est probable que les mêmes stipulations s'étendent. Souvent un contrat est passé qui ne correspond pas exactement à l'exercice pour lequel on fait le bilan et la prime est pourtant payée en une seule fois : on a donc la recette totale dans les comptes d'une année et une partie plus ou moins grande des risques couverts ne jouent que pour l'année suivante. Pour corriger cette situation on a admis qu'il était licite de diminuer les bénéfices d'une année de certaines sommes représentant les risques à couvrir pendant l'exercice postérieur (1). Mais il n'y a pas là de principe absolu, c'est tout simplement une question d'équité, et on a vu de nombreux cas d'espèce dans lesquelles le principe contraire a été appliqué purement et simplement (2).

B. — *Coopératives.*

Sous l'empire des textes concernant l'impôt sur le revenu, les sociétés coopératives ne sont passibles de cette charge que pour le montant des bénéfices provenant de leurs transactions

(1) Sun Insurance Off. v. Clark. (1912). — A. C. 443.

(2) Imperial Fire Co. v. Wilson. (1876). — 1 Tax C. 71. — General Accident, Fire Co. V. Mac Gowan. (1908). — A. C. 207.

avec des personnes qui ne sont pas membres du groupe. Nous avons vu que le C. P. T. après avoir fait triompher le principe contraire et imposé tous les profits, même effectués à la suite d'opérations avec les membres de la société, est revenu très vite au principe traditionnel.

Il faut remarquer d'ailleurs que « toutes sommes payées à titre de bonification, de remise ou de dividende sur les achats seront considérées comme dépenses commerciales. Ces sommes pourront en conséquence donner lieu à une déduction ». Cette autorisation qui réduit dans des proportions énormes les bénéfices imposables n'est accordée d'ailleurs que pour les coopératives commerciales enregistrées « conformément à l'Industrial and Provident Societies Act, 1893 » (profits shall include in the case of mutual trading concerns the surplus arising from transactions with members, and in the case of a society registered under the Industrial and Provident Societies Act, 1893, any sums paid by way of bonus, discount or dividend on purchases, shall be treated as trade expenses, and a deduction shall accordingly be allowed in respect thereof) (1).

C. — *Brasseries.*

Aucun texte spécial n'a été établi pour ces sociétés, mais de nombreux procès ont été engagés par elles ou contre elles, et l'on est arrivé à établir cette règle très intéressante que les maisons de vente, que les brasseries pouvaient s'attacher par contrat, ne constituent pas d'affaire différente, ayant une existence individuelle, et par conséquent que toute dépense effectuée pour ces maisons se déduit des recettes de la brasserie.

(1) §3, 2, h.

Il en est ainsi pour le loyer payé pour ces « tied houses », car le loyer revenant tous les ans ne peut en aucun cas être considéré comme un « capital matter », et dans le cas où le débit est la propriété de la brasserie et est loué au commerçant en détail à un prix de faveur pour favoriser la vente des produits de la brasserie propriétaire, la différence entre la valeur locative du débit et le loyer que la brasserie en retire peut être considérée comme une dépense de l'affaire et être déduite des recettes (1). D'ailleurs, la Commission Royale qui a longuement étudié tout le mécanisme de l'impôt sur le revenu en 1919 et 1920 et dont une partie des suggestions a été réalisée depuis, a protesté contre cette mesure (2).

Les réparations de ces débits, les licences de vente des boissons alcooliques, les assurances contre le feu, etc... de ces « tied houses » ont tour à tour été considérées comme des dépenses commerciales de la brasserie. Il a même été décidé dans un cas d'espèce (3) que les pertes subies dans un commerce de banque par des brasseurs qui s'étaient constitués banquiers au profit exclusif de leurs clients, étaient déductibles des recettes de la brasserie, car c'était pour le plus grand bien de leur établissement qu'ils avaient déployé cette activité bancaire. D'un autre côté cependant il faut signaler un autre jugement (4), où il a été prononcé que les sommes dépensées par des brasseurs essayant d'acquérir de nouvelles licences, afin d'ouvrir de nouveaux débits, n'étaient pas déductibles, car elles devaient être considérées comme des dépenses de capital.

(1) *Usher Wiltshire Brewery Ltd. v. Bruce*. (1914). — 2: K. B. 891. (1915). — A. C. 433.

(2) Rep. III. S. V. § 235. k.

(3) *Reid's Brewery Co. Ltd. v. Male*. (1891). — III Tax C. 279.

(4) *Southwell v. Savill Brothers Ltd.* (1901). — IV Tax Cas. 430.

Le jugement « Usher » a eu un grand retentissement à cause des principes libéraux qu'il semblait instaurer et on a pensé un moment qu'on pourrait les étendre à d'autres matières. Mais il faut bien considérer qu'avec le système des « tied houses » aucune brasserie ne pourrait s'installer ni prospérer si elle ne s'assurait le concours de débits, car elle n'aurait aucun écoulement possible pour sa production. L'exploitation des maisons de vente au détail, est donc indispensable à la bonne marche de la brasserie, et ne constitue pas un commerce supplémentaire ou adjoint.

C'est pourquoi le traitement applicable aux brasseries quoiqu'il semble spécial, rentre dans les principes généraux de l'impôt sur le revenu, et le « Master of the Roll » a dit avec raison dans un cas où l'on a essayé d'étendre l'application du jugement précédent : « I think that it would be a very serious mistake, and very misleading, if the principle of the Usher's Wiltshire Brewery case was supposed to be this : if you can find that the expenditure has been made on commercial lines advantageously for the business, if you are able to say that, then you are entitled to apply the rule in the Usher's Wiltshire Brewery case and secure any deduction. I do not think the rule was intended to be laid down so widely ; you would have to scrutinise the expenditure very narrowly to find out whether it were laid out for the purpose of the subject's trade, and then ask the second question, was it laid out wholly for the subject's trade and exclusively for his trade »... (1).

D. — *Sociétés subsidiaires.*

« Lorsqu'une société... détient, soit en son propre nom, soit au nom d'un mandant, la totalité du capital ordinaire

(1) Union Cold Storage Ltd. v. Jones, 129. L. T. 512. — VIII. Tax C. 725.

d'une autre société... ou la portion de ce capital qu'un seul actionnaire peut légalement posséder », elle peut, sur sa demande, être imposée sur le total des bénéfices des deux sociétés, comme si à elles deux, elles n'en faisaient qu'une : « Where a company (hereinafter referred to as « the principal company ») holds either in its own name or in that of a nominee the whole of the ordinary capital of any other company (hereinafter referred to as « the subsidiary company ») or so much of that capital as under the general law can lawfully be held by a single shareholder, the profits of the subsidiary company shall, if an application in that behalf is made by the principal company, be treated for the purposes of this Part of this Act as being the profits of the principal company as if the subsidiary company were a branch of the principal company, and the subsidiary company shall not be separately assessed to tax under this Part of this Act » (1).

Nous avons ici un droit de la société principale, non une obligation : « if an application is made by the principal company ». S'il n'y a pas de demande dans ce sens les deux maisons seront donc traitées comme constituant deux sociétés totalement indépendantes. A remarquer que pour l'impôt sur les bénéfices anormaux, la législation est différente ; « Where any company, either in its own name or that of a nominee, owns the whole of the ordinary capital of any other company carrying on the same trade or business or so much of that capital as under the general law a single shareholder can legally own, the provisions of Part III. of this Act as to excess profits duty and the pre-war standard of profits shall apply as if that other company were a branch of the first named

(1) 53, 3.

company, and the profits of the two companies shall not be separately assessed (1)

Et pour l'impôt sur le revenu ? Il n'y a aucun texte spécial, on applique donc celui qui existait au moment de la refonte des textes qui visent cet impôt, celui de 1918. La question est très importante et les cas d'espèces dont les tribunaux ont eu à connaître très nombreux. Prenons en effet une société résidente qui est en relations étroites avec une autre située à l'étranger. Si la maison étrangère est une simple associée, la firme anglaise ne paiera l'impôt que sur la partie des bénéfices qui lui reviennent ; si au contraire la première est une véritable filiale de la seconde, celle-ci paiera l'impôt sur la totalité de ses bénéfices, qu'ils aient été réalisés directement par elle ou uniquement par cette filiale. On voit l'importance de la question et qu'elle va se poser pour le C. P. T. aussi bien que pour l'I. T., avec les différences inhérentes à la nature de chacun de ces impôts et aux textes qui les régissent. Or en mettant à part le simple cas où la société anglaise possède tout ou majorité du capital de la maison étrangère, cas dans lequel elle peut demander à ce que les deux firmes soient considérées comme n'en faisant qu'une, s'il y a en plus contrôle effectif de l'une par l'autre, on se trouve en dehors du cas régi, et le fisc anglais rejette alors le texte spécial que nous avons vu pour adopter une règle qui lui est plus favorable et décide qu'il y a alors une seule société et une succursale ou filiale. On voit que l'on a interprété restrictivement le texte qui semblait vouloir donner certaines libertés aux sociétés, et comme le plus souvent il y aura contrôle en même temps que

(1) F. (n° 2) Act 1915. 4^e cédula. Part. 1^{re}, 6.

possession de la majorité du capital, ce texte ne jouera pas souvent, mais il jouera tout de même parfois.

Quel est le critère qui pourra indiquer si la société secondaire est une simple filiale ? Il n'y a pas de texte. C'est une simple question d'appréciation, une question de fait : il faut que la société principale ait un certain droit d'immixtion dans la direction de l'autre, ce droit fut-il uniquement théorique. Ainsi que nous venons de le dire, le fait de posséder la majorité des actions de l'autre société (1) ou même leur totalité (2) et d'avoir les mêmes directeurs pour les deux entreprises, ne prouve rien du tout, s'il n'y a pas d'autres indices établissant la subordination de la société secondaire.

Il a bien été décidé qu'un industriel résidant en Angleterre et associé dans une maison d'Australie peut ne payer l'impôt que sur les bénéfices qu'il touche dans le Royaume Uni (3), mais c'est en vertu d'une erreur d'imposition qui a fait qu'on ne peut étendre cette solution à aucun autre cas.

Un autre jugement très défavorable au fisc a été rendu à propos (4) d'une société anglaise créée à Londres pour exploiter des brasseries situées en Amérique et obligée de par les lois des Etats-Unis de créer une société américaine pour diriger les exploitations locales ; toutes les actions de la société américaine étaient aux mains de la maison anglaise, à l'exception de sept, détenues par les sept trustees dirigeant l'exploitation d'Amérique, les comptes se faisaient sur les lieux, mais étaient vérifiés à Londres où l'on déclarait le dividende : il fut décidé que l'on avait affaire à deux sociétés différentes. Mais

(1) Kodak Ltd. v. Clark. (1902). — 2. K. B. 450.

(2) Gramophone and Typewriter Ltd. v. Stanley. (1908). — 2. K. B. 89.

(3) Colquhoun v. Brooks. (1889). — 14 A. C. 493.

(4) Bartholomey Brewing Co. v. Wyatt. (1893). — 2. K. B. 499.

depuis, dans des cas plus ou moins analogues, on s'est prononcé dans le sens contraire (1) : on a déclaré qu'il y avait succursale parce que la maison de Londres avait le droit théorique de révoquer les directeurs locaux, quels que fussent les pouvoirs de ces directeurs sur les autres points et quoique ce droit n'ait jamais été exercé.

N'oublions pas que, du moment qu'il y a question de fait, il y a pouvoir souverain d'appréciation des Commissaires Généraux ou Spéciaux et que les tribunaux de droit commun ne se reconnaissent le droit d'intervenir que si la décision dont on se plaint n'est pas suffisamment motivée (2).

La conclusion à laquelle il faut s'arrêter sur cette question a été mise en lumière par le juge Rowlatt dans un cas tout récent :

1° La question de la répartition des bénéfices n'a aucune importance;

2° Celle des actes de contrôle exercés dans le passé n'en a pas davantage, à moins qu'ils ne soient encore possibles; mais il faut surtout s'occuper des actes de contrôle qui ont eu lieu pendant l'exercice en cours ou qui peuvent avoir lieu.

3° Le véritable critère ne semble pas être en effet l'accomplissement de certains actes de contrôle à certains moments, mais la possibilité de les faire, l'existence d'un pouvoir théorique de contrôle pouvant être exercé le cas échéant. C'est d'ailleurs dans ce sens que la Commission Royale sur l'Income Tax voulait voir se fixer les lois et la jurisprudence. On lit dans son rapport : « The present well-established doctrine

(1) *Apthorpe v. Peter Schoenhofen Brewery Co. Ltd.* — 14. T. L. R. 370 — et *St-Louis Breweries Ltd. v. Apthorpe.* — 15 T. L. R. 113 suivis d'autres encore.

(2) *R. v. Clerkenwell General Comm. of Taxes.* (1901). — 2. K. B. 879.

in regard to control should not be weakened. Further we think that even where the trading operations of British registered companies are carried on abroad by a foreign board of directors or by means of a subsidiary company abroad, the company (and its subsidiary) should still be deemed to be controlled from within the United Kingdom, if the majority of the voting power of the company can be exercised in this country. In other words, our suggestion is that no distinction should be drawn between provable active control and complete potential control » (1).

4° Dans l'affaire en question, le directeur de la succursale de France avait reçu par procuration spéciale tous pouvoirs, mais en vertu d'un article des statuts le Conseil des directeurs anglais avait un ultime pouvoir de contrôle qui n'avait pas été supprimé. Donc, l'agence de Paris devait être considérée comme une filiale de la maison de Londres, laquelle devait justement être imposée sur tous ses bénéfices, y compris ceux réalisés en France par cette succursale et non transportés dans le Royaume Uni (2).

(1) Rep. I. II. 40.

(2) B. W. Noble Ltd. v. Mitchell. — 43 T. L. R. 102. Ce jugement a été confirmé en appel le 7 février 1927.

CHAPITRE III

Taux — Période — Mécanisme

SECTION I. — PÉRIODE

L'impôt sur les bénéfices des sociétés n'ayant existé que du 1^{er} janvier 1920 au 30 juin 1924, ne porte que sur les bénéfices réalisés pendant ce temps, et tous ceux qui sont considérés comme ayant été effectués antérieurement ou postérieurement ne sont pas taxables.

La période d'exercice pour le calcul de ces profits est de douze mois, et le fisc accepte celle que les sociétés ont prise pour leur bilan : « For the purposes of the tax under this Part of this Act, the accounting period shall be a period of twelve months ending on the date up to which the accounts of the company are usually made up » (1). Si le bilan de la Société est établi pour une date postérieure au 5 avril, date du commencement de l'année fiscale, ce bilan devient la base de l'imposition (pour le C. P. T. aussi bien que pour l'I. T.), pour l'année fiscale qui commence au 5 avril suivant. Si le bilan est arrêté au 10 avril 1927 par exemple, les bénéfices qui en résultent seront seulement taxés pour l'année fiscale du 5 avril 1928 au 4 avril 1929. Cela cause un décalage qui est parfois gênant, mais on a trouvé avec juste raison, qu'il aurait

(1) 54, 1, § 1.

été beaucoup plus gênant d'obliger les maisons à refaire un autre bilan uniquement pour la satisfaction des agents des contributions.

Il y avait entre l'impôt sur le revenu et celui sur les bénéfices des sociétés cette grosse différence que le dernier était basé sur les profits de l'exercice précédent, tandis que le premier portait sur la moyenne des bilans des trois années antérieures. Ce système nécessitait une législation assez complexe destinée à prévoir certaines exceptions : au début du fonctionnement de la société, à la fin, en cas de perte, etc...

Il semble présenter un certain nombre d'avantages pour le gouvernement aussi bien que pour les contribuables. Au premier, il permettait de prévoir beaucoup plus sûrement les recettes de l'année, puisque les deux tiers étaient connus dès le commencement de la nouvelle période, étant fournis par les deux années antérieures, et de ne pas risquer un gros déficit budgétaire en cas de crise, puisque les bénéfices faits pendant les deux exercices antérieurs venaient compenser la perte née de la crise en question.

Quant au gros inconvénient qui était constitué pour l'industriel par l'obligation de payer une forte somme d'argent même alors que son année avait été mauvaise, il était en partie compensé parce que, les exercices précédents, il avait payé sensiblement moins qu'il n'aurait dû, parce que la perte subie servirait à diminuer les taxes des deux années suivantes, et enfin par la possibilité, au cas où l'exercice avait été vraiment déficitaire, de demander à être imposé non sur la moyenne, mais sur ses bénéfices réels.

Mais pendant les bonnes années les industriels profitaient des gains pour agrandir leurs affaires et tout le monde consi-

dère en effet comme d'assez mauvaise politique d'immobiliser de trop grandes masses de capitaux alors que l'entreprise peut s'agrandir encore ; de plus, pendant la mauvaise année l'argent est beaucoup plus rare et plus utile et c'est ce moment où l'entreprise a besoin plus que jamais de toutes ses disponibilités que l'on choisit pour lui réclamer des sommes parfois très importantes et qu'elle peut être incapable de payer.

Pour toutes ces raisons, industriels et commerçants ont toujours protesté contre le système de la moyenne des trois années et c'est ainsi que le Conseil de la Chambre de Commerce de Londres interprétait l'opinion générale en écrivant, le 11 mars 1926 : « This Association, impressed with the fact that the present is a time when neither the revenue nor the taxpayer generally would be prejudiced by the abandonment of the three years' average system of income tax and super tax assessment on business profits, recommends the Chancellor of the Exchequer to substitute a year to year system based upon the profits of the preceding year » (1).

Ce système de la moyenne des bénéfices des trois années précédentes a donc été d'abord abandonné pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, symptôme d'un mouvement qui ne fit que s'accentuer jusqu'au moment où il aboutit à sa suppression totale, dans la loi de finances de 1926. Le gouvernement conservait d'ailleurs le droit de le proroger, s'il l'estimait nécessaire, pendant deux années. Aujourd'hui la nouvelle méthode est la seule qui soit appliquée.

Les comptes peuvent ne pas exister. La loi anglaise n'impose en effet aux firmes commerciales aucune obligation en ce qui les concerne. Seules les « Public Limited Companies »

(1) C. A. J. XVIII, page 140.

sont obligées de déposer tous les ans dans certaines conditions un bilan que **chacun** peut consulter, mais les autres commerçants n'ont qu'une obligation : remplir les feuilles envoyées par le fisc (1). Naturellement celui-ci peut demander tous renseignements utiles, mais il n'a pas le droit d'exiger communication des bilans (cette obligation a existé à titre exceptionnel pour l'application de l'impôt sur les bénéfices excessifs, mais a disparu avec cette charge). Seulement il peut, en cas d'absence de renseignements ou quand les renseignements sont estimés insuffisants, taxer d'après son estimation : dans ce cas les sociétés sont obligées de se pourvoir devant les Commissaires Généraux ou Spéciaux, ou devant les tribunaux et n'obtiennent gain de cause qu'en *prouvant* que leurs bénéfices sont réellement inférieurs à ce que décident les agents des Contributions, et ce par leurs livres de comptabilité ; aussi les commerçants et industriels font-ils en général leur bilan soigneusement et gardent-ils toutes les pièces justificatives, mais c'est une question d'intérêt pratique, non une obligation légale. Quand les comptes n'existent pas ou qu'ils ont été faits pour une période inférieure ou supérieure à douze mois, quand une société a cessé entièrement son exploitation, en a transféré une partie ou la totalité à quelqu'autre personne ou société, les Commissaires du revenu intérieur ont le droit de déterminer la période à considérer pour le C. P. T. comme

(1) Cette obligation de tenir des comptes était assez vague. C'est tout récemment seulement, en vertu de la section 39 de la nouvelle loi sur les sociétés anglaises (The Companies Act, 1928) que toute société anonyme a été obligée de tenir des livres de comptabilité en ce qui concerne :

a) Toute somme reçue ou dépensée, et le motif de l'encaissement ou de la dépense ;

b) Tous les achats et ventes de marchandises ;

c) L'actif de la société et les obligations qu'elle a contractées. Ces livres doivent être toujours à la disposition des directeurs.

période d'exercice, cette dernière ne devant pas dépasser douze mois : « where the accounts of a company have been made up for a period greater or less than twelve months, or where the accounts have not been made up or where the company has ceased to carry on business or has transferred its business or part of its business to some other person, the accounting period shall be such period not exceeding twelve months as the Commissioners of Inland Revenue may determine » (1). Ils peuvent aussi diviser toute période d'exercice, et faire les répartitions de profits et pertes qu'ils jugent nécessaires pour la détermination des bénéfices de la société : « The Commissioners of Inland Revenue may, if they think fit, divide any periods for which accounts have been made up, and may make such apportionments or aggregations of profits and losses as may be necessary for the purpose of estimating the profits or losses for the yearly accounting period or for any other purpose of this Part of this Act. Any apportionment under this subsection shall be made in proportion to the number of months or fractions of months in the respective periods representing the divided periods » (2).

Pour toute période d'exercice commençant avant ou finissant après soit le premier janvier 1920, soit le 30 juin 1923, ou le 30 juin 1924, dates de l'entrée en vigueur du nouvel impôt, du changement de taux et de sa suppression, on répartit les bénéfices proportionnellement à la longueur des périodes avant et après ces dates et on charge la société proportionnellement au montant compris dans la période soumise à l'impôt (3). Dans la pratique, d'ailleurs, on a autorisé les com-

(1) 54, 1, § 2.

(2) 54, 3.

(3) 54, 2 et les lois de finances décidant le nouveau taux et la suppression.

merçants à faire un bilan spécial pour les six derniers mois d'existence de l'impôt, au lieu de prendre la moitié du bilan ordinaire, ce qui a pu être très intéressant pour eux dans certains cas (1).

SECTION II. — TAUX ET ABATTEMENTS

Les bénéfices déterminés de la façon que nous avons étudiée, étaient primitivement chargés au taux de 5 % et postérieurement au 30 juin 1923 de 2 $\frac{1}{2}$ % (2). Cette première mesure, préface de la suppression totale, avait pour but d'essayer de désarmer les mécontents et calmer les attaques incessantes dirigées contre cet impôt.

La suppression totale, décidée dans la loi de finances de 1924 (s. 34) prend effet à la date du 30 juin de la même année et aucun bénéfice postérieur à ce moment n'est imposable au titre du C. P. T.

Pour favoriser les sociétés britanniques, étant donné le taux que pouvait atteindre en réalité cette charge, puisqu'on considérerait comme bénéfices les intérêts des emprunts à long terme, il a été décidé que le total de l'impôt payé par ces sociétés pour un exercice quelconque pourrait ne pas dépasser un montant égal aux 10 % du total obtenu en déduisant des recettes « les intérêts ou dividendes prélevés sur les bénéfices et payés à un taux fixe sur toutes les obligations, le capital obligatoire (debenture stock), les actions de préférence (en tant que les dividendes afférents à ces actions de préfé-

(1) Acc. LXXI, 352.

(2) F. A. 1923, s. 36.

rence sont à taux fixe), ou sur tout emprunt permanent contracté avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ou bien encore sur toutes obligations, debenture stock, ou sur tout emprunt permanent émis après la date précitée en remplacement d'un montant égal d'obligations, de debenture stock ou d'emprunt permanent émis avant cette même date » (1). La date d'entrée en vigueur de la loi étant pour ce point spécial le 4 août 1920 et non le premier janvier, jour depuis lequel les bénéfices sont imposables par la nouvelle charge. Le taux est passé de 10 à 5 % lorsque celui qui s'appliquait dans les cas ordinaires a été diminué de moitié.

Cette mesure semble assez injuste, car une société britannique qui a un montant d'obligations et d'actions de préférence énorme par rapport à son montant d'actions ordinaires ne paye pas grand chose, tandis que celle dont la répartition est différente payera, pour un capital et des bénéfices identiques, des sommes beaucoup plus importantes. C'est pour éviter que les sociétés n'échappent à cet impôt en transformant la répartition de leur capital que la loi limite l'étendue de cette mesure de faveur aux seuls emprunts et actions de préférence émis avant l'entrée en vigueur de la loi. Mais, il y a alors une différence de traitement entre les sociétés existantes auparavant et celles qui veulent se créer, et comme on l'a fait remarquer à juste titre, c'était rendre la concurrence très difficile aux jeunes sociétés qui voulaient se lancer et lutter contre les autres. C'est là une des principales raisons que l'on a fait valoir contre l'existence de cet impôt et nous aurons à y revenir.

Pour favoriser enfin les petites sociétés, et par une mesure

(1) 52, 1, b.

imitée de l'impôt sur le revenu ordinaire frappant les personnes physiques, il a été décidé qu'aucune contribution ne serait prélevée sur les premières cinq cents livres sterling de bénéfices annuels. Si l'impôt doit être payé pour une période inférieure à un an, on déduit des bénéfices au titre de cet abattement une somme proportionnelle au nombre de mois que contient la période en question (2).

SECTION III. — MÉCANISME

A. — *Déclaration.*

Les Commissaires du Revenu Intérieur peuvent « inviter le secrétaire d'une société ou tout autre agent (quel que soit son titre) en remplissant les fonctions, ou, s'il s'agit d'une société étrangère, toute personne agissant en qualité d'agent, de directeur ou de représentant de la dite société (quel que soit son titre) à fournir dans un délai de deux mois à compter de la remise de l'avis, une déclaration des bénéfices de la société pour une période d'exercice quelconque ainsi que tous autres renseignements dont les Commissaires pourraient avoir besoin » (55. 1.). Cet avis, ont décidé les Commissaires, peut être envoyé simplement par la poste.

En l'absence de la demande dont il vient d'être question, les mêmes personnes, doivent, au cas où le bilan de la société accuse un bénéfice passible de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, en aviser les Commissaires dans un délai de « six mois à compter de l'expiration de la période pour laquelle les comptes de la société ont été établis » (55. 2.), à

(1) 52, 1, 2.

moins que les Commissaires ne lui aient demandé auparavant les renseignements à fournir dans un délai de deux mois.

De même le liquidateur de toute société en dissolution, soit au moment de l'entrée en vigueur de la loi, soit postérieurement, doit en prévenir les Commissaires du Revenu Intérieur, si la firme est passible du C. P. T. (55. 2).

Toute société ou personne qui ne se conforme pas aux dispositions indiquées ci-dessus est passible d'une amende de cent livres sterling au maximum, on « summary conviction », c'est-à-dire avec autorisation pour l'administration de demander une procédure sommaire et des modes de preuve beaucoup moins rigoureux, et d'une astreinte supplémentaire de dix livres au maximum par jour de retard après le prononcé du jugement (55. 3). Le « summary conviction » permet au juge de décider par lui-même, sans recourir au jury, si les parties sont d'accord pour cela, et éviter aussi les longueurs et les frais qu'entraîne cette procédure.

Les avis réclamés peuvent être remis directement aux Commissaires du Revenu Intérieur à leur bureau principal de Londres, ou à l'Inspecteur des Contributions du lieu où la société a son siège social.

B. — *Autorités.*

Ce sont les Commissaires du Revenu Intérieur qui fixent l'assiette de l'impôt (56. 1), au nom de la société si elle est britannique, de son représentant si elle est étrangère (56. 2).

Les Commissaires utilisent le bilan de la société, ou les renseignements qui leur sont fournis sur leur demande. En l'absence de bilan ou de détails satisfaisants, ils ont le droit de fixer l'assiette de l'impôt et d'établir toutes assiettes supplémentaires au mieux de leur jugement : « in the absence

of a satisfactory return or other information on which to make an assessment the Commissioners may make an assessment according to the best of their judgment » (56. 4. in fine).

Très souvent la société s'adresse pour établir, signer et certifier son bilan fiscal à un comptable spécialiste. Ces personnes, qui n'ont aucun monopole, sont groupés en différentes et nombreuses sociétés dont les deux plus puissantes sont la Société de « Chartered Accountants », et celle des « Incorporated Accountants ». Toutes deux exigent des candidats des examens très sérieux, une cotisation élevée, et l'adhésion a des règles très strictes qui font que leurs membres sont connus par tout le pays pour leur savoir et leur caractère. Parmi les autres, la société des « Certified Accountants » est aussi des plus réputées — et le mérite.

Les commerçants ne sont obligés d'ailleurs de s'adresser ni aux uns ni aux autres, mais ils le font très souvent, pour être sûrs d'obtenir de la loi tous les avantages qu'on peut en tirer et parce que souvent les autorités fiscales se montrent moins pointilleuses quand le bilan est présenté par une de ces personnes.

La fixation de l'assiette de l'impôt devait être faite d'après le texte original de la loi dans les trois années au plus tard qui suivaient l'expiration de la période d'exercice dont on voulait frapper les bénéfices (56. 4), mais en 1923 on a modifié ce passage, et décidé qu'elle serait possible dans les six années qui suivraient la fin de la période d'exercice en question pour toute période d'exercice finissant postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi portant la modification ou ayant fini dans les trois années qui précédaient cette date, c'est-à-dire pour toute période que l'on pouvait encore atteindre en vertu de l'ancien texte; mais le délai de trois années

continuait à jouer pour toutes celles qui étaient terminées plus de trois années avant l'entrée en vigueur de ce nouveau texte, c'est-à-dire qui étaient à ce moment couvertes par la prescription : « An assessment (including an additional assessment) to corporation profits tax in respect of the profits of any accounting period ending on any date after the commencement of this Act, or on any date not more than three years before the commencement of this Act, may be made at any time within six years after the end of the accounting period » (1).

Les Commissaires du Revenu Intérieur ont de plus reçu le droit de faire et prescrire tous les règlements utiles pour l'application de la nouvelle loi et ils n'ont pas manqué d'en user, soit pour étendre explicitement certaines des règles qui régissent l'impôt sur le revenu et dont le texte ne parlait pas, soit pour suppléer à quelque point qui n'avait pas été prévu du tout (2).

C. — *Paiement.*

L'impôt doit être payé directement aux Commissaires du Revenu Intérieur à Somerset House, dont le caissier est appelé « Accountant and controller general ». Les Inspecteurs des Contributions ne sont qualifiés ni pour toucher ces sommes ni pour en donner quittance.

Il est exigible à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de l'établissement de l'assiette (56. 1), à moins que les Commissaires n'en décident autrement, suivant le pouvoir que leur donne la loi de finances de 1921, section 54.

(1) F. A. 1923, s. 36, 4.

(2) Voir Regulations prescribed by the Commissioners of Inland Revenue under section 56, subsection 7, of the F. A. 1920. — 10 Geo. 5 c. 18.

Il est recouvrable comme une dette due au roi, et si le montant de l'impôt est inférieur à cent livres sterling comme une dette civile, sans préjudice d'ailleurs de tous autres recours (56. 5). La différence entre les deux cas, c'est que dans le premier, après les trois avertissements donnés par le fisc c'est le « High Court » et dans le second le « County Court » qui est compétent pour envoyer la sommation et procéder aux saisies si nécessaire. Il y a d'ailleurs dans la pratique très peu d'exemples de contrainte, l'Anglais sachant s'incliner de bonne grâce quand il a perdu et le « collecteur » donnant assez souvent au contribuable l'autorisation de se libérer par acomptes partiels, parfois minimes, trimestriels, mensuels, quelquefois même hebdomadaires, ou en un délai plus long que le temps légal. Lorsque le collecteur hésite à accorder ce délai, il en réfère à l'Inspecteur des Contributions qui en décide sous sa responsabilité. Il est à noter qu'aucun texte de loi n'accorde expressément ce droit à ces fonctionnaires.

Lorsque la société entre en liquidation, il est interdit au liquidateur, au séquestre ou à tout autre personne ayant le contrôle de l'actif de le distribuer sans avoir auparavant pris les dispositions jugées suffisantes par les Commissaires du Revenu Intérieur pour le paiement de l'impôt dont la société pourrait être redevable (56. 3. § 1), le tout sous peine d'une amende qui ne pourra excéder le triple du montant de l'impôt exigible (56. 3. § 2).

Cet article n'augmente d'ailleurs pas les droits du fisc au point de vue du privilège qu'il possède en cas de liquidation : ce privilège ne porte que sur le montant de l'impôt dû pour un exercice seulement, que le fisc a d'ailleurs le droit de choisir parmi les années précédentes non payées. Il vient en concours d'ailleurs, en vertu de l'article 209 de la loi de

1908 sur les sociétés, avec d'autres dettes privilégiées, à savoir : les taxes communales et locales, les autres impôts, les gages et salaires dus aux employés pour les quatre mois précédents jusqu'à concurrence de 50 livres, les salaires des ouvriers pour deux mois et jusqu'à concurrence de 25 livres (sauf contrats spéciaux) et toute somme ne dépassant pas cent livres accordée à titre de dommages-intérêts pour accident de travail, en vertu de la loi de 1906 sur la responsabilité civile des employeurs vis-à-vis des ouvriers (1).

Le C. P. T. a rapporté au gouvernement pour l'exercice 1921-1922 une somme de £ 17.516.000 et £ 18.977.000 pour le suivant. On espérait atteindre les vingt millions l'année d'après, mais la diminution du taux vint tout changer. Il est impossible par contre d'indiquer, même approximativement le coût de sa perception, car la plupart des agents qui en étaient chargés s'occupaient en même temps de l' « income tax » (2).

Bien que l'impôt que nous étudions ait disparu depuis près de cinq années, il reste encore des sommes assez importantes dues à l'état anglais de son fait. Elles s'élevaient au 31 octobre 1927 à £ 7.800.000 et au 31 mars 1928 à £ 6.740.000 montant qui peut être assez sensiblement réduit par l'issue de procès en cours au cas où la Couronne les perdrait.

D. — *Appels.*

« Toute société qui n'est pas satisfaite de l'assiette établie par les Commissaires du Revenu Intérieur en vertu de

(1) *Burn v. Winget Ltd.* (1924). — 40 T. L. R. 438.

(2) *Hans.* 162, 1292.

cette partie de la présente loi, peut en appeler aux Commissaires généraux de l'impôt sur le revenu dans le ressort desquels elle est assujettie à l'impôt sur le revenu ou aux Commissaires spéciaux de l'impôt sur le revenu » (56. 6). Pour l'Irlande il faut s'adresser aux Commissaires spéciaux, ou aux autres tribunaux, comme il en avait été décidé dans l'I. T. A. 1918, section 196.

La personne qui veut interjeter appel doit en aviser l'Inspecteur des Contributions nommé dans l'avis de la fixation de l'assiette, dans les trente jours qui suivent la réception de cet avis et doit indiquer dans cette déclaration :

a) Les bases de l'appel.

b) Devant quels Commissaires (spéciaux ou généraux) elle entend le porter.

Tout changement dans les bases de l'appel, tout argument nouveau non notifié dans cet avis, ou au plus tard quatorze jours avant l'audience, ne peut être pris en considération (règle 4). Il faut certainement étendre également au C. P. T. les dispositions de la section 136 de l'I. T. A. 1918, indiquant qu'un appel interjeté bien après l'expiration du délai légal, peut néanmoins être pris en considération si l'appelant prouve, à la satisfaction des Commissaires, qu'il n'a pu le faire pour des raisons majeures : absence, maladie ou tout autre « reasonable cause ».

Les Commissaires spéciaux ou généraux ont en ce qui concerne ces questions les mêmes pouvoirs que pour l'impôt sur le revenu (Règle 5), mais ils doivent prévenir les Commissaires du Revenu Intérieur de tout changement dans le total exigible d'après eux (*Id.*). Ils peuvent citer des témoins et leur faire prêter serment avant de les entendre (56. 6).

Mais ici comme pour l'I. T., s'ils peuvent déférer le serment à l'appelant celui-ci ne peut les obliger à le faire (1).

Les Commissaires du Revenu Intérieur peuvent se faire représenter devant eux en cas d'appel par une personne qu'ils nomment; dans tout le cours du procès il y aura lieu à production des mêmes pièces (correspondance, comptes, etc...) que pour les questions d'impôt sur le revenu et sur les bénéfices anormaux. La société appelante peut se faire défendre par un avocat (barrister) ou un avoué (solicitor) quelconque. Tout Commissaire qui pourrait à quelque titre que ce soit être intéressé dans le litige ne doit pas assister au procès (Règles 5 à 9).

En cas de discussion sur un point de droit, l'appel peut être porté devant les tribunaux de droit commun, à savoir :

a) The High Court, appelé aussi King's Bench, où siège un seul juge;

b) La Cour d'Appel, où siègent trois magistrats dont le Master of the Rolls;

c) La Chambre des Lords, où la sentence est rendue par cinq juges, dont le Lord Chancellor.

La section 149 de la loi indique que « an appellant or surveyor if dissatisfied with the Commissioners finding may declare his dissatisfaction » et dans la sous-section suivante « he may within 21 days, by notice in writing » demander aux Commissaires de soumettre le cas aux tribunaux... On a voulu prétendre que ce dernier avis par écrit n'était pas obligatoire si à l'audience l'appelant avait déjà fait cette demande oralement et s'il avait, en outre, indiqué son mécontentement par écrit, conformément au paragraphe précédent. Le

(1) Rex v. Spécial Commiss. (1894). — 71 L. T. 541.

Tribunal vient tout récemment de décider au contraire qu'il faut entendre que l'appel n'est naturellement pas obligatoire, mais que, si l'on veut obliger les Commissaires à soumettre le cas aux tribunaux, l'avis écrit est indispensable, et que, s'il n'a pas été envoyé en temps voulu, on ne peut reprocher aux Commissaires de n'avoir rien fait (1).

Nous avons vu que la décision des Commissaires sur un point de fait est souveraine, s'il y a preuve à l'appui.

E. — *Secret professionnel.*

L'obligation du secret professionnel pèse sur toutes personnes travaillant à l'application de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de la même façon que sur celles qui s'occupent de l'impôt sur le revenu, et le serment prêté pour l'un a valeur pour l'autre (56. 8).

Cette obligation est observée très strictement et la Cour s'incline, en général, dès que les agents du fisc mettent en avant l'intérêt général. Un des premiers cas de ce genre se présenta en 1897, quand l'avoué du fisc refusa de communiquer des lettres reçues du défendeur (2).

Mais c'est dans des affaires de calomnie (slander) que la question se présente le plus souvent, et Dowell cite (3) dans son introduction un très grand nombre de cas d'espèce dans lesquelles la Cour a refusé d'autoriser la production de ces pièces, même lorsque c'étaient les seules qui pouvaient sauver le défendeur de la condamnation. Parfois elle affirme qu'elle pourrait ordonner cette production, mais que vraiment

(1) *Rex v. Commissioners of I. T. for Edmonton.* — 45 T. L. R. 91.

(2) *Brown's Trustees v. Hay.* — 45 Sc. L. R. 340. III Tax C. 598.

(3) *The Acts relating to the Income Tax*, by Stephen Dowell M. A., 8^e édition. Londres, 1919, p. XCII et suivantes.

il n'y a pas lieu (1). Dans une espèce différente où la production de la déclaration d'un débiteur était la seule preuve qu'un créancier pouvait avoir de la capacité de paiement de ce débiteur, la Cour a refusé de demander cette communication au nom du secret de ces déclarations et de l'intérêt public (2). Les Commissaires du Revenu Intérieur prétendent, en effet, aussitôt qu'une partie tâche d'obtenir du tribunal un ordre de communication de la déclaration d'un particulier au fisc, que cet ordre même accordé dans un cas particulier, causerait dans le pays un très grand malaise et pousserait beaucoup aux dissimulations, chacun craignant d'être un jour l'objet d'une mesure analogue. La Cour, en général, s'incline et jusqu'à ce jour a toujours refusé d'ordonner une communication de ce genre, tout en affirmant son droit de le faire, le cas échéant.

(1) *Henderson v. Mac Gowan*. (1916). — S. C. 821 — 53 Sc. L. R., 627.

(2) *Shaw v. Kay*. (1904). — 12 Sc. L. T. R. 495.

TROISIEME PARTIE

Abolition du Corporation Profits Tax

CHAPITRE PREMIER

Critique des arguments théoriques en faveur d'un impôt spécial sur les Sociétés

Nous avons vu qu'il y avait trois arguments théoriques d'ordre général en faveur de cet impôt.

Le premier, l'argument juridique. M. Laufenburger est le premier à l'admettre ne prouve rien, surtout si on reconnaît le bien-fondé de la théorie de la personnalité morale, fiction du législateur. En tous cas, pour les sociétés par actions tout au moins, le capital reste la propriété des associés et on aura donc simplement une double taxation de la même fortune laquelle doit être justifiée, si elle peut l'être, par d'autres raisons. En ce qui concerne les sociétés de personnes, certains pays (Allemagne) leur dénie toute personnalité, tout en les frappant d'un impôt; d'autres au contraire (France) la leur accordent tout en décidant que l'impôt, dette sociale, reste en même temps à la charge des associés qui sont imposés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. En conséquence la personnalité juridique est une chose et la personnalité fiscale une autre, l'une ne préjuge pas de l'autre, et « la fiction de la personnalité est trop incertaine et arbitraire pour fournir aucun argument décisif en faveur d'une imposition des sociétés distincte de celle des associés » (1).

(1) LAUFENBURGER. Ouvrage cité. Deuxième Partie. Chapitre I. Section I.

L'argument de la technique fiscale semble plus solide, et pourtant, nous avons vu dans l'étude du système anglais, qui n'est pas parfait encore, qu'un impôt unique, bien appliqué, pouvait éviter la plupart des critiques formulées. L'income tax anglais, en effet, atteint tous les bénéfices de la société, quelle que soit leur affectation, et ceux qui sont distribués aux porteurs étrangers de même que ceux qui restent dans le Royaume Uni; les contribuables qui touchent des dividendes de sociétés étrangères sont imposés directement, et le système n'empêche pas la personnalité de l'impôt de jouer par des remboursements à ceux qui bénéficient d'abattements ou autres diminutions.

La réponse à ces critiques a d'ailleurs été également faite par avance et très fortement dans le livre de W. J. Braithwaite (1) qui ne se montre pourtant pas spécialement tendre pour le système de son pays, qu'il qualifie à un moment de « most clumsy in administration and least defensible in theory » (2).

L'argument économique enfin, quelle que soit la force de l'argumentation de M. Laufenburger, nous laisse-t-il sans réponses ? Certes non.

Et d'abord la société anonyme, car c'est uniquement d'elle qu'il s'agit, a-t-elle vraiment une force de production si grande et tellement supérieure à la société en nom collectif, ou au simple individu ? Nous ne le croyons pas.

Son capital peut être augmenté presque indéfiniment, c'est entendu, à condition encore que la société soit connue,

(1) W. J. Braithwaite. — The I. T. in England, Germany, France and the United States of America, with some conclusions. 1915. Printed for Private Circulation Only — I. 5.

(2) *Idem.* I, 5, page 16.

ait un objet intéressant, etc... car tous les groupes de ce genre n'arrivent pas toujours à mener à bien ces accroissements. Sa puissance sur ce point est néanmoins très nettement supérieure à celle des autres groupements, à cause de la possibilité de souscrire une toute petite part, et aussi de la responsabilité limitée à cette souscription. Mais, il faudrait aussi ne pas oublier que la concentration, l'intégration et la rationalisation (cette dernière moins d'ailleurs), ainsi que la surcapitalisation, lorsqu'elles dépassent un certain degré suivent une loi de rendement décroissant pour toutes les raisons qui font que les grosses administrations ne réussissent pas aussi bien que les personnalités actives et avisées. Il est certain aussi que les grosses sociétés peuvent assez facilement influencer l'Etat, ou dépenser de fortes sommes pour subventionner des journaux et transformer ainsi plus ou moins l'opinion publique, ou l'aveugler en tout cas pour un certain temps, mais les petits commerçants et industriels, par leur nombre, ne manquent pas de contrebalancer ce pouvoir, témoin la taxe spéciale qui depuis 1917 pèse en France sur un certain nombre de grosses entreprises. Quant à la puissance économique que donne à une société le capital emprunté au moyen d'obligations, elle est exactement la même que celle qui résulte d'un emprunt contracté par un gros industriel lorsqu'il est fait aux mêmes conditions. Si les dettes nuisent souvent aux individus, c'est qu'elles n'ont pour fins que la consommation et non la production. Cela ne veut pas dire qu'un emprunt contracté uniquement en vue d'améliorer ou d'accroître la production ne soit pas pour l'individu d'une même utilité que pour la société, et d'un autre côté, on a vu bien des sociétés, faire faillite ou échouer lamentablement parce que leur capital-obli-

gations trop important nécessitait une distribution annuelle d'intérêts qu'elles étaient incapables de servir.

La définition du revenu que précise et adopte M. Laufenburger est très intéressante, et il est certain qu'il y a des plus-values du capital qui devraient donner lieu à taxation. Mais elles sont de même nature pour les individus que pour les sociétés et existent de même façon dans les deux cas ; on peut les atteindre par un impôt spécial du groupe ou des modalités particulières de l'impôt ordinaire (cf. la pratique anglaise pour les augmentations d'outillage, etc...) ; celles du capital même ne sont pas imposées en Grande-Bretagne, parce que le fisc y garde comme principe la vieille définition du revenu et ne veut pas, dans l'I. T. et le C. P. T., frapper le capital en lui-même indépendamment de son rapport : mais les fortunes et les revenus des personnes physiques ou morales sont identiques à ce point de vue.

Le droit minime que l'actionnaire garde sur sa mise, sa renonciation à en réclamer le remboursement, et le risque qu'il accepte d'en perdre l'intégralité ne prouvent pas davantage que ce revenu soit indépendant. Car ce n'est pas au profit de la société que l'actionnaire renonce à la plus grande partie de ses droits, mais au profit de l'ensemble des associés et par conséquent de lui-même, et ce n'est pas la société qui lui refuse le paiement de dividendes, mais les actionnaires eux-mêmes. « L'indépendance du revenu social, écrit M. Laufenburger (1), résulte de son affectation à des buts particuliers de la société. Ces buts ne se confondent pas toujours et jamais entièrement avec les besoins de consommation des associés. Autrement l'ensemble du revenu de la société serait annuel-

(1) *Idem.* Page 129.

lement distribué ». Il est évident qu'il y a ici confusion entre les besoins immédiats de consommation des actionnaires et leurs intérêts. L'objet de la société en principe se confond toujours avec l'intérêt des associés en ce sens que si la société poursuit tel ou tel but, même au détriment de l'intérêt apparent de ses membres, en ne distribuant pas de dividendes par exemple ou en faisant de nouveaux appels d'argent, c'est uniquement parce que les associés sont persuadés, à tort ou à raison, que ces sacrifices leur assureront plus tard des rentrées plus stables et plus importantes : en réalité, quel que soit l'objet apparent de la société, vendre, construire, spéculer ou placer, son seul but est de faire gagner de l'argent à ses membres, de faire fructifier leurs capitaux ; le fait que l'ensemble du revenu de la société n'est pas entièrement distribué chaque année prouve simplement l'esprit de prévoyance des actionnaires qui par un petit sacrifice veulent assurer la continuité des revenus ultérieurs et mettre la source des revenus à l'abri de tous les coups possibles du hasard. Le raisonnement contraire tendrait à prouver que la poule aux œufs d'or a des buts propres, distincts de ceux de son propriétaire si celui-ci consacre une partie de ses gains à lui assurer une nourriture meilleure, ou met de l'argent en réserve afin de la soigner ou de la remplacer le cas échéant.

De même, on ne peut retenir ni la différence d'origine du revenu, ni celle de nature. Le revenu de la société dépend, en effet, beaucoup du travail, des facultés de ceux qui la dirigent tout comme le revenu individuel. De plus si jusqu'à un certain point sa source est unique, le capital, c'est que justement il constitue simplement une des branches du revenu individuel et ne peut donc être aussi complexe que lui. Mais cela ne prouve pas qu'il soit indépendant de l'individū et

puisse être imposé deux fois, une fois comme revenu de la personne en question et une autre fois comme quelque chose de spécial et indépendant. La différence de nature peut justifier un taux différent, mais non une imposition double.

Quant au fait que la capacité fiscale d'un individu ressort de son revenu tandis qu'il n'en est pas de même pour la société, il constitue un argument qui n'est pas suffisant pour qu'on en tire la preuve d'un revenu indépendant de la personne morale. D'ailleurs cette preuve comme la précédente ne tient que si l'on admet déjà que la société possède un revenu propre et doit être imposée à part. Or, il nous semble évident après cette discussion qu'aucun argument juridique, fiscal ni économique ne nous impose cette façon de voir et juger. Donc peu importe de savoir si la capacité fiscale de l'association ressort ou non de son revenu net, puisqu'il n'y a pas de revenu véritable et indépendant de la société, mais uniquement un revenu des associés qui est produit d'une façon spéciale et que l'on imposera si l'on veut d'une manière ou d'une autre, suivant la source, mais non deux fois.

C'est là le point de vue anglais. Pour les commodités de la pratique, on considère que la société constitue un être juridique, douée de personnalité morale et d'activité, mais cet être n'a pas de revenu propre et l'argent qu'il gagne est la propriété des associés dont chacun est traité séparément et individuellement suivant les lois régissant l'I. T.

On taxe, il est vrai, la société elle-même, mais c'est uniquement pour des raisons pratiques, afin de toucher les bénéfices non distribués et affectés à des réserves ou des améliorations et des agrandissements ou tout autre espèce de frais généraux que l'on ne reconnaît pas comme de véritables dépenses de l'affaire, et afin d'éviter l'évasion de petits action-

naires qu'il est parfois très difficile d'atteindre en raison de leur grand nombre. Mais ces bénéfices taxés, au moins pour la partie qui en est distribuée, font partie du revenu du contribuable qui doit les faire figurer dans sa déclaration en vue du « super tax » (aujourd'hui appelé « sur-tax ») impôt progressif, et qui profite, par des remboursements quand il y a lieu, des abattements (personnels, pour charges de famille et autres) accordés par la loi.

Or comme le principe anglais est de ne pas frapper deux fois la même somme, on ne peut pas faire entrer dans son système un impôt spécial sur les sociétés.

Comment se fait-il donc que le « corporation profits tax » ait été voté ?

Ce n'est pour aucune des raisons théoriques que nous venons d'étudier.

En fait, il a été institué parce que le gouvernement avait besoin d'argent et ne savait comment s'en procurer, et il a été supprimé parce qu'il était assez injuste, que les besoins du trésor étaient à ce moment moins impérieux et qu'on avait trouvé de nouvelles ressources.

CHAPITRE II

Critique des raisons pratiques qui ont milité pour la création du C. P. T.

En effet, les raisons que sir Austen Chamberlain a longuement exposées pour motiver cet impôt, ne supportent pas plus la critique que les arguments généraux que nous venons d'étudier.

1° Certes les « *limited companies* » jouissent de privilèges spéciaux, mais elles ne les ont pas demandés, et il est assez bizarre d'imposer à quelqu'un certaines conditions, avantageuses ou non, sans lui laisser parfois la possibilité de refuser, en imposant en contre partie des charges très lourdes. N'oublions pas que, dans beaucoup de cas, c'est la loi, en effet, qui a obligé les « *partnerships* » à se transformer. De plus ces avantages sont déjà compensés par des obligations qui ne pèsent pas au même titre sur les autres sociétés : nécessité de comptabilité, bilans et autres formalités, surveillance plus étroite, etc... qui rétablissent en partie au moins l'égalité, et font qu'un nouvel impôt uniquement sur les « *limited* » rompt l'équilibre en sens inverse. ,

2° Il y a eu certainement une injustice assez forte et des différences importantes dans la façon dont l'impôt sur les bénéfices anormaux est retombé sur les sociétés, suivant que leurs bénéfices pendant la période d'avant-guerre prise comme point de comparaison avaient été assez beaux ou plutôt ré-

duits, injustice aggravée encore par le taux extrêmement lourd de cet impôt. Mais en quoi une autre contribution, à taux beaucoup plus faible, et qui pèse en principe de la même façon sur toutes les sociétés, viendra-t-elle compenser les avantages que les unes ont pu retirer de la façon de calculer l' « excess profits duty » ? En rien, certainement.

3° La troisième raison semble assez intéressante et meilleure. Il est certain qu'il y a une grosse différence de traitement entre les sociétés anonymes qui ne payent que l'impôt sur le revenu et les « partnerships » dont les membres doivent acquitter en outre le super tax. Mais il faut se garder d'exagérer cette différence, comme on a pu le faire à la Chambre des Communes, en soutenant que les « limited » ne payaient pas l'I. T. sur la portion des bénéfices qui était mise en réserve; c'est absolument contraire à la vérité : « profits which are accumulated by companies and eventually distributed in the form of bonus shares have all paid income tax. There is no avoidance of income tax by placing profits to reserve. What they have not paid is super tax » (1). De plus les actionnaires de la société anonyme paient le « super tax » sur les dividendes distribués lorsque leur revenu dépasse le minimum légal. La seule différence est donc que, dans le premier cas, il y a évasion en ce qui concerne cet impôt des sommes mises dans les réserves, à condition encore que les actionnaires auraient eu à le payer s'ils avaient touché ces sommes. Ajoutons que souvent, lorsque la société distribue ces réserves, elles sont considérées comme un revenu entre les mains de l'actionnaire et qu'il n'y a donc évasion véritable que dans le cas où cette distribution est considérée comme une réparti-

(1) Hans. 128, 440.

tion de capital. D'un autre côté enfin, n'oublions pas, ainsi que l'a fait remarquer M. Preston (1), qu'il y a parmi les actionnaires des « limited companies » un très grand nombre de petits porteurs qui n'ont pas un revenu suffisant pour avoir à payer le « super tax » et qui vont pourtant être obligés de supporter le « corporation profits tax », ayant en conséquence à pâtir pour une évasion qui n'est pas leur fait; que les fortunes qui échappent au « super tax » par la mise dans les réserves de bénéfices, ne sont pas les plus nombreuses et qu'il doit y avoir moyen [on en a trouvé un depuis (2)] de les faire rentrer dans le droit chemin; qu'un certain nombre de membres de sociétés en nom collectif échappent en outre au « super tax » en fait s'ils y sont soumis en droit et même à leur juste charge d'« income tax », parce qu'ils ne tiennent aucune comptabilité régulière, et que leurs livres, difficiles à vérifier, leur permettent de frauder le fisc; pour toutes ces raisons, on voit que l'argument mis en avant n'a pas à le bien étudier tellement de valeur, d'autant que ce sont toutes les sociétés anonymes qui échappent au « super tax » et qu'il n'y a que les « limited companies » que l'on soumet au nouvel impôt.

(1) *Idem.* 129, 494.

(2) F. A. 1922, section 21 que nous avons étudiée page 36, et qui a été profondément modifiée, étendue et améliorée par la section 31 du F. A. 1927 et la section 18 du F. A. 1928.

CHAPITRE III

Raisons de l'abolition du C. P. T.

Nous avons vu que tous les arguments avancés en vue de justifier le C. P. T. ne soutiennent pas longtemps la critique.

Mais on a pu lui reprocher en plus quantité de défauts, lesquels viendraient de la rapidité avec laquelle il aurait été voté, pour remplacer une taxe de luxe que le gouvernement n'avait pu faire accepter et procurer de façon plus ou moins heureuse les ressources que l'on espérait trouver dans l'autre mesure : « Corporation profits tax... is probably the most vicious form of income tax at the present time. It is the most unscientific form of taxation. It was brought in in a great hurry, when the Luxury Tax failed to be carried through and was more or less brought in in substitution for that tax » (1).

Il faut pourtant remarquer que la discussion a été assez vive quoique rapide et que tout s'est passé constitutionnellement.

Préalablement à la présentation de son projet le gouvernement avait même envoyé une mission « to Canada and the United States to investigate and to study the schemes of Profits Taxation in force in those countries and to see whether we could derive any lesson of use to us from their practice and experience » (2). Présenté le 19 avril 1920, l'impôt pas-

(1) Hans. 153, 1099.

(2) Hans. 128, 97. Cette mission a rédigé un rapport. Malheureusement ce rapport étant considéré comme confidentiel tous mes efforts pour en obtenir communication ont été absolument vains.

sait devant la Chambre le 11 mai, le 13 juillet et le 27 du même mois et était promulgué le 4 août. A plusieurs reprises le gouvernement a pressé la discussion et empêché de nouvelles observations, mais ce n'est pas une méthode exceptionnelle. En fait d'ailleurs toutes les critiques qui ont coûté la vie au nouvel impôt avaient été formulées, quoique la Chambre anglaise n'a pas toujours eu l'air de se rendre compte de l'importance de la nouvelle charge dont elle frappait les contribuables. Ce qu'il faut accuser en définitive, c'est la nécessité dans laquelle se trouvait le gouvernement de créer un nouvel instrument fiscal pour équilibrer un peu plus son budget et la docilité d'une majorité qui vota l'impôt parce qu'il en fallait un. On se rendait compte d'ailleurs, dans une certaine mesure, que le projet était loin de la perfection, mais il fallait trouver de l'argent. Le chancelier lui-même le savait, mais il savait d'autre part qu'il n'y a pas d'impôt parfait et il était tout disposé à étudier toute suggestion que ferait quiconque aurait quelque chose de mieux à lui proposer : « Perfection is something which we strive to obtain even in taxation, though we do not often succeed. It is extremely difficult to bring into our complicated and traditional system which is the growth of centuries some new taxation and to adjust it so that it is absolutely fair to everyone... I am bound by the limitations which are imposed upon anyone who proposes a new tax » (1). Et c'est pour la même raison que Sir Robert Horne, chancelier en 1922, refuse d'abolir le « corporation profits tax » : toutes les critiques formulées contre cet impôt peuvent être très justes, mais il a besoin d'argent ! « I am not at all

(1) *Idem.* 131, 2277.

enamoured of the corporation profits tax. I entirely agree with much that has been said to the effect that it is a burden on the industry of this country and a check to enterprise. All taxation has to some extent the same effect... it would be quite impossible for me to give up this source of revenue, just as it would be impossible for me to give up many other sources of income which are at least equally burdensome » (1).

Et lorsqu'on put enfin le supprimer, voici comment M. Snowden, alors chancelier de l'Echiquier, en parle : « Now there is another inland revenue duty, the corporation profits tax. It was unloved by its parents, it was reviled by its subsequent guardians, it was condemned by every party, not least by the Labour party, it was sadly crippled by the right honorable gentlemen a year ago, and it has quite obviously only been awaiting its final doom » (2).

Les raisons de cette désaffection sont nombreuses, et tiennent justement aux défauts du C. P. T.

En effet :

a) C'est un impôt soi-disant sur les « limited companies » et qui doit être une simple augmentation des frais généraux à supporter par tous les actionnaires, et qui en fait retombe sur le consommateur (au point que l'on en exempte les sociétés d'utilité publique parce qu'elles sont obligées de par les règles spéciales qui les régissent de ne pas hausser leurs prix et ne pourront donc le faire passer sur lui), ou alors uniquement par les actionnaires ordinaires.

Ce fut là, en effet, une des grosses critiques que l'on a adressées à cet impôt. Il retombe, non sur les obligataires

(1) Hans. 155, 2110.

(2) *Idem.* 172, 1606.

qui touchent toujours leurs intérêts, ni sur les porteurs d'actions de préférence, payés les premiers sans aucune retenue supplémentaire de son fait, mais uniquement sur les porteurs des actions ordinaires.

Il est vrai d'un autre côté que si les bénéfices atteignent des sommes très élevées, c'est aussi cet actionnaire qui en profite le plus (quoique ce ne soit pas toujours exact), que les actions de préférence doivent être protégées puisqu'en général on ne fait appel à elles que lorsqu'il y a une situation assez grave à laquelle il faut faire face et qu'en définitive c'est leur intervention souvent qui sauve le capital de l'actionnaire ordinaire. Mais ce dernier a le mérite d'avoir soutenu l'affaire dès le premier jour, de l'avoir créée, et la différence de situation entre les deux ne doit pas être exagérée, d'autant plus qu'on émet parfois ces sortes d'actions pour des raisons très différentes d'une crise dangereuse.

Pour diminuer d'ailleurs cette inégalité et cette charge qui retombe exclusivement sur l'actionnaire ordinaire et pourrait devenir très lourde, il a été décidé que l'impôt ne devrait pas dépasser un taux de 10 % du bénéfice calculé en déduisant des recettes les intérêts des obligations et les dividendes des actions de préférence, à certaines conditions que nous avons vues. Mais, malgré cette atténuation, les actionnaires devront payer au titre d'un impôt supplémentaire 10 % de leur revenu et même, dans le cas de sociétés étrangères ou d'obligations émises après l'entrée en vigueur de la loi établissant le nouvel impôt, ou d'actions de préférence dont le taux n'est pas fixe, ce maximum ne joue pas et ils devront supporter à eux seuls tout le poids de cet impôt qui atteint parfois, déclarent le colonel Wedgwood et M. Marriott, jus-

qu'à 50 % (1). L'on fait ressortir en outre que l'on risque de faire émigrer les sociétés étrangères qui payent déjà de lourdes charges et qui sont plus favorisées ailleurs. Sir Austen Chamberlain n'a d'ailleurs pas l'air ému de cet argument et répond en bon Anglais qu'ailleurs aussi il y a des impôts et qu'au surplus « the advantages of London are so great that I am not as much alarmed as my honourable Friend » (2).

b) Non seulement il y a, à l'intérieur de la société, rupture d'équilibre entre les différentes catégories d'actionnaires, alors que souvent c'est le simple hasard qui fait que A. possède tel groupe d'actions et B. tel autre, mais il y aura encore de plus grandes inégalités entre la situation des différentes sociétés, suivant la façon dont leur capital est réparti, ce qui est le plus souvent encore une question de hasard. Ainsi dit M. Balfour (3), prenez deux sociétés, toutes deux au capital de un million de livres sterling. L'une a la totalité de ce capital en actions ordinaires et paiera donc l'impôt sur les 5 % de ses bénéfices, l'autre en a la moitié en actions de préférence à 8 % et sera donc autorisée à déduire des bénéfices les intérêts de ces obligations et ne payer que les 10 % du solde; mais la déduction portant sur 40.000 livres, il est fort possible qu'elle soit avantagée très sérieusement par cette mesure. Et il rapporte le cas de deux sociétés dont l'une vient d'émettre justement de nouvelles actions de préférence à 8 %, tandis que l'autre, afin de trouver de l'argent liquide a converti les actions de préférence qui existaient auparavant en actions ordinaires. Ainsi différence de traitement énorme en-

(1) Hans. 132, 1240 et s.

(2) *Idem.* 131, 2250.

(3) *Idem.* 131, 2281.

tre les sociétés, due à de simples questions de remaniements de caisse qui ne changent rien quant à la capacité fiscale de la personne morale. Comme le dit M. Pretyman (1) : c'est un impôt qui tombe « upon particular people in varying degrees without any sort of reference to their ability to pay, but merely because of the particular method in which the capital of the company in which their money is invested happens to be distributed ».

Même déséquilibre de traitement entre sociétés anciennes et nouvelles. Comme on n'a pas voulu que les entreprises puissent échapper à l'impôt en « mouillant » leur capital, par des émissions d'obligations qui rendraient le bénéfice à imposer au taux de 10 % pratiquement nul, on a décidé que cette limitation ne porterait que sur les intérêts des obligations et les dividendes des actions de préférence émises avant l'entrée en vigueur de la loi en question : il est certain que la raison de cette restriction est très légitime et doit être prise en considération, mais la conséquence en est que les nouvelles sociétés qui sont obligées d'émettre de nouvelles actions ou de contracter un emprunt, ne jouiront pas de ce privilège et auront ce désavantage de plus ajouté au handicap que possèdent déjà sur elles les maisons plus anciennes et puissantes, qui ont déjà une clientèle attirée, au point comme le dit M. Arthur Fell (2), que cette face de l'activité commerciale semble presque paralysée : « It is, I believe, the fact that in the last twelve months there has hardly been an issue made of the ordinary shares of any company... and there has not been one new company which has issued ordinary shares to the public ».

(1) *Idem.* 131, 2247.

(2) *Hans.* 155, 2100.

d) Sans compter d'autres injustices aussi criantes sinon aussi générales : par exemple on a exempté de l'impôt les sociétés d'utilité publique énumérées dans la section 52. 2. i, mais comme le port de Londres par exemple est exploité par deux sociétés, les « dock companies » et les « wharfingers » qui n'ont pas les mêmes règles, la première ne paye pas, mais la seconde au contraire doit acquitter cet impôt. De même une société exploitant les tramways de n'importe quelle ville du Royaume Uni n'aura pas à se préoccuper de cette charge, mais celle qui a créé une affaire analogue en Bolivie ou au Cap la supportera, car l'exemption ne vise que les sociétés qui exploitent une entreprise de ce genre entièrement en Angleterre.

e) Ajoutons à toutes ces injustices celles qui résultent d'un calcul assez arbitraire des bénéfices. Nous avons montré la différence de traitement entre les sociétés qui possèdent et celles qui louent les bâtiments dont elles usent. Les autres dépenses qui ne sont pas autorisées à être déduites des recettes peuvent aussi entraîner de nombreuses critiques. Nous nous bornerons à la question des intérêts des emprunts permanents. Il est interdit de les déduire dans le calcul des bénéfices pour l'impôt sur le revenu, parce que la société agit comme collectrice d'impôt, paye pour l'actionnaire et reprend cette somme sur les dividendes qu'elle verse, si bien qu'en fait elle n'a pas payé d'impôt sur le montant de ces sommes. Ici, on ne déduit pas, parce que l'on considère que les obligations forment un capital qui aide la société à prospérer et que, si on permettait la déduction des intérêts, on arriverait à trouver que la société ne fait aucun bénéfice ou presque. La raison est des meilleures, et il est certain que bien souvent actuellement le capital

obligation joue dans les affaires un rôle tout à fait analogue au capital action. Mais on arrive parfois à des cas d'espèce bien curieux comme celui-ci, rapporté par M. Rawlinson (1) : une société construit, grâce à l'argent prêté par ses membres, une école dont les revenus ne suffisent pas pour payer tous les frais y compris l'intérêt de l'argent. Chaque année, les membres sont donc obligés de rajouter un certain montant pour équilibrer le budget, et néanmoins, étant donné que le fisc ne considère pas l'intérêt des prêts comme dépense déductible, ils ont à payer au titre du « corporation profits tax » une somme de 500 livres.

f) L'abattement lui-même des 500 premières livres de bénéfices a été aussi très chaudement attaqué. Il n'est pas douteux qu'il ait été créé par assimilation avec celui qui est pratiqué pour le revenu des individus, avec cette différence qu'une mesure excellente pour une personne physique peut être fautive pour une personne morale, qu'un homme a toujours besoin d'un certain minimum pour vivre et que c'est son affaire s'il dépense davantage, tandis qu'une grosse société a obligatoirement des frais généraux plus importants qu'une petite, que par cet abattement, qui n'a aucune raison théorique valable, on favorise les petites sociétés sans faire grand chose pour les autres, alors que peut-être la petite société rapporte des dividendes beaucoup plus élevés que l'autre. Sentant la valeur de cet argument, Sir Austen Chamberlain répondit que cet abattement avait pour unique raison d'éviter des frais et un travail disproportionnés avec le montant à percevoir : « (it) is to eliminate the cases where there are very small profits and where therefore there would be

(1) *Hans.* 153, 1099.

hardly any tax and the return would not be commensurate with the trouble given to the collector and to the tax payer » (1). Il ne s'est trouvé d'ailleurs personne pour demander si avec cet abattement il n'y aurait pas autant de travail et d'ennui pour le fisc et le contribuable pour un recouvrement aussi minime lorsque le montant des bénéfices taxables serait de cinq cent vingt ou trente livres, puisque la société dans ce cas serait imposée uniquement sur les vingt ou trente livres en excédent des cinq cents. Il faut bien, en effet, qu'il y ait ou non d'abattement, que l'imposition commence à se faire sur des petites sommes, quel que soit le point de départ.

Nous avons donc un impôt qui ne frappe que certaines entreprises commerciales, et non toutes, d'une façon très différente les unes des autres et sans tenir réellement compte de leur capacité fiscale, qui pèse sur certains actionnaires et non sur d'autres, qui est une sorte de dédoublement de l'impôt sur le revenu sans vouloir l'avouer, et qui a fini par succomber sous les attaques réitérées de tous les commerçants et industriels.

Un des journaux les plus vieux parmi ceux qui se vouent aux questions fiscales, lui a consacré cette brève oraison funèbre : « The Corporation profits tax died on Monday last, unwept, unhonoured and unsung and the trading community will be relieved of one of its burdens » (2).

(1) *Idem.* 131, 2242.

(2) *Acc.* LXXI, 4.

Appendice

Le Corporation Profits Tax dans l'Etat libre d'Irlande

Il est intéressant de noter que l'Irlande, « The Irish Free State », seule parmi tous les pays qui composent l'Empire Britannique, a institué et conservé un impôt spécial sur les bénéfices des sociétés commerciales dont les membres ont une responsabilité limitée.

Introduit par la loi du 6 décembre 1922, sur des principes et à des conditions analogues à ceux du C. P. T. du Royaume Uni, il a été maintenu jusqu'à aujourd'hui, avec quelques modifications apportées par les diverses lois de finances de l'Etat Libre d'Irlande, et dont voici les principales :

1924. — Mesures destinées à éviter une double imposition pour les sociétés qui seraient taxables à ce titre à la fois dans le Royaume Uni et dans l'Etat Libre d'Irlande.

1925. — Augmentation de l'abattement à la base qui est porté de 500 livres sterling à 1.000, pour les bénéfices réalisés dans tout exercice comptable commençant postérieurement au 31 décembre 1924.

1926. — L'abattement est porté de 1.000 à 10.000 livres à dater du 31 décembre 1925. Cette mesure aurait exempté de l'impôt environ 540 des sociétés sur les 600 (en chiffres ronds) qui le payaient jusque là (1).

(1) Renseignement personnel donné par les autorités fiscales anglaises.

1928. — Augmentation du taux de l'impôt, porté de 5 % à 7 $\frac{1}{2}$ % pour tout exercice comptable se terminant postérieurement au 31 décembre 1928. Cette augmentation frappe uniquement les sociétés étrangères. Celles-ci peuvent y échapper si, avant la date indiquée, elles décident de tenir un registre de ceux de leurs actionnaires qui sont domiciliés dans l'Etat Libre d'Irlande. Cette mesure, en effet, est surtout destinée à rendre beaucoup plus difficiles les évasions fiscales lors de la mort d'une personne possédant des actions, les héritiers essayant, en Irlande comme dans un certain nombre d'autres pays, de prendre possession des titres sans en déclarer la valeur au fisc pour éviter le paiement des droits de mutation par décès. Ces non-déclarations seront rendues impossibles ou en tout cas très dangereuses du moment qu'il existe un registre des possesseurs des actions, registre mis entièrement à la disposition des autorités fiscales.

Le « corporation profits tax » ne jouit pas en Irlande d'une réputation bien meilleure à celle qu'il avait dans le Royaume Uni, mais le pays étant beaucoup plus agricole qu'industriel, ses inconvénients, surtout depuis la dernière augmentation de l'abattement à la base, sont atténués dans une large mesure, et pour le moment l'Etat Libre d'Irlande semble d'autant moins prêt à le supprimer qu'il a des besoins d'argent relativement importants, ce qui est très compréhensible de la part d'un pays en pleine réorganisation.

Vu : le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu : le Président,
GASTON JÈZE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
MAURELLET.

Index des abréviations

Acc	The Accountant.
App. D.	South Africa Law Reports. Appellate Division.
C. A.	Court of Appeal.
C. A. J.	The Certified Accountants' Journal.
C. I. R.	Commissioners of Inland Revenue.
Co.	Company.
C. P. T.	Corporation Profits Tax.
E. R.	English Reports.
F. A.	Finance Act.
Hans	Hansard. Parliamentary Debates. House of Commons. 5 ^e série.
I. F. S.	Irish Free State.
I. R.	Inland Revenue
I. R. C.	Inland Revenue Commissioners.
I. T.	Income Tax.
I. T. A.	Income Tax Act.
K. B.	King's Bench.
L. J. Ex.	Law Journal Exchequer.
Ltd.	Limited.
Ll. L. R.	Lloy's Law Reports.
L. T.	Law Times Reports.
L. T. R.	Law Times Reports.
Q. B.	Queen's Bench.
Q. B. D.	Queen's Bench Division.
R.	Rettie.
Rep.	Report of the Royal Commission on the income tax. 1920.*
S.	Section.
S. 52	Section of the Finance Act. 1920, instituant le C. P. T.

S. C.	Scotland Court.
S. C. Ct. of Sess. . .	Court of Session. Scotland.
Sc. L. R.	Scotland Law Reports.
Sc. L. T. R.	Scotland Law Times Reports.
Tax.	Taxation.
Tax C.	Tax Cases (Inland Revenue Reports of).
T. L. R.	Times Law Reports.
U. K.	United Kingdom.
v.	versus.
W. L. D.	South Africa. Law Reports. Witwatersrand Local division.
W. N.	Weekly Notes.

Certaines références renvoient à l'année, mais la plupart, surtout toutes celles qui concernent la jurisprudence, se composent de deux nombres dont le premier indique le volume et le second la page où l'on trouvera le jugement cité ou le numéro de ce cas.

Table des cas cités

Addie & Sons v. C. I. R.	76
Alianza Co. Ltd. v. Bell	75
Alianza Co. Ltd. v. C. I. R.	41
Apthorpe v. Peter Schoenhofen Brewery Co. Ltd	127
Aramayo Franck Mines Ltd. v. Eccott	39
Archibald, Thompson, Black & Co. Ltd. v. Batty.	74
Assets Co Ltd. v. Forbes	27
Bartholomey Brewing Co. v. Wyatt	126
Belfour v. Mace	47
Benyon v. Thorpe	86-87-88
Beynon & Co. Ltd. v. Ogg	58
Blakiston v. Cooper	57
Bourne & Hollingsworth Ltd. v. Ogden	68-92
T. I. Boyd & Son Ltd. v. Stephen	49
British Dyestuffs Corporation (Blackley), Ltd. v. I. R. C.	72
British Insulated & Helsby Cables Ltd. v. Atherton.	57-68-89
Brown's Trustees v. Hay	144
Burn v. Winget Ltd.	141
C. I. R. v. voir tous les cas de ce genre à I. R. C.	
Caledonian Rail Co. v. Banks	94
Californian Copper Syndicate v. Harris	59
Chibbet v. Robinson	59
Collins v. Firth-Brearly Stainless Steel Syndicate Ltd.	60
Colquhoun v. Brooks	126
Contantinesco v. The King	73

Cowan v. Seymour	87
Cowcher v. Richard Mills & Co. Ltd.	76
Countess of Warwick Steamship Co. Ltd. v. Ogg.	76
Crookston Brothers v. Furtado	50
Curtis V. J. G. Oldfield Ltd.	77
Daphne v. Shaw	98
Darngavil Coal Co. Ltd. v. Francis	106
Davis v. Harrison	87
Eastman's Ltd. v. Shaw	74
Erichsen v. Last	45-47
Gavazzi v. Mace	49
General Accident, Fire Co. v. Mac Gowan	120
General Medical Council v. I. R. C.	24
Glasgow Expanded Metal Co. v. C. I. R.	111
Grahamstown Iron Co. v. Crawford	79
Grainger v. Gough	42-50
Gramophone et Typewriter Ltd. v. Stanley	126
Granite Supply Association Ltd. v. Kitton	77
Green v. G. Gliksten & Son Ltd.	61
Grove v. Y. M. C. A.	25
Guest. Keen & Nettlefolds Ltd. v. Fowler	78
Hartland v. Diggins	83
S. W. Hawker v. J. Compton	116
Hancock v. General Reversionary and Investment Co. Ltd.	88
Henderson v. Mac Gowan	145
Imperial Fire Co. v. Wilson	120
I. R. v. Blott	61
— Doncaster	61
— Fisher's Executors	61-117
— Warnes	77
I. R. C. v. Coke	62
— Cornish Mutual Assurance Co. Ltd. ..	29
— The Dale Steamship Co.	28

I. R. C. v. Eccentric Club	20-26
— Korean Syndicate Ltd.	29
— Livingston & Others	58
— Marine Steam Turbine Co.	28
— New-York & Pacific Steamship Co. Ltd.	116
— Von Glehn	77
— Wright	62
— Yorkshire Agricultural Society	24
Investors Mortgage Security Co. v. I. R. C.	35-36
Jones v. South West Lancashire Coalowners Association Ltd.	29
Jones v. Wright	63
Kodak Ltd. v. Clark	126
Leith, Hull & Hamburg Packet Co. v. Musgrave.	94
Liverpool Corn Trade Association v. Monks	26
Lochgelly Iron Co. v. Crawford	79
London Bank of Mexico v. Aphorpe	38
London County Council v. Edwards	94
Lovell & Christmas Ltd. v. Taxes Commissioners.	50
Lysaght v. I. R. C.	40
Mac Kinley v. H. T. Jenkins & Son Ltd.	58
Maclaine v. Eccott	45-46
Mac Taggart v. B. E. Strump	76
Martin v. I. R. C.	58
Merlimau Rubber Estates Ltd. v. I. R.	72
Mills v. Jones	73
Mitchell v. B. W. Noble Ltd.	92-128
Morley v. Lawford & Co.	84
Mudd v. Collins	86
W. M. H. Muller & Co. (London) Ltd. v. C. I. R.	48
New Zealand Shipping Co. v. Stephens	38
Nielsen, Andersen & Co. v. J. W. Collins	48
B. W. Noble Ltd. v. C. I. R.	112
B. W. Noble Ltd. v. Mitchell	92-128

Ormond Investment Co. Ltd. v. Betts	42
Ounsworth v. Vickers	71
Partington v. Attorney General	66
Perrin v. Dickson	60
Pommery & Greno v. Apthorpe	46
Pool v. Guardian Investment Trust Co. Ltd. .—	61
Radcliffe v. Holt	87
Rand v. Alberni Land Co. Ltd.	27
Reed v. Seymour	87
Rees-Roturbo v. I. R. C.	60
Reids Brewery Co. v. Male	122
Religious Tract & Book Society v. Forbes	25
Rex v. Commissioners of I. R. for Edmonton	144
Rex v. Special Commissioners	143
Rhymney Iron Co. v. Fowler	79
Roe v. I. R.	61
Royal Agricultural Society of England v. Wilson	24
Rowntree & Co. v. Curtis	80
R. v. Clerkenwell General Commissioner of Taxes	127
St Andrew's Hospital v. Shearsmith	25
St Louis Breweries Ltd. v. Apthorpe	127
Saxone Shoe Co. (France), Ltd. v. I. R. C.	41
Scottish Shire Line Ltd. v. Lethem	95
Severn Fishery Board v. O'May	23
Shaw v. Kay	145
Smidth F. L. & Co. v. Greenwood	50
Smidth v. Westinghouse Brake Co. Ltd.	75
Smith v. Incorporated Council of Law Reporting	88
South Behar Railway Co. v. C. I. R.	28
South Metropolitan Gas Co. v. Dadd	97
Southwell v. Savill Brothers Ltd.	75-122
Special Commissioners v. Pemsel	23
Stephen v. I. R. C.	58
Stevens v. Boustead & Co.	82

Stevens v. Hudson's Bay Co.	60
Strong Co. v. Woodfield	67-77
Sulley v. A. G.	49
Sun Insurance Off. v. Clark	120
Swedish Central Railway Co. v. Thompson	38
Tarn v. Scanlan	48
Tebrau (Johore) Rubber Syndicate Ltd. v. Farmer.	59
Texas Land & Mortgage Co. Ltd. v. Holtham	72
Thew v. South West Africa Co. Ltd.	27-60
Thomas v. Richard Evans & Co. Ltd.	85
Tischler & Co. v. Aphorpe	46
Todd v. Egyptian Delta Land & Investment Co...	39
Union Cold Storage Ltd. v. Jones	123
Usher Wiltshire Brewery Ltd. v. Bruce	122
Vallambrosa Rubber Co. Ltd. v. Farmer	72
Ward & Co. Ltd. v. The Commissioner of Tax ..	78
Weiss, Biheller & Brooks Ltd. v. Farmer	49
Weistleigh Estates Co. v. C. I. R.	28
Wilcock v. Pinto & Co.	46
Yokohama Specie Bank v. Williams	50
Yorkshire Railway Wagon Co. v. C. I. R.	110

Index Bibliographique

I. — LIVRES ANGLAIS

Sur le Corporation Profits Tax.

RAYMOND W. NEEDHAM. — The Corporation Profits tax. Leonard Parsons. London, 1920.

CYRIL L. KING. — C. P. T. annotated and explained. Stevens and Sons. London, 1920.

LEGGE C. WHORLOW. — C. P. P. under Part V of the F. A. 1920. London, 1920.

P. D. LEAKE (Pitman). — The C. P. T. London, 1920.

ERNEST-EVAN SPICER et ERNEST-CHARLES PEGLER. — I. T., Super Tax and C. P. T. London, 1925.

Sur l'Income Tax.

SNELLING'S Pratical Income Tax and Super Tax. 7^e édition par C. W. Chivers. Pitman. London, 1925.

— Dictionnary of income tax and super tax. London, 1926.

GORDON NEWLAND. — Daily News guide to income tax.

H. MOSLEY. — The A. B. C. of income tax return making. Huddersfield, 1921.

W. SANDERS. — The practise and law of income tax and super tax. London, 1923.

TOLLEY'S Complete income tax. 9^e édition. Waterlow and Sons. Londres, 1925.

— Handbook of income tax and super tax.

F. G. UNDERHAY. — Income Tax. Nouvelle édition. Londres et Melbourne, 1925.

RONALD STAPLES. — Income Tax. London, 1925.

ARTHUR et EDWIN EWART FIELDHOUSE. — I. T. simplified. London, 1925.

MC. BAIN. — Complete practical income tax. Bie and Sons. Londres, 1926.

DOWELL'S Income tax Laws. 9^e édition par Smyth. Butterworth and Co. London, 1926.

E. M. KONSTAM. — A treatise on the Law of income tax. London, 1926.

HARRISON B. SPAULDING. -- Income tax in Great Britain and United States. King and Son. London, 1927.

HALFORT W. L. REDDISH et H. G. W. TEVERSON. — The Principles and practise of income tax and super tax. 4^e édition. The Gregg Publishing Co. Ltd. London, 1927.

Report of the Royal Commission on the Income Tax. London, 1920.

Income Taxes in the British Dominions. — Compiled in the Inland Revenue Department. London, 1927.

Sur l'Excess Profits Duty.

RICHARD-JOSEPH SUTCLIFFE. — E. P. D. and the cases decided thereon. London, 1919.

A. M. LANGDON. — The Excess Profits Duty. London, 1920.

Autres Livres.

W. J. BRAITHWAITE. — The I. T. in England, Germany, France and the United States of America... 1915.
Printed for Private Circulation Only.

GEORGES CURTIS JR. — Life Insurance Taxation, 1911.

COLES A. — Company Accounts, 1913.

A. C. CONNEL. — Pitman's Companies and Company Law.
London, 1908.

HERBERT. — Taxation and Anarchism. 1912.

J. A. LAMBERT. — Financial Perils. 1913.

A. F. TOPHAM. — Principles of company law. 1914.

VIVIAN H. — Problems of Finance with special reference to the co-partnership movement, 1912.

Périodiques.

The Certified Accountants Journal. London. Mensuel.

The Accountant. London. Hebdomadaire.

Taxation. London. Hebdomadaire.

II. — LIVRES FRANÇAIS

GASTON JÈZE. — L'impôt extraordinaire sur le capital. Paris, 1920.

— Finances de guerre en Angleterre. Paris, 1918.

— Cours de Sciences de Finances. Paris.

HENRY LAUFENBURGER. — L'impôt sur le revenu et les sociétés commerciales. Strasbourg, 1926.

ALBÉRIC LIMPENS. — L'impôt sur le revenu en Angleterre. Bruxelles-Paris. Rivière. 1923.

PIERRE PELLERIN. — La loi anglaise de 1908 sur les sociétés par actions. Marçhal et Gode. Paris, 1910.

ANDRÉ PHILIP. — L'Angleterre Moderne. Paris, 1925.

MOUDE. — Les maisons à succursales multiples. Paris. 1913.
Bulletin des Statistiques et de Législation comparée. Traduction de la loi de 1920 (Mars 1921, page 466).

III. — LIVRES ALLEMANDS

HARZENDORF. — Die Einkommensteuer in England. Leipzig, 1914.

SCHANZ. — Die Einkommensbegriff und die Einkommenssteuergesetze. Finanzarchiv. 1896.

IV. — LIVRES AMÉRICAINS

EDWIN ROBERT ANDERSON SELIGMAN. — Essays in taxation. 1913.

— Essays in economics. 1925.

— The income tax. 1914.

— Loans versus taxes in War Finance. 1918.

— The next stop in tax reform. 1918.

— Principles of Economy. 1923.

— Progressive taxation. 1886.

— Studies in public finances.

SELIGMAN AND MOON. — Wealth and Taxation. 1924.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

RAISONS THÉORIQUES ET PRATIQUES DE L'INSTITUTION DU CORPORATION PROFITS TAX

CHAPITRE I. — <i>Raisons théoriques et générales à l'appui d'un impôt spécial sur les sociétés</i>	8
CHAPITRE II. — <i>Raisons pratiques qui ont fait adopter le C. P. T. en Grande-Bretagne</i>	13

DEUXIÈME PARTIE

FONCTIONNEMENT DE L'IMPOT

CHAPITRE I. — <i>Quelles sociétés paient le C. P. T.</i> . . .	16
S. I. — Limited Companies	19
S. II. — Sociétés Commerciales	16
S. III. — Exceptions	29
S. IV. — Sociétés Etrangères	38
CHAPITRE II. — <i>Détermination des bénéfices</i>	55
S. I. — Recettes	57
S. II. — Dépenses	66
i° Dépenses non déductibles pour la détermina-	

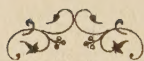
tion des bénéfices frappés par l'I. T.	69
Intérêts	69
Capital Expenditures	71
Dépenses non indispensables	76
Dépenses faites « after earning »	77
Dépenses personnelles des propriétaires :	80
Cas spéciaux	81
2° Dépenses déductibles	83
Dépenses de l'affaire elle-même	83
Dépenses d'entretien	92
Dépenses légales	104
Dépenses diverses	105
S. III. — Modifications apportées pour l'appli-	
cation du C. P. T.	106
S. IV. — Cas spéciaux	118
Assurances	118
Coopératives	120
Brasseries	121
Sociétés subsidiaires	123
CHAPITRE III. — <i>Taux. Période. Mécanisme</i>	129
S. I. — Période	129
S. I. — Taux et Abattements	134
S. III. — Mécanisme	136
Déclaration	136
Autorités	137
Paievements	139
Appels	142
Secret Professionnel	144

TROISIEME PARTIE

ABOLITION DU C. P. T.

CHAPITRE I. — <i>Critique des arguments théoriques en</i> <i>faveur d'un impôt spécial sur les sociétés</i>	148
--	-----

CHAPITRE II. — <i>Critique des raisons pratiques qui ont milité pour la création du C. P. T.</i>	155
CHAPITRE III. — <i>Raisons de l'abolition du C. P. T.</i> ..	158
APPENDICE. <i>Le C. P. T. dans l'Etat Libre d'Irlande</i> ..	167
INDEX DES ABRÉVIATIONS	169
TABLE DES CAS CITÉS	171
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	176
TABLE DES MATIÈRES	180



Imprimerie « LES PRESSES MODERNES », 45, rue de Maubeuge, Paris
Ateliers à Troyes (Aube)



